



Investir dans les populations rurales

Rapport du Conseil des gouverneurs

Quarantième session
Rome, 14-15 février 2017

2017

**CONSEIL DES
GOUVERNEURS**

Cote du document: GC 40
Date: 16 mai 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Conseil des gouverneurs

Rapport de la quarantième session

Rome, 14-15 février 2017

Table des matières

CHAPITRE 1	PARAGRAPHES	PAGES
Ouverture et travaux de la session	1-14	1-3
A. Ouverture de la session et séance inaugurale	3-6	1
B. Ordre du jour et documentation	7	1
C. Discours du Président du FIDA	8	1
D. Dialogue des Gouverneurs et conférence-débat	9-11	1
E. Déclarations générales	12	1
F. Clôture de la session	13-14	1-2
CHAPITRE 2		
Décisions prises par le Conseil des gouverneurs	15-27	4-5
A. Rapport du Comité des émoluments	15-16	4
B. Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA	17	4
C. Nomination du Président du FIDA	18-19	4
D. Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance	20	4
E. Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA	21-22	4-5
F. États financiers consolidés du FIDA pour 2015	23	5
G. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2017; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2017 et plan indicatif pour 2018-2019 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTe et le SAFP	24-25	5
H. Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA	26	5
I. Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA	27	5
CHAPITRE 3		
3. A. Comptes rendus analytiques (y compris un résumé des déclarations générales prononcées par les Gouverneurs)	28-228	6-44
i) Première séance – 14 février 2017	28-74	6-14
ii) Deuxième séance – 14 février 2017	75-136	15-26
iii) Troisième séance – 15 février 2017	137-228	27-44

CHAPITRE 3 (SUITE)	PAGES
B. Autres déclarations générales	45-69
Autriche	45-46
Brésil	47
Burkina Faso	48-49
Burundi	50-51
France	52-53
Italie	54-55
Japon	56
Madagascar	57
Maldives	58-59
Népal	60
Nicaragua	61-62
Seychelles	63-64
Afrique du Sud	65-66
Turquie	67-68
États-Unis	69
CHAPITRE 4	PAGES
Déclaration et allocutions spéciales	70-94
Allocution de bienvenue prononcée par le Président du FIDA à Son Excellence Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice	72
Discours liminaire de Son Excellence Mme Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice	73-77
Allocution de bienvenue prononcée par le Président du FIDA à Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne	78
Discours liminaire de Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne	79-80
Discours du Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze	81-85
Synthèse des délibérations – Forum des peuples autochtones au FIDA	86-87
Discours de M. Gilbert Fossoun Hounbo lors de sa nomination en qualité de Président du FIDA	88-90
Discours de clôture du Président du FIDA	91-92
Discours de clôture de M. Dinesh Sharma président de la quarantième session du Conseil des gouverneurs	93-94

Annexes

I.	Délégations de la quarantième session du Conseil des Gouverneurs	95-179
II.	Ordre du jour et programme des activités	180-185
III.	Liste des documents soumis au Conseil des gouverneurs à sa quarantième session	186-187
IV.	Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarantième session	188-198

Chapitre 1

Ouverture et travaux de la session

1. La quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA s'est tenue à Rome les 14 et 15 février 2017. La liste des participants figure à l'annexe I.
2. Le Conseil a tenu au total trois réunions qui sont résumées dans les comptes rendus analytiques figurant dans la partie A du chapitre 3.
- A. Ouverture de la session et séance inaugurale
3. La session a été ouverte par M. Dinesh Sharma, président du Conseil des gouverneurs et Gouverneur du FIDA pour la République de l'Inde.
4. Lors de la séance inaugurale, M. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA, a souhaité la bienvenue aux invités d'honneur. Ces déclarations de bienvenue sont reproduites intégralement au chapitre 4.
5. Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice, a prononcé un discours liminaire. Sa déclaration est reproduite intégralement au chapitre 4.
6. Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne, a prononcé un discours liminaire dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
- B. Ordre du jour et documentation
7. Le Conseil des gouverneurs a adopté l'ordre du jour, que l'on pourra trouver en annexe II avec le programme des activités. La liste des documents soumis au Conseil est fournie en annexe III. Les résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs figurent en annexe IV.
- C. Discours du Président du FIDA
8. La version intégrale du discours prononcé par le Président Nwanze devant le Conseil des gouverneurs est présentée au chapitre 4.
- D. Dialogue des Gouverneurs et conférence-débat
9. Précisions sur le Dialogue des Gouverneurs: L'Itinéraire du FIDA à l'horizon 2030 est présenté dans le compte-rendu analytique de la deuxième réunion.
10. Un débat interactif des peuples autochtones s'est déroulé sur le thème "Dix ans de partenariat du FIDA avec les peuples autochtones – à l'approche du dixième anniversaire de l'approbation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007-2017)".
11. Le contenu des débats de ce Conseil des gouverneurs peut être trouvé dans un rapport séparé intitulé "Compte-rendu des délibérations tenues à l'occasion des événements organisés en marge de la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2017".
- E. Déclarations générales
12. Les déclarations générales prononcées par les Gouverneurs en séance plénière sont synthétisées dans la partie A du chapitre 3. Les déclarations générales présentées par écrit mais sans présentation orale sont intégralement reproduites dans la partie B du chapitre 3. Une déclaration faite à l'occasion de la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones, organisée le 13 février 2017 en marge de la session du Conseil, est présentée au chapitre 4.
- F. Clôture de la session
13. Les observations finales du Président Nwanze au Conseil sont reproduites intégralement au chapitre 4.

14. Le président du Conseil des gouverneurs, M. Dinesh Sharma, a récapitulé les résultats des principales délibérations du Conseil avant de clôturer la quarantième session du Conseil des gouverneurs. Le discours de clôture est reproduit intégralement au chapitre 4.



M. Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA



M. Gilbert F. Houngbo
Président élu du FIDA



M. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA et M. Gilbert F. Houngbo, Président élu du FIDA

Chapitre 2

Décisions prises par le Conseil des gouverneurs

A. Rapport du Comité des émoluments

15. Le Conseil des gouverneurs a été informé que, à la suite du rétablissement d'un comité chargé d'examiner les émoluments du Président du FIDA, à la trente-neuvième session, le Comité des émoluments, présidé par le représentant du Canada, avait achevé son examen et soumis ses recommandations au Conseil.
16. Le Conseil a pris note du Rapport du Comité des émoluments sur les modalités et conditions d'emploi du Président du FIDA présenté dans le document GC 40/L.3 et a adopté la résolution 192/XL le 14 février 2017.

B. Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA

17. Le Conseil des gouverneurs a examiné le Rapport sur l'état des contributions à la Dixième reconstitution des ressources du FIDA, contenu dans le document GC 40/L.5. Le Conseil a été informé que, sur la base des annonces de contribution reçues depuis la date de préparation du rapport, les annonces de contribution à la Dixième reconstitution s'élèvent à 1 129,6 millions d'USD. Enfin, le Conseil a été informé que les instruments de contribution reçus au titre de la Dixième reconstitution, y compris ceux reçus depuis la date du rapport, s'élevaient à 997 millions d'USD, soit 88% du total des annonces de contribution.

C. Nomination du Président du FIDA

18. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document GC 40/L.4 et son additif relatif à la nomination du Président du FIDA. En application de l'article 41.1 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, l'élection du Président du FIDA s'est déroulée lors de séances privées organisées durant la session.
19. Lors de sa deuxième séance, le Conseil des gouverneurs a élu par acclamation à la fonction de Président du FIDA M. Gilbert Fossoun Hounbo, de la République togolaise, pour un mandat de quatre ans, à compter du 1^{er} avril 2017. À cet égard, le 14 février 2017, le Conseil a adopté la résolution 193/XL. Le discours du Président élu est reproduit intégralement au chapitre 4.

D. Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance

20. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document GC 40/L.9 et a adopté, le 15 février 2017, la résolution 194/XL approuvant les recommandations du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance.

E. Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA

21. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document GC 40/L.6/Rev.2 et a adopté, le 15 février 2017, la résolution 195/XL établissant la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. L'expérience de la présidence externe ayant été couronnée de succès pendant la Consultation sur la Neuvième reconstitution, le Conseil des gouverneurs a approuvé la recommandation du Conseil d'administration proposant que la Consultation soit présidée par M. Johannes F. Linn.
22. Conformément au paragraphe 3 de la résolution, la Consultation se composera de tous les États membres des Listes A et B, à la condition cependant que quatre États membres cèdent les sièges à la Consultation sur la reconstitution dont ils disposent au profit de quatre pays à faible revenu et contributeurs potentiels ou principaux appartenant à la Liste C; la Consultation se composera également de 22 États membres de la Liste C (y compris les quatre États membres auxquels les

Listes A et B auront cédé leurs sièges), qui seront désignés par les membres de la Liste C et dont les noms seront communiqués au Président du FIDA.

- F. États financiers consolidés du FIDA pour 2015
23. Le Conseil des gouverneurs a examiné et approuvé les états financiers consolidés du FIDA pour 2015 tels qu'ils figurent dans les appendices A à K du document GC 40/L.7, le rapport y relatif du Commissaire aux comptes, la Déclaration de la direction sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière et l'attestation du Commissaire aux comptes à ce sujet.
- G. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2017; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2017 et plan indicatif pour 2018-2019 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF
24. Après avoir examiné le budget administratif proposé, comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2017 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2017, tels que présentés dans le document GC 40/L.8, le Conseil des gouverneurs a adopté le 15 février 2017 la résolution 196/XL.
25. Le Conseil a également pris note des informations communiquées dans les rapports de situation sur la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE) et sur la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFF) au FIDA.
- H. Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA
26. Le Conseil des gouverneurs a examiné le document GC 40/L.10 et adopté le 15 février 2017 la résolution 197/XL approuvant la Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA.
- I. Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA
27. Le Conseil des gouverneurs a pris note des informations contenues dans le document GC 40/L.11 sur les Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA. Toute modification apportée ultérieurement aux Principes de conduite sera présentée au Conseil des gouverneurs pour information.

Chapitre 3

A. Comptes rendus analytiques

(y compris un résumé des déclarations générales prononcées par les Gouverneurs)

- i) Compte rendu analytique de la première séance de la quarantième session tenue le mardi 14 février 2017, à 9.15 heures.

Président: Dinesh Sharma (Inde)

Table des matières

	Paragrapes
Ouverture de la session (point 1 de l'ordre du jour) et cérémonie inaugurale	29-30
Adoption de l'ordre du jour (point 2 de l'ordre du jour)	31-32
Mots de bienvenue du Président du FIDA à l'intention des orateurs de marque	34-35
Discours liminaire prononcé par Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice	36-37
Discours liminaire prononcé par Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne	38-39
Déclaration du Président du FIDA (point 3 de l'ordre du jour)	40-41
Rapport du Comité des émoluments (point 4 de l'ordre du jour)	44-45
Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA (point 7 de l'ordre du jour)	46-50
Synthèse des délibérations de la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones au FIDA	51
Déclarations générales (point 6 de l'ordre du jour)	52-71
– Chine	52-54
– Nigéria	55-56
– Luxembourg (au nom des pays du Benelux)	57-59
– Botswana	60-61
– Canada	62-64
– Argentine	65-66
– Iraq	67-68
– Allemagne	69-71
Nomination du Président du FIDA (point 5 de l'ordre du jour)	72-73

28. La séance est ouverte à 9 h 15.

OUVERTURE DE LA SESSION (point 1 de l'ordre du jour) ET CÉRÉMONIE INAUGURALE

29. Le PRÉSIDENT DU CONSEIL DES GOUVERNEURS souhaite la bienvenue aux participants et déclare que le FIDA demeure déterminé à éliminer la pauvreté et la faim en investissant dans les populations rurales et en encourageant le développement durable en milieu rural. La mission du FIDA, toujours d'actualité et de plus en plus urgente, est au cœur de la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). Le président exprime sa gratitude aux Membres pour le soutien constant qu'ils ont apporté au FIDA dans l'accomplissement de son mandat; il remercie également le Président Nwanze pour avoir permis au Fonds, pendant les huit années de sa présidence, de répondre de façon appropriée aux nouveaux défis en matière de développement rural, la contribution du FIDA en la matière faisant l'objet d'une reconnaissance mondiale. Alors que le nouveau Président du FIDA va être nommé au cours de la présente session, il est donc essentiel de veiller à ce que la présidence s'emploie à poursuivre l'objectif d'éradication de la faim et de la pauvreté et de sécurisation des ressources de base nécessaire à cette fin. Il ajoute que, du fait de la candidature de l'Indonésie à la présidence, M. Rionald Silaban, le Vice-Président indonésien du Bureau du Conseil des gouverneurs, n'a participé à aucune des questions en rapport direct avec la nomination du Président; il ne présidera pas non plus la séance consacrée à cette nomination.
30. Réaffirmant le soutien de son pays au FIDA et à sa mission, le président déclare ouverte la quarantième séance du Conseil des gouverneurs.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR (point 2 de l'ordre du jour) (GC 40/L.1 et Add.1/Rev.1)

31. Le PRÉSIDENT attire l'attention sur l'ordre du jour provisoire et le programme provisoire des activités, en particulier un calendrier de travail révisé, comme proposé dans les documents GC40/L.1 et Add.1/Rev.1, et déclare que le point 3 de l'ordre du jour proposé "Demande d'admission en qualité de Membre non originaire" ne sera pas abordé, aucune demande de ce type n'ayant été reçue avant la date limite.
32. L'ordre du jour (GC 40/L.1), tel que révisé oralement, ainsi que le calendrier de travail révisé (GC 40/L.1/Add.1/Rev.1) sont adoptés.
33. Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice, et Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne, sont conduits à leur place.

MOTS DE BIENVENUE DU PRÉSIDENT DU FIDA À L'INTENTION DES ORATEURS DE MARQUE

34. M. NWANZE (Président du FIDA) accueille avec gratitude Son Excellence Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice, en sa qualité d'invitée d'honneur du Conseil des gouverneurs, en insistant sur son rôle essentiel de guide et de conseillère tout au long de sa carrière, notamment en tant que personnalité scientifique et administratrice universitaire, et sur les résultats obtenus par son pays sur la voie de la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, en particulier dans les domaines de l'égalité entre les sexes et de la réduction de la pauvreté. La République de Maurice, l'une des économies d'Afrique les plus propices aux activités commerciales, a pris conscience que l'éradication de la pauvreté et l'inclusion sociale étaient indispensables à un développement global durable. Les Membres sauront mettre à profit la sagesse et l'expérience de la Présidente.
35. De la même manière, M. Nwanze souhaite la bienvenue à Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne, en sa qualité d'invité d'honneur du Conseil des gouverneurs,

et déclare que le gouvernement hôte du FIDA reste l'un de ses soutiens les plus solides et les plus généreux. La récente organisation conjointe avec le FIDA d'une conférence internationale couronnée de succès a débouché sur une initiative visant à relever les défis financiers du monde rural par une action et un investissement coordonnés entre les secteurs privé, public et philanthropique, et les agriculteurs et les entreprises rurales; la présidence du G7 actuellement assurée par l'Italie permettra, en outre, de mettre l'accent sur le rôle éminent de ce pays en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture. Son partenariat multiforme avec le FIDA offre également des opportunités prometteuses de transformation de l'agriculture dans les pays en développement en un secteur moderne, compétitif et commercialement dynamique.

DISCOURS LIMINAIRE DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DE MAURICE

36. SON EXCELLENCE BIBI AMEENAH FIRDAUS GURIB-FAKIM (Présidente de la République de Maurice) prononce un discours liminaire dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
37. Le PRÉSIDENT remercie la Présidente de la République de Maurice pour ses paroles éloquentes et ses observations avisées.

DISCOURS LIMINAIRE DU MINISTRE DES POLITIQUES AGRICOLES, ALIMENTAIRES ET FORESTIÈRES DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

38. SON EXCELLENCE MAURIZIO MARTINA (Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne) prononce un discours liminaire dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
39. Le PRÉSIDENT remercie le Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne d'avoir partagé son expérience et de la généreuse hospitalité et du soutien sans faille de son pays au FIDA.

DÉCLARATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 3 de l'ordre du jour)

40. M. NWANZE (Président du FIDA) fait une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.
41. Le PRÉSIDENT exprime à M. Nwanze les remerciements du Conseil des gouverneurs pour sa déclaration et le félicite pour le bilan de sa présidence du FIDA, au cours de laquelle le rôle de l'institution dans la lutte contre la pauvreté rurale s'est considérablement renforcé. L'approche et la vision novatrices du Président ont effectivement contribué au succès de la transformation du Fonds tout en préservant la pertinence de son action.
42. Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice, et Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne, quittent la salle de conférences.
43. La SECRÉTAIRE DU FIDA par intérim, informant les participants du déroulement de la séance, attire leur attention sur la publication A Bucket of Water: Reflections on Sustainable Rural Development, à l'initiative du Président du FIDA, qui traite des principaux aspects des activités de plaidoyer du FIDA, ainsi que sur une récente publication intitulée Rural Lives, sélection d'images provenant de la collection de photographies du FIDA illustrant la vie de femmes et d'hommes en milieu rural qui témoignent de l'impact des projets soutenus par le FIDA.

RAPPORT DU COMITÉ DES ÉMOLUMENTS (point 4 de l'ordre du jour) (GC 40/L.3)

44. Le PRÉSIDENT rappelle que le Conseil des gouverneurs, à sa trente-neuvième session en 2016, a rétabli le Comité des émoluments pour qu'il examine les modalités et conditions d'emploi du Président du FIDA. Le Comité, présidé par M. David Cuming, représentant du Canada, a achevé l'examen et soumis ses

recommandations au Conseil. Le projet de résolution correspondant a maintenant été soumis au Conseil des gouverneurs.

45. Le Conseil des gouverneurs prend note du Rapport du Comité des émoluments tel qu'il est présenté dans le document GC 40/L.3 et adopte la résolution 192/XL sur les émoluments du Président du FIDA.

RAPPORT SUR LA DIXIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 7 de l'ordre du jour) (GC 40/L.5)

46. M. KASHI WAGI (Vice-Président adjoint, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal par intérim, Département des opérations financières du FIDA), mettant à jour le rapport devant le Conseil des gouverneurs, déclare qu'à la date du rapport, à savoir le 17 janvier 2017, le total des annonces de contribution au titre de FIDA10, s'élevait à 1 129,6 millions d'USD. Depuis décembre 2016, le niveau des annonces de contribution a augmenté légèrement et concernait, au 10 février 2017, 101 pays contre 96 à la même période de FIDA9. Depuis le 17 janvier, d'autres instruments d'annonce de contribution ou versements directs ont été effectués par le Bangladesh, la République dominicaine, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie, le Lesotho, Madagascar, la Micronésie, le Maroc, la Thaïlande et l'Uruguay. À la date du 10 février, les instruments de contribution ou versements directs reçus représentaient 997 millions d'USD, contre 906 millions d'USD au 31 décembre 2016, soit une augmentation de 90 millions d'USD sur cette période de 40 jours.
47. Depuis la date du rapport, d'autres versements ont été effectués par le Bangladesh, le Canada, la Chine, la République dominicaine, la Finlande, la France, l'Indonésie, l'Italie, la Jordanie, la République de Corée, le Lesotho, le Luxembourg, Madagascar, le Mexique, la Micronésie, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Pérou, la Fédération de Russie, la Thaïlande, les États-Unis et l'Uruguay. Au 10 février, le total des paiements reçus s'élevait donc à 705 millions d'USD contre 515 millions d'USD au 31 décembre, soit une augmentation de 190 millions sur cette période.
48. En ce qui concerne le Cadre pour la soutenabilité de la dette (CSD), le FIDA a également reçu des annonces de contribution de 2,98 millions d'USD. Les remboursements du principal non recouvré au titre de FIDA10 s'élèvent à 3,4 millions d'USD, soit un déficit d'environ 0,5 million d'USD. M. Kashiwagi rappelle aux États membres qu'ils sont convenus en 2007 de se répartir la charge de la compensation du FIDA correspondant aux flux non perçus du fait de dons octroyés au titre du CSD. Il était prévu que le montant du CSD augmente lors des reconstitutions à venir jusqu'à atteindre un montant estimé à 39,5 millions d'USD durant la période couverte par FIDA11 et à 97,9 millions d'USD durant la période couverte par FIDA12. Il est donc primordial que tous les États membres qui se sont engagés à soutenir la participation du FIDA au CSD continuent à prendre en charge leur part respective.
49. Le FIDA est très reconnaissant pour les annonces de contribution et les versements reçus à ce jour et encourage vivement les États membres à procéder le plus rapidement possible à leur annonce de contribution ou au dépôt de leurs instruments de contribution pour la période de FIDA10.
50. Le Conseil des gouverneurs prend note du Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA.

SYNTHÈSE DES DÉBATS DE LA TROISIÈME RÉUNION MONDIALE DU FORUM DES PEUPLES AUTOCHTONES AU FIDA

51. À l'invitation du PRÉSIDENT, Mme Ikal Lillian ANGEL'ELEI (Friends of Lake Turkana, Kenya) propose une synthèse des délibérations de la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones qui s'est déroulée les 10 et

13 février 2017 à l'occasion de la quarantième session du Conseil des gouverneurs. Le texte intégral de cette synthèse est reproduit au chapitre 4.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 6 de l'ordre du jour)

52. M. SHI (Chine) déclare que pour mettre en œuvre le Programme 2030, les pays doivent continuer à encourager le développement international et à lutter contre la pauvreté rurale. Dans ce contexte, le FIDA doit articuler son travail autour de trois axes. Il doit d'abord élargir ses ressources financières, se développer et se renforcer. La contribution des États membres restant la principale source de financement du FIDA, il appelle les pays développés à augmenter leurs contributions afin d'assurer un niveau de financement élevé pour la période couverte par FIDA11. La Chine, pays en développement, souhaite accroître sa contribution dans les limites de sa capacité.
53. Dans un deuxième temps, le FIDA doit également obtenir davantage de résultats en matière de développement en répondant aux besoins des pays bénéficiaires, grâce à des solutions spécifiques à chacun d'entre eux tenant compte des conditions locales et des besoins actuels. Un renforcement de la coopération Sud-Sud et triangulaire est indispensable. Il encourage le FIDA à partager et à promouvoir ses expériences en matière de développement agricole et de réduction de la pauvreté afin d'aider les pays en développement à améliorer leur propre capacité de développement.
54. Enfin, le FIDA devra intensifier sa réforme institutionnelle et améliorer son efficacité. Il devra en outre rationaliser ses procédures internes, encourager la décentralisation et poursuivre la délégation de pouvoirs et la création de plateformes régionales. Il devra adopter une structure de gouvernance plus inclusive et plus équitable en renforçant la représentation des pays en développement.
55. M. LOKPOBIRI (Nigéria) félicite le Président sortant pour avoir permis de restructurer et de redynamiser le FIDA. Le Nigéria s'est lancé sur la voie de la libération de son potentiel agricole afin d'assurer la sécurité alimentaire et l'autosuffisance, de créer des emplois, d'améliorer les revenus des agriculteurs, et de développer et transformer les moyens d'existence dans les zones rurales. C'est pourquoi le gouvernement a mis en place un plan limité dans le temps, la Politique de promotion de l'agriculture, ou l'Alternative verte, pour la période 2016-2020. Cette politique a pour objectif de créer un écosystème d'entreprises agroalimentaires résilientes afin de résoudre les problèmes de fond limitant la production alimentaire et l'obtention de normes de qualité; ces mesures permettront de venir à bout des difficultés rencontrées par les paysans pour obtenir des prêts et de réduire le niveau préoccupant des importations alimentaires. Cette politique vise à accroître les possibilités d'investissement du secteur privé, à assurer un flux d'investissements étrangers directs supplémentaires dans le secteur, à créer un marché compétitif sain pour les agroentrepreneurs, à faciliter l'accès à des contacts commerciaux parmi les opérateurs de la filière et à transformer les petites entreprises agroalimentaires en grandes entreprises.
56. Le succès de cette politique, qui repose sur l'engagement de toutes les parties prenantes (paysans, États, investisseurs, institutions financières, communautés et laboratoires de recherche), nécessitera un suivi-évaluation de la performance. L'agriculture doit être considérée comme une entreprise et non comme un programme de développement; pour ce faire, il convient d'adopter une approche axée sur les filières, du producteur au consommateur, et de mettre en œuvre une transformation facilitée par le gouvernement et induite par le secteur privé. M. Lokpobiri invite le FIDA et les autres partenaires de développement à soutenir les efforts du Nigéria pour atteindre les objectifs de sa nouvelle politique agricole.

57. M. SCHNEIDER (Luxembourg), s'exprimant au nom des pays du Benelux, remercie le Président sortant dont l'action a permis de renforcer la solidité et l'efficacité du FIDA. Conformément au thème de la quarantième session du Conseil des gouverneurs, à savoir le rôle de l'investissement inclusif dans le Programme 2030, il encourage vivement le nouveau Président à poursuivre l'alignement de la stratégie opérationnelle du FIDA sur les Objectifs de développement durable (ODD) et espère que le FIDA jouera un rôle majeur dans leur mise en œuvre, en particulier les ODD 1 et 2, en étroite collaboration avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale et la grande famille des Nations Unies, y compris les institutions financières internationales. Ce faisant, le nouveau Président ne devra pas perdre de vue la priorité du mandat du FIDA, à savoir cibler les populations rurales pauvres; il devra également veiller à ce que la majeure partie des fonds du FIDA soit consacrée aux pays les moins développés. La visibilité du FIDA doit être accrue, et ses prêts doivent être accompagnés d'un renforcement de la présence dans les pays partenaires, d'une amélioration de l'assistance technique et d'une place plus grande accordée au partage des savoirs et au renforcement des capacités.
58. Le FIDA a ainsi besoin d'un avenir financier durable. Sa nature multipartite doit être sauvegardée et la plus grande partie des ressources mobilisée, comme par le passé, dans le cadre des reconstitutions. Les pays du Benelux reconnaissent néanmoins la nécessité de procéder à des changements novateurs et accueillent favorablement le principe du flux de trésorerie durable, le Cadre d'emprunt souverain, la collaboration plus étroite avec le secteur privé et les efforts réalisés pour trouver des ressources auprès de fondations. Ces pays considèrent également que la direction devra envisager la possibilité d'emprunter sur les marchés financiers internationaux, après une analyse approfondie des opportunités et des risques y afférents.
59. Les pays du Benelux continuent à soutenir le rôle dominant du FIDA dans l'innovation rurale, la révolution des données et la transformation numérique, qui permettront aux petits exploitants jeunes, aux entrepreneurs et aux petites et moyennes entreprises d'envisager avec sérénité l'avenir dans les zones rurales.
60. M. AUTLWETSE (Botswana) félicite le Président sortant pour son dévouement et la façon dont il a dirigé le FIDA tout au long de son mandat. Pays en développement importateur net de nourriture, le Botswana, pour éradiquer la pauvreté rurale et atteindre l'objectif faim zéro conformément aux ODD 1 et 2, reconnaît la nécessité d'orienter les ressources vers les petits exploitants, qui constituent la majeure partie des producteurs, disposent de moindres ressources et sont considérablement plus exposés aux graves conséquences du changement climatique. Le renforcement de leur résilience permettra d'explorer de nouvelles pistes pour atténuer l'impact du changement climatique et de mettre à profit les petits partenariats intelligents, notamment les partenariats public-privé pour améliorer l'accès aux marchés. Au Botswana, comme dans d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, plus de 50% des ménages ruraux vivent de l'agriculture; l'amélioration de leur situation aura donc des répercussions sur l'ensemble de l'économie.
61. La réussite de la mise en œuvre du Programme 2030 dépendra des petits exploitants agricoles et du renforcement de leur potentiel et de leur productivité. Le Gouvernement du Botswana demeure déterminé à améliorer les moyens de subsistance des populations rurales. Il a pris conscience du potentiel des paysans grâce à son partenariat avec le FIDA dans le cadre du Projet d'appui aux services agricoles, et encouragé la reproduction du projet dans d'autres parties du monde. Il exhorte d'autres pays à élaborer de nouvelles stratégies en matière de changement climatique, qui soient plus axées sur les interventions d'urgence que sur l'adaptation, l'atténuation et la résilience. En conclusion, il réaffirme l'engagement de son pays auprès du FIDA et son soutien aux efforts déployés par le nouveau Président pour atteindre les ODD 1 et 2.

62. Mme FOUNTAIN-SMITH (Canada) remercie le Président sortant d'avoir œuvré sans relâche pour extraire des millions de petits exploitants agricoles de la pauvreté, en particulier les femmes, et déclare que le FIDA, engagé dans la Onzième reconstitution, doit chercher à maximiser sa contribution pour atteindre les ODD sous l'impulsion de sa nouvelle présidence. Un examen complet de l'aide internationale du Canada met en évidence l'importance de l'investissement destiné à aider les plus pauvres et les plus vulnérables à résister et à s'adapter aux effets délétères du changement climatique et à les surmonter. Compte tenu des sévères pénuries d'eau prévues dans de nombreux pays, il est important de mettre en place des systèmes agricoles durables qui augmentent la productivité et la production, renforcent la capacité d'adaptation au changement climatique et aident à la réduction des émissions. Le mandat du FIDA, unique en son genre, et sa solide expérience en font un acteur de poids dans ce domaine.
63. Les femmes doivent être placées au centre du développement durable, pour la prise de décision, l'innovation et la préservation des ressources. Elles doivent encore faire face à de nombreux obstacles qui limitent leur accès à la terre et aux services financiers, de vulgarisation et de commercialisation, ce qui à son tour freine le développement économique de communautés et de pays entiers. Le FIDA, fort de son expérience dans ce domaine, devra reproduire à plus grande échelle des initiatives couronnées de succès et explorer de nouvelles pistes afin de devenir un leader mondial en matière d'égalité entre les sexes.
64. Pour atteindre les ODD, une mobilisation de ressources publiques et privées substantielles est nécessaire; le FIDA est encouragé à étudier des mécanismes de financement innovants et à élaborer de nouveaux outils et instruments pour soutenir une transformation inclusive du monde rural répondant aux besoins des pays.
65. M. ROZENCWAI G (Argentine) rend hommage au Président sortant, qui a œuvré pour renforcer la pertinence et la viabilité du FIDA. Son gouvernement considère le FIDA comme un allié essentiel dans ses initiatives de développement inclusif du monde rural, en particulier dans des régions du pays où les populations rurales sont très pauvres. Le développement inclusif du monde rural étant l'un des moyens les plus fiables et les plus efficaces de réduire la pauvreté et de favoriser le développement économique et social, la présence du FIDA est fondamentale dans les pays à revenu intermédiaire, notamment dans ceux où subsistent de vastes poches de pauvreté. Il convient de noter le rôle tout aussi important des investissements inclusifs et responsables, jetant les bases du développement technologique et de l'utilisation de nouvelles technologies par les petits producteurs agricoles, qui ont besoin d'une éducation et d'une formation appropriées pour sortir de leur situation de vulnérabilité.
66. L'Argentine vise à assurer la sécurité alimentaire en augmentant la valeur ajoutée de chaque filière agro-industrielle, en renforçant la transparence et en encourageant les pratiques agricoles durables et inclusives. La solidité du FIDA, nécessaire à l'obtention de résultats de plus en plus robustes et pertinents, est une priorité de l'Argentine, qui, en dépit de sa situation économique défavorable, a maintenu le niveau de son engagement au cours des reconstitutions successives; elle encourage vivement les autres pays à agir de même. L'Argentine souhaite également envisager d'autres financements et produits. Ces dernières années, le FIDA a réalisé des progrès notables dans deux domaines d'importance primordiale pour le pays: l'autonomisation des femmes et les pays à revenu intermédiaire. Le FIDA a également joué un rôle fondamental de catalyseur dans la coopération Sud-Sud et triangulaire et a participé activement au renforcement de la coopération entre les organismes ayant leur siège à Rome.
67. M. ZAIDAN (Iraq) félicite le Président du FIDA pour le talent et la clairvoyance avec lesquels il a assumé la lourde responsabilité de la direction du FIDA, et ce dans l'intérêt de ses États membres, et espère que son successeur poursuivra les

objectifs de renforcement du financement rural, des capacités de production, de l'égalité entre les sexes, de l'adaptation au changement climatique et de l'atténuation de ses effets pour les communautés rurales. En Iraq, la sécurité et la situation économique ont entraîné une récession et mis à mal l'environnement naturel et social, vidant le pays de ses ressources humaines. La stabilité et la croissance socioéconomique ont également été fragilisées par la chute des cours du pétrole au niveau mondial, et par le terrorisme qui a frappé le pays et que le gouvernement est résolu à surmonter afin de créer les bases d'une coexistence pacifique et du respect de la diversité intellectuelle et religieuse, en réaffirmant les valeurs fondamentales de justice et d'égalité.

68. La place importante du secteur agricole dans le pays et le potentiel productif substantiel ont été également affectés par le terrorisme et la guerre, qui ont en outre empêché l'Iraq de remplir ses obligations financières à l'égard du Fonds et, en conséquence, de devenir membre du Conseil d'administration du FIDA. La récente signature d'un accord de règlement de la dette avec le Fonds a ouvert la voie à une reprise de la coopération avec le FIDA sur des projets de développement prioritaires pour améliorer les conditions de vie des populations pauvres, réduire le chômage et créer des emplois rémunérateurs, conformément au Programme 2030. La relance de petites exploitations agricoles dans les cinq provinces cibles est une perspective prometteuse favorablement accueillie et encouragée par le Gouvernement iraquien.
69. M. FAILER (Allemagne) déclare que la mission essentielle du FIDA (la sécurité alimentaire et le développement rural) est en adéquation avec les priorités de l'Allemagne en matière de coopération au développement, et que l'Allemagne soutient l'approche multisectorielle du FIDA en matière de développement rural. En outre, le FIDA a joué un rôle essentiel dans la lutte contre les causes profondes de la migration, en particulier la pauvreté et l'insécurité alimentaire, qui ne pourront être éliminées sans prise en compte du changement climatique. Les conséquences du changement climatique pourraient en effet annihiler les progrès réalisés pour réduire la pauvreté. L'Allemagne a décidé de contribuer à hauteur de 13 millions d'EUR au Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne du FIDA au cours des prochaines années.
70. Le Gouvernement allemand a récemment annoncé la mise en place d'un plan Marshall avec l'Afrique comprenant un nouveau partenariat pour le développement, la paix et un avenir meilleur, dont les principaux éléments sont l'alimentation et l'agriculture. Le plan prévoit une coopération renforcée avec des organisations internationales comme le FIDA, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le Programme alimentaire mondial et la Banque mondiale. Le Programme 2030 offre aux organismes ayant leur siège à Rome l'occasion de mettre en place une collaboration plus forte, plus stratégique et plus étroite.
71. Au cours de la prochaine série de négociations relatives à la reconstitution, M. Failer encourage le FIDA à continuer à se concentrer sur les pays les plus pauvres et les populations les plus vulnérables et à renforcer son action en particulier dans les États et contextes fragiles et touchés par un conflit. Il insiste sur l'importance de l'emploi des jeunes dans les zones rurales, problème également à l'ordre du jour du G20. L'Allemagne continuera à appuyer les efforts du FIDA en vue de devenir une organisation plus ciblée, transparente, très efficace et à même d'utiliser ses ressources de façon optimale.

NOMINATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour) (GC 40/L.4 et Add.1; GC 40/INF.2 et Add.1)

72. Le PRÉSIDENT attire l'attention sur la procédure de nomination du Président du FIDA, qui figure dans le document GC 40/INF.2, et sur l'article 41.1 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, en vertu desquels la question de la nomination doit être examinée au cours d'une séance privée. Les délégués voteront au cours de la séance privée, qui se poursuivra jusqu'à la comptabilisation des voix

et l'annonce des résultats. Aucun résultat ne sera communiqué à l'extérieur de la séance privée, à l'exception du résultat final de la procédure de nomination.

73. La réunion s'est poursuivie en séance privée à 11 h 25*.
74. La séance privée est levée à 13 h 30.

* Aucun compte rendu analytique n'a été préparé pour la séance privée.

- ii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la quarantième session tenue le mardi 14 février 2017, à 15 h 50

Présidente: Elina Kalkku (Finlande)

puis: Dinesh Sharma (Inde)

Table des matières

	Paragraphes
Dialogue des gouverneurs: Itinéraire du FIDA à l'horizon 2030	77-127
Nomination du Président (point 5 de l'ordre du jour, suite)	131-135

75. La séance est ouverte à 15 h 30.

76. Mme Elina Kalkku (Finlande) (Vice-présidente) prend la présidence

DIALOGUE DES GOUVERNEURS: ITINÉRAIRE DU FIDA À L'HORIZON 2030

77. La PRÉSIDENTE rappelle que la session annuelle du Conseil des gouverneurs est pour ces derniers une occasion privilégiée d'avoir des contacts directs entre eux et avec la direction du FIDA. Ces dernières années, cet échange avait pris la forme d'une Table ronde des gouverneurs. La présente session du Dialogue des gouverneurs est l'occasion d'un échange de perspectives et de points de vue sur les choix et enjeux cruciaux que le Fonds devra affronter pour pouvoir optimiser sa contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030. Ce Dialogue sera animé par Mme Lyse Doucet, Correspondante internationale en chef de la BBC.

78. Mme DOUCET (modératrice) souhaite la bienvenue aux participants et fait observer que le Dialogue des gouverneurs se tient à un moment clé, avec un nouveau Président du FIDA et durant une nouvelle période de reconstitution. En particulier, il convient de noter que le FIDA se concentre désormais sur les ODD 1 et 2, qui visent à faire disparaître la pauvreté et la faim. Dans ce contexte, la principale question qui se pose est de savoir si le FIDA a besoin d'un nouveau but à atteindre et d'un nouveau mandat, en particulier compte tenu des nouveaux défis à relever à l'échelle mondiale.

79. Parmi ces défis, la crise migratoire actuelle, qui touche l'Afrique subsaharienne et le Moyen-Orient, est la pire que le monde ait connue depuis des décennies. Ces migrants fuient bien entendu la guerre et les conflits. Mais ils laissent aussi derrière eux des villages et des zones rurales, où ils ne trouvaient pas d'emplois et où ils ne pouvaient plus vivre de la terre. En outre, ils fuient les conséquences du changement climatique. Comme le Président du FIDA l'a souligné, investir dans le développement rural n'est pas une option: c'est une nécessité. Les raisons sont évidentes. La pauvreté rurale mène à la pauvreté urbaine. La faim en milieu rural engendre la faim en milieu urbain. Le désenchantement en milieu rural se transforme en mécontentement en milieu urbain. Elle suggère donc quatre pistes de discussions. Que doit faire le FIDA dans une situation de demande croissante et urgente d'attention des zones rurales, où vivent les trois quarts des personnes pauvres dans le monde? Comment ces actions doivent-elles être financées? Si les reconstitutions ne fournissent pas suffisamment de ressources, où faut-il chercher des financements supplémentaires? Qui doivent être les partenaires du FIDA? Et enfin, le FIDA doit-il continuer de cibler en priorité les pays à faible revenu, ou faut-il élargir ce ciblage prioritaire aux pays à revenus intermédiaires, comme le Brésil, où persistent des poches de pauvreté?

80. Elle propose, pour répondre à ces questions, de donner la parole tout d'abord à l'intervenante principale et aux autres participants. Intervenante principale: Mme Lindiwe Majele Sibanda, Directrice générale et Chef de mission du Réseau d'analyse des politiques dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles (FANRPAN); intervenants: M. Hans Jacob Frydenlund, Directeur de la Section du Département des politiques des Nations Unies du Ministère norvégien des affaires étrangères; Mme Hadizatou Rosine Coulibaly Sori, Ministre de l'économie, des finances et du développement du Burkina Faso; Mme Stephanie Hochstetter Skinner-Klée, Représentante permanente du Guatemala auprès des institutions des Nations Unies ayant leur siège à Rome; et M. Abul Maal Abdul Muhith, Ministre des finances du Bangladesh.

81. Mme SIBANDA (intervenante principale), après avoir rendu un hommage appuyé à Mme Coulibaly Sori et à M. Nwanze, déclare que sa qualification la plus pertinente pour traiter la question de l'itinéraire du FIDA à l'horizon 2030, plutôt que son expérience de scientifique, d'agricultrice et de dirigeante, est le fait d'être une femme. Le développement rural doit démarrer avec les personnes, et en

particulier les femmes, sans qui il n'y aurait ni sécurité alimentaire, ni sécurité nutritionnelle, ni vie. Originnaire du Zimbabwe, elle a connu personnellement les ravages de la pauvreté et de la malnutrition, ainsi que la dégradation des conditions de vie des petits exploitants, et aussi les avantages induits par les investissements visionnaires du FIDA dans l'irrigation, qui ont renforcé la résilience au changement climatique.

82. Le présent dialogue a lieu à un moment important pour le FIDA et pour la planète. Lorsqu'ils ont adopté, en 2015, le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les dirigeants du monde se sont fixé une feuille de route incarnant les ambitions suprêmes et la vision transformatrice de la création d'un monde libéré de la pauvreté et de la faim, dans lequel personne ne doit être laissé de côté. Le décompte menant à la réalisation des objectifs du Programme 2030 est bien engagé. Et pourtant, le monde est confronté à un niveau record de migrations et d'inégalités, aussi bien dans les pays qu'entre les pays. La sécheresse, les inondations et d'autres effets du changement climatique ajoutent à l'incertitude, de même que les conflits permanents et les courants politiques nationalistes.
83. Malgré le succès reconnu des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) en matière de réduction de la pauvreté et d'amélioration de la compréhension de la répartition et des causes de la pauvreté, des centaines de millions de personnes sont toujours pauvres et vulnérables, et les trois quarts d'entre elles vivent en milieu rural. La question est de savoir si la communauté du développement accélérera le travail qu'elle mène en milieu rural, le monde rural ayant jusqu'à présent été laissé pour compte, et si cette accélération peut se faire sans présenter les ruraux pauvres comme l'origine du problème, mais plutôt en les associant aux actions menées pour qu'ils fassent partie de la solution. Le développement est une affaire de personnes, qui peuvent améliorer leurs moyens d'existence moyennant l'octroi d'un soutien modeste. Les petits exploitants ont des ressources, mais ils ont besoin d'aide pour les gérer. Ils ont le potentiel de réduire la pauvreté tant en milieu rural qu'en milieu urbain, et ils sont les gardiens des ressources naturelles et de la biodiversité. Mais le mode de pensée qui prévaut à l'heure actuelle ne vise pas à rapprocher les peuples et les nations pour résoudre les grands problèmes, mais plutôt à diviser et à mener des actions isolées.
84. La réduction des inégalités et la création d'opportunités permettant aux personnes de rester dans leur communauté est essentielle, et cruciale également pour protéger les ressources naturelles. Les inégalités ne sont pas sources d'opportunités durables. Elles engendrent la faim, les conflits et les migrations. Certains qualifient l'objectif d'éradication de la pauvreté et de la faim de vision utopiste, mais cette vision est la seule réponse rationnelle dans un monde menacé par l'instabilité, la violence et la destruction de l'environnement. C'est maintenant ou jamais. Pour cette raison, le Programme 2030 est encore plus ambitieux que les OMD, et il s'appuie sur la science. L'éradication de la variole, une génération plus tôt, constitue un modèle de réussite fondée sur la science et la coopération. Toutefois, bien que le Programme 2030 apporte une vision de l'avenir, la question reste de savoir si la volonté et les outils existent pour la réaliser. Dans ce contexte, le FIDA peut être un instrument efficace, et son expérience permet de tirer plusieurs enseignements.
85. Le premier de ces enseignements est que la réussite implique un engagement politique continu, au niveau des plus hautes autorités, fondé sur des institutions et des processus pouvant supporter les changements de majorité politique et divers contretemps. Le deuxième enseignement est que la réussite implique un certain degré de mobilisation et d'organisation à tous les niveaux. Pour les producteurs ruraux, l'union peut véritablement faire la force et améliorer l'accès aux ressources et aux marchés. S'ils étaient unis, ils pourraient davantage faire entendre leur voix. Or, une fraction seulement des petits exploitants sont membres de coopératives agricoles. En troisième lieu, la réussite implique des financements adéquats et des ressources ciblées. Il ne fait guère de doute que l'essentiel des financements

nécessaires pour combler l'immense déficit de financement du développement rural devra venir du secteur privé, qui est de plus en plus séduit à l'idée de collaborer avec les petits exploitants. Le FIDA défend déjà certaines approches nouvelles visant à mobiliser des financements et des investissements privés. Toutefois, la finance privée ne peut se substituer à l'aide publique au développement, qui est nécessaire pour garantir un leadership et un engagement continu, notamment à l'égard des paysans qui ne sont pas encore en mesure d'être compétitifs sur les marchés.

86. Le FIDA est bien connu, dans le monde entier, pour être un intermédiaire honnête et de confiance, jouant un rôle moteur dans la transformation du monde rural. L'accent récemment mis par le FIDA sur la science pour améliorer ses interventions et évaluer leur impact a rendu son action plus efficace et plus pertinente. Enfin, on se souviendra du Président sortant du FIDA pour son dévouement en faveur de l'agriculture paysanne et son insistance sur la nécessité de traiter les paysans en tant que partenaires du développement. On se souviendra de lui pour l'accent qu'il a mis sur la bonne gouvernance et l'établissement de mécanismes de financement novateurs. S'appuyant sur cette vision, le FIDA doit désormais prendre des décisions audacieuses qui façonneront l'avenir de l'organisation, dans une période marquée par de grands espoirs et de grandes incertitudes.
87. Mme COULIBALY SORI (intervenante/Burkina Faso) rend hommage à M. Nwanze et fait part de son admiration pour son engagement, qui s'est traduit par huit années extrêmement productives. Concernant les dix prochaines années, il existe quatre questions sur lesquelles il convient de se pencher, tout en gardant à l'esprit l'évolution du contexte mondial.
88. La première chose à faire est de renforcer la résilience des populations aux chocs climatiques. Par exemple, au Burkina Faso, son pays, où l'accès à l'eau est difficile en raison de la courte durée de la saison des pluies, un soutien est nécessaire pour accroître la résilience et la prise de conscience de la nécessité de préserver les ressources en eau. Le FIDA peut contribuer à la création de partenariats pour traiter les questions climatiques et environnementales, par exemple avec des organisations telles que le Fonds vert pour le climat et le Fonds pour l'environnement mondial. Le deuxième défi à relever est d'accroître la résilience face à d'autres types de chocs, notamment les événements politiques, les migrations et l'insécurité. L'une des principales causes de la crise des réfugiés est l'absence, pour les jeunes, d'espoir ou de possibilités d'emploi dans les zones où ils vivaient. Il est donc important de cibler les jeunes, comme cela a été fait par exemple lors du Forum régional sur l'exécution organisé par le FIDA et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria à Abuja en mars 2016. Les jeunes doivent être perçus comme une opportunité, et non comme un problème. Ils peuvent favoriser le changement et l'innovation, et créer des filières. Le FIDA doit continuer à offrir des possibilités économiques aux jeunes réceptifs à de telles initiatives.
89. Troisièmement, il convient de déterminer si le FIDA doit continuer à mobiliser les ressources de la même façon que par le passé. Outre les contributions versées par les pays, le FIDA pourrait peut-être agir comme catalyseur pour mobiliser d'autres sources de financement. Il est nécessaire de disposer de toute une gamme d'options innovantes pour lever le volume conséquent de ressources nécessaires pour financer le développement. Par exemple, les institutions de microfinance travaillent en étroite collaboration avec les personnes les plus pauvres à l'échelle d'un pays. Parmi les options faisant intervenir un financement privé, les partenariats public-privé constituent une autre possibilité qu'il convient d'examiner attentivement.
90. Enfin, elle pense que le FIDA ne devrait pas restreindre ses activités à l'élaboration et à la supervision des projets. Il existe désormais quelque 40 bureaux de pays décentralisés, qui pourraient servir à développer davantage le rôle de conseil du

FIDA. Cela permettrait au FIDA d'aider les pouvoirs publics à mobiliser des ressources, en plus de celles mises à disposition par le biais du Fonds. Dans les pays où les infrastructures et les institutions sont défaillantes, il peut aussi apporter un soutien à la gestion des projets et tirer parti de son rôle de chef de file pour renforcer la coopération entre partenaires.

91. Mme HOCHSTETTER SKINNER-KLÉE (intervenante/Guatemala) se joint aux intervenantes précédentes pour remercier M. Nwanze, et elle dit partager les points de vue exprimés. Le problème de pays comme le sien, le Guatemala, qui dépendent principalement de l'agriculture, est le manque d'attention portée à la terre par le passé. Une décennie plus tôt, pour des raisons historiques, le secteur agricole au Guatemala était en bas de l'échelle des priorités, mais depuis la fin du conflit armé en 1986 et la conclusion des accords de paix, des avancées ont été réalisées, avec l'aide des outils mis à disposition par le FIDA, sur la voie d'une plus grande prise de conscience de l'importance du développement rural. L'adoption du Programme 2030 s'est accompagnée d'un diagnostic approfondi des actions à mener pour sortir les personnes de la pauvreté et des défis à relever pour atteindre un niveau de développement acceptable, en plaçant les personnes au centre du développement et en leur garantissant un niveau de vie adéquat.
92. S'agissant du rôle à jouer par le FIDA, il existe deux aspects distincts à prendre en compte à l'avenir. Le premier est le travail qu'il réalise en tant qu'institution financière. Il serait nécessaire d'évaluer soigneusement les risques et les opportunités de chaque pays, notamment les pays en développement et les pays à revenu intermédiaire, qui nécessitent encore un appui. Il serait très intéressant d'entendre des propositions visant à diversifier les possibilités de financement et à attirer davantage de ressources destinées au FIDA d'une manière fiable sans prendre trop de risques, ce qui sera l'un des principaux défis à relever pour le nouveau Président.
93. Une question importante au niveau national est la coordination de la coopération. Dans ce contexte, le FIDA joue un rôle extrêmement important au Guatemala, qui a réalisé des investissements majeurs. Il existe également un problème de capacités institutionnelles et de mise en œuvre dans différents contextes, ce qui veut dire que, malgré le caractère adéquat des programmes, certains pays peuvent ne pas avoir la capacité de les réaliser. Il importe également de veiller à ce que le FIDA, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et d'autres organismes et donateurs renforcent leur communication au niveau national de sorte que les ressources investies soient axées sur les projets qui font une réelle différence dans la vie des gens. Les discussions sur la coopération et la coordination des organisations ayant leur siège à Rome sont appréciables, mais il est toujours nécessaire d'établir de nouveaux dialogues lorsque les projets sont réalisés par d'autres partenaires, en adoptant une approche ne se limitant pas nécessairement aux ODD 1 et 2. Par exemple, il existe des pays où le FIDA n'est pas présent, mais où la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM) sont implantés. Une approche réaliste est nécessaire, et elle repose sur la volonté de collaborer avec tous les organismes et partenaires potentiels, notamment dans les zones les plus touchées. Par exemple, des efforts sont actuellement déployés au Guatemala pour faire baisser le très haut niveau de malnutrition, en particulier dans les zones arides du nord du pays. Les institutions coopérantes ne doivent pas toutes concentrer leur action sur la même zone, elles doivent au contraire collaborer ensemble, ainsi qu'avec le gouvernement, dans la perspective de l'élargissement du développement à une zone bien plus vaste, afin d'atteindre l'ensemble de la population touchée par la pauvreté.
94. M. FRYDENLUND (intervenant/Norvège), qui s'exprime au nom d'un pays contributeur, affirme que le FIDA doit être ambitieux. S'il relâche ses efforts, il sera moins performant. Il est donc important pour le FIDA de maintenir son niveau d'ambition et de concentrer ses efforts sur les mesures qui lui permettent d'apporter la plus grande valeur ajoutée possible. Pour être en mesure de répondre

aux besoins, le FIDA devra se développer financièrement et trouver des moyens de coopérer avec de nouveaux partenaires. Parmi les solutions possibles figurent les coopératives agricoles, qui ont joué, autrefois, un rôle important en Norvège pour sortir les paysans de la pauvreté. Toutefois, la recherche de nouveaux partenaires financiers pourrait aussi poser des problèmes et engendrer des risques. Le FIDA doit notamment être conscient des risques qu'implique l'utilisation d'un plus grand nombre de sources de financement privées, ce qui suppose le respect d'un autre ensemble de conditions. Les contributions versées au FIDA l'ont été à des fins d'aide au développement dans le but de lutter contre la pauvreté, et non de verser des intérêts à des banques commerciales. Pour conserver un appui politique, il est important que les financements versés soient effectivement utilisés pour lutter contre la pauvreté. Bien qu'il existe une volonté de prendre des risques aux fins du développement, la volonté d'accepter les risques ne s'étend pas aux modalités financières.

95. Il ajoute que l'utilisation des financements du FIDA pour mobiliser des financements du secteur privé pourrait détourner certains financements publics de leur but actuel. Le FIDA pourrait y gagner un partenaire extérieur, mais cela pourrait aussi impliquer le blocage d'une partie de l'aide déjà accordée, sans grands bénéficiaires. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas établir de nouveaux partenariats, mais que ces derniers doivent être constitués d'une manière qui conduise à un accroissement des financements, et non au seul maintien des niveaux actuels de financements provenant de différentes sources.
96. M. ABDUL MUHITH (intervenant/Bangladesh) affirme que le FIDA est un très bon partenaire pour le Bangladesh, notamment du fait des méthodes novatrices grâce auxquelles il soutient l'agriculture. Il y a 45 ans seulement, le Bangladesh était presque exclusivement un pays agricole. Aujourd'hui, l'agriculture ne représente plus que 15% du produit intérieur brut (PIB). Néanmoins, le secteur s'est très bien développé, la production agricole ayant plus que triplé au cours des 45 dernières années, malgré la perte de terres agricoles.
97. Sur la question de savoir si le FIDA doit changer, il pense que le FIDA devra inévitablement changer, mais cela ne signifie pas qu'il devra renoncer à ce qu'il fait actuellement. Les reconstitutions doivent continuer, même s'il regrette la baisse de l'intérêt des donateurs traditionnels. D'autres sources de financement, plus innovantes, sont disponibles, comme l'a montré l'exemple de la lutte contre la tuberculose. Parmi les types de financement possibles figurent le financement traditionnel par des donateurs, les types de financements novateurs mobilisés par les programmes des Nations Unies, les financements privés et un accroissement des financements caritatifs ou philanthropiques.
98. La MODÉRATRICE invite les autres participants à formuler des observations.
99. Mme DOS SANTOS LUCAS (Mozambique) explique que la situation dans son pays est semblable à celle du Burkina Faso, où le FIDA joue un rôle important. Il existe de nombreux projets dans ce pays qui nécessitent de nouveaux financements et qui dépendent des donateurs. Il ne sera pas possible dans l'immédiat d'obtenir des financements sur le marché privé.
100. M. KASOLO (Ouganda) propose que le FIDA réserve des fonds pour aider les paysans à former des syndicats agricoles. Il serait possible de lutter plus efficacement contre la pauvreté en octroyant un soutien visant à faciliter l'accès à des crédits à faible coût, par exemple par le biais de la microfinance ou de caisses d'épargne et de crédit, comme les coopératives d'épargne et de crédit qui existent en Ouganda. Actuellement, les pauvres doivent s'adresser à des banques commerciales, dont les prêts sont extrêmement coûteux. Bien que des financements de donateurs, y compris du FIDA, soient disponibles pour le renforcement des capacités, l'accent est souvent mis sur les actions de sensibilisation, or il ne sera possible de réaliser des avancées qu'en mettant l'argent directement à la disposition des agriculteurs et de leurs organisations.

101. M. BETT (Kenya) déclare que, étant donné que les ressources du FIDA sont limitées et qu'elles ne suffiront pas à mener à bien la transformation du monde rural, le Fonds doit être encouragé à s'assurer que ses actions sont viables à long terme. Par exemple, un capital de départ pourrait être injecté pour permettre aux habitants des zones rurales d'obtenir davantage de revenus, afin de devenir autosuffisants. La priorité doit être donnée aux jeunes, car ce sont eux qui feront progresser l'agriculture. La question est donc de savoir comment rendre l'agriculture attractive de telle sorte que les jeunes aient envie d'en faire leur activité professionnelle, grâce à laquelle ils pourront gagner de l'argent. Cela nécessiterait l'injection de moyens technologiques, avec l'introduction d'un niveau de mécanisation adapté aux petites exploitations, qui représentent 80% des exploitations agricoles au Kenya. Cette mécanisation adaptée recouvre l'utilisation d'outils à main motorisés et de machines utilisables dans de petits espaces. L'agriculture doit donc s'organiser autour de coopératives, lesquelles pourraient améliorer l'accès aux marchés, sans quoi il ne sera pas possible de créer des revenus.
102. M. ABDUL MUHITH (intervenant/Bangladesh) convient que le FIDA pourrait contribuer à améliorer l'accès au crédit. Des objectifs pourraient être fixés et des financements destinés à la croissance agricole pourraient être utilisés pour faciliter l'accès des agriculteurs au crédit afin d'atteindre ces objectifs, par exemple grâce à des subventions visant à réduire les taux d'intérêt.
103. M. FRYDENLUND (intervenant/Norvège) convient que l'agriculture, y compris l'agriculture paysanne, est une activité économique et qu'elle doit être rentable. Une activité non rentable est amenée à disparaître. C'est pourquoi l'accent est mis sur les coopératives, pour aider les agriculteurs à surmonter des difficultés telles que l'accès au crédit. Divers dispositifs et mécanismes pourraient être étudiés dans ce but. Toutefois, il prévient que, selon le contexte, la bonification des taux d'intérêt pourrait soit produire les effets escomptés, soit engendrer des problèmes.
104. La MODÉRATRICE, après avoir demandé aux participants de voter à main levée, remarque que peu d'entre eux estiment que les reconstitutions pourraient à elles seules apporter des financements suffisants au FIDA, mais que très peu d'entre eux seraient prêts à prendre le risque de rechercher des financements auprès du secteur privé.
105. M. HOOGEVEEN (Pays-Bas), déclare qu'un changement de vision est nécessaire. Plutôt que d'adopter une vision romantique de la notion de "petit producteur", il faudrait considérer les paysans comme des entrepreneurs. On peut tirer des enseignements des mesures prises aux Pays-Bas pour surmonter les ravages causés par la Seconde guerre mondiale. Pour aider les petits exploitants, des coopératives ont été créées, le secteur privé a été organisé pour fournir des prêts, sur la base de plans d'activité viables, et des investissements ont été réalisés dans le renforcement des capacités. Actuellement, les besoins dans les pays en développement sont tels qu'il est nécessaire d'impliquer le secteur privé. Il existe des exemples de telles interventions, notamment celui de l'usine qui a été construite par le PAM au Rwanda en partenariat avec une grande entreprise néerlandaise. Cette intervention n'a pas entraîné de conflit entre priorités, parce que l'entreprise a investi dans ses intérêts commerciaux à long terme, qui supposent non seulement l'octroi d'une aide alimentaire au Rwanda, mais aussi le développement, de sorte que les aliments soient fournis par la région, plutôt que par l'Europe. Un nombre croissant d'entreprises affichent la volonté de participer à de telles opérations. Les fondations privées représentent aussi une formidable opportunité, étant donné qu'elles cherchent des occasions d'investir dans des programmes et projets de qualité. Enfin, il est important d'oser prendre des risques en empruntant sur les marchés, bien qu'il soit nécessaire de gérer avec prudence les risques encourus. Il convient d'étudier les possibilités qu'offrent les financements privés, non seulement pour le FIDA lui-même, mais surtout pour les petits entrepreneurs.

106. M. ŠANK (Estonie), notant qu'il est fait référence aux financements du secteur privé, déclare qu'une autre possibilité pourrait être de rechercher des financements auprès des simples citoyens qui, pour ce qui est de l'aide alimentaire et en cas de catastrophe, sont prêts à faire des dons, à hauteur de sommes très importantes. Par exemple, après le séisme qui a frappé Haïti, les citoyens estoniens ont apporté une contribution équivalente au montant accordé par leur gouvernement. Le FIDA pourrait donc contribuer à rendre l'aide au développement attractive pour les particuliers, et il reviendrait aux pouvoirs publics de contrôler l'usage qui est fait des dons collectés.
107. Mme COULI BALY SORI (intervenante/Burkina Faso) explique que la raison pour laquelle l'agriculture n'est pas plus développée dans bon nombre de pays en développement est l'absence d'incitations en faveur du développement de ce secteur. Les banques commerciales ont l'habitude de prêter à des entreprises qui achètent pour revendre, mais pas à celles qui produisent, surtout dans des pays où le climat est imprévisible. Les mécanismes de financement doivent donc être adaptés, avec la création par les gouvernements de systèmes de financement de l'agriculture assortis de taux d'intérêt pouvant inciter les jeunes à investir dans le secteur. Elle mentionne le Plan national de développement économique et social 2016-2020 du Burkina Faso, qui est axé, notamment, sur des approches financières et stratégiques pour la transformation du secteur agricole, notamment des mesures liées aux taux d'intérêt. Bien qu'il ne soit pas possible d'utiliser des instruments commerciaux à court terme dans le secteur du développement, il est nécessaire d'être réellement ambitieux et de prendre des risques pour garantir la disponibilité de ressources pour les acteurs souhaitant investir dans le secteur rural.
108. M. ZAHRA (Malte) déclare que même dans son pays, où la part de l'agriculture dans l'économie nationale est très faible, l'expérience du renforcement des capacités dans la perspective de l'adhésion à l'Union européenne a montré que, malgré les investissements et les changements de structure dans l'acheminement des fonds, l'intérêt montré par les agriculteurs n'a peut-être pas été à la hauteur des efforts réalisés en matière de renforcement des capacités. Même si les institutions sont en place, les agriculteurs peuvent avoir de nombreuses raisons, politiques, culturelles ou autres de choisir de ne pas s'organiser en coopératives. L'accès à la terre peut être difficile, en raison des lois sur les successions ou du prix des terrains. À moins que les jeunes agri-entrepreneurs ne disposent d'un accès à des services de conseil en agriculture réguliers, fiables et bon marché, malgré toutes leurs bonnes intentions et leurs bonnes idées, ils peuvent finir par prendre de mauvaises décisions, par exemple en investissant dans des équipements coûteux qui ne leur serviraient à rien. Il faudrait donc mettre l'accent sur le développement des institutions et le soutien nécessaire aux agriculteurs, et utiliser de bons indicateurs de performance relatifs aux financements accordés, dans le but de lancer et de soutenir avec succès des projets.
109. M. FORD (Guyana), qui fonde ses remarques sur un projet réalisé par le FIDA, intitulé Projet à l'appui de l'entreprise rurale et du développement agricole (READ), déclare que l'accent doit être mis sur la façon dont les financements disponibles peuvent être mieux utilisés aux fins d'un développement pérenne et durable. L'approche du FIDA, qui est utile, consiste à cibler les systèmes de subsistance rurale, mais cela tend à isoler les projets situés en milieu urbain. Il est donc nécessaire de réfléchir davantage aux mécanismes qui permettraient de renforcer les liens entre milieu urbain et milieu rural. Pour le FIDA, la difficulté à cet égard est de s'impliquer davantage dans l'élaboration des politiques et l'évolution du contexte de ces politiques. L'accent pourrait être davantage mis sur les liens et le développement des marchés en réunissant les programmes d'achats publics et les technologies et capacités apportées par le FIDA. Par exemple, les petits exploitants devraient pouvoir accéder aux services gouvernementaux tels que les programmes relatifs aux hôpitaux et aux cantines scolaires financés par chaque gouvernement.

La transformation opérée par le Brésil dans ce contexte permet aux autres pays de tirer de nombreux enseignements.

110. Au sujet de la vision romantique, évoquée précédemment, que l'on peut avoir des ruraux et des entrepreneurs, il fait observer qu'une telle vision peut parfois renforcer leur isolement. Pour y remédier, le FIDA pourrait se concentrer davantage sur le contexte des engagements, c'est-à-dire les liens établis entre les producteurs ruraux et, par exemple, les supermarchés. Actuellement, le FIDA a tendance à garder ses distances avec les liens commerciaux qui sont essentiels pour la transformation durable des systèmes de subsistance rurale. Les risques liés à une participation des pouvoirs publics et du secteur privé ne peuvent être évités. Des ressources publiques sont nécessaires pour compléter les financements du FIDA, et le FIDA doit s'impliquer davantage à l'égard du secteur privé pour le persuader de s'engager et d'investir davantage en faveur de la viabilité des zones rurales.
111. Enfin, concernant les jeunes, des changements sont également nécessaires sur le plan culturel, afin que les jeunes ne cherchent plus à reproduire le modèle de développement qui a mené aux problèmes actuels liés au changement climatique. Cela implique également de mettre l'accent sur l'évolution des habitudes de consommation, car la production des petits exploitants ne peut être dissociée des habitudes de consommation des ménages.
112. La MODÉRATRICE invite les gouverneurs à répondre à la question de savoir si le FIDA devrait aussi consacrer une plus grande partie de ses ressources, précieuses et limitées, au soutien des pays à revenu intermédiaire. Il a déjà été fait référence au Bangladesh, qui est devenu un pays à revenu intermédiaire, mais qui souhaite conserver ses liens avec le FIDA. Un autre exemple est celui du Brésil, où il existe des zones rurales pauvres au sein d'un pays plus riche. Elle fait observer qu'un vote à main levée n'a pas permis de mettre en évidence un fort soutien en faveur des interventions du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire.
113. Mme HOCHSTETTER SKINNER-KLÉE (intervenante/Guatemala) déclare que ce débat sur les pays à revenu intermédiaire se déroule au niveau international, mais il soulève également des questions importantes au niveau national. Prenant l'exemple de la zone aride du nord du Guatemala, elle explique que, malgré les chiffres macroéconomiques, une grande partie du pays souffre d'extrême pauvreté, de nombreuses personnes étant en situation de famine. Une étude internationale préliminaire a été menée au Guatemala, à El Salvador et au Honduras, concernant les zones communes où les populations souffrent tellement de la faim, de la violence et de la situation économique qu'elles choisissent d'émigrer. Bien que le Guatemala soit un pays à revenu intermédiaire étant en mesure, globalement, de prendre en charge lui-même ses questions de développement, la situation de ses zones les plus pauvres ne pourra être complètement résolue sans aide extérieure, et la persistance de l'extrême pauvreté dans ce pays est susceptible de causer des problèmes dans les pays voisins.
114. M. ABDUL MUHITH (intervenant/Bangladesh) estime que les pays à revenu intermédiaire devraient obtenir les conseils nécessaires du FIDA en contrepartie d'un paiement, comme c'est le cas avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).
115. M. FRYDENLUND (intervenant/Norvège) estime que la fourniture de conseils et d'un renforcement des capacités en l'échange d'un paiement est une question différente, mais que la priorité financière du FIDA doit être donnée aux pays les plus pauvres. Il fait observer qu'il existe un paradoxe puisque, avec le système d'allocation fondé sur la performance, les pays à revenu intermédiaire sont souvent plus performants sur le plan de l'utilisation et de l'affectation de l'argent investi, ce qui les rend théoriquement plus admissibles. Il serait donc nécessaire d'examiner non seulement les résultats atteints, mais aussi les types d'activités ayant produit ces résultats et la situation des pays concernés. La présomption est que le FIDA n'apportera plus son soutien dès qu'un pays sera entré dans la catégorie des pays

à revenu intermédiaire de la tranche moyenne ou supérieure, même si les pays qui ont été habitués à recevoir un soutien veulent souvent continuer à le recevoir.

116. M. SIKDER (Bangladesh) déclare que bien que la disponibilité des financements semble être le seul aspect à poser problème, ce n'est pas le cas en pratique. Sans la volonté politique et sans la volonté des populations elles-mêmes de vaincre la pauvreté, les avancées seront faibles, quel que soit le niveau de soutien apporté. Le cas du Bangladesh, qui est en transition vers la catégorie des pays à revenu intermédiaire et qui devrait devenir un pays développé d'ici à 2041, montre l'importance de la volonté politique, associée à l'appui du FIDA et d'autres donateurs.
117. M. IDDRISU (Ghana) demande que l'on poursuive la réflexion sur la question des investissements du FIDA dans les pays à revenu intermédiaire. L'une des questions qu'il souhaiterait aborder est la méthode de classification des pays, qui repose sur des indices économiques. Si certains pays sont capables d'avancer grâce à leurs propres efforts, doivent-ils être punis par le retrait du soutien du FIDA? Dans la pratique, si la pauvreté persiste en partie dans un pays, le FIDA doit intervenir partout où la pauvreté est présente. Les pays qui ont accédé au statut de pays à revenu intermédiaire sont toujours en situation de transition et n'ont pas encore atteint leur destination finale. Il fait observer que malgré sa puissance économique, le Brésil reconnaît qu'il est toujours confronté à certaines difficultés. Les pays à revenu intermédiaire ont encore besoin du FIDA, et celui-ci a un rôle à jouer dans ces pays.
118. La MODÉRATRICE invite les gouverneurs à formuler des observations sur tout autre sujet qu'ils souhaiteraient aborder dans le court intervalle restant.
119. M. TAMBO (Afrique du Sud) rappelle que l'un des problèmes du développement agricole est le manque de participation des agriculteurs aux processus et aux décisions qui les concernent, y compris dans le cadre de la présente réunion. Il est donc important d'avoir recours à leurs organes représentatifs, à qui il faudrait expliquer les avantages et les limites des solutions proposées, pour qu'ils puissent ensuite prendre les décisions eux-mêmes. Ce qui est important dans le cadre de ce type d'interventions, c'est l'obligation de rendre compte et la responsabilité. Le FIDA doit être un facilitateur, plutôt qu'un décideur principal. Par exemple, dans le cas de l'agriculture primaire, l'investissement le plus attractif pourrait sembler être un prêt pour la transformation agroalimentaire. Or il n'est pas possible de se lancer dans l'agroalimentaire sans faire auparavant des analyses de sol et s'assurer que les marchandises produites trouveront un marché. Les agriculteurs concernés en Afrique pratiquent essentiellement une production de subsistance. Il est donc nécessaire de bien comprendre que l'agriculture est une activité économique comme une autre, avec des risques et des rendements. La notion de ratio coût-revenus doit être bien comprise des agriculteurs eux-mêmes. Un autre problème est lié à la durabilité de l'offre et à la constance de la qualité, que les petits exploitants ont du mal à garantir.
120. M. FEI ZOURE (République centrafricaine) insiste sur la nécessité de faire en sorte que l'approche du FIDA s'accompagne d'interventions visant à changer les mentalités des petites unités familiales tout en garantissant la stabilité et la sécurité. Compte tenu de l'importance de garantir une approche commune, il invite le FIDA à partager son approche avec la FAO et le PAM.
121. La MODÉRATRICE convient que l'un des avantages comparatifs du FIDA est qu'il intervient dans des zones isolées, qui sont souvent à risque, comme il en existe en République centrafricaine. Aucune entreprise du secteur privé n'accepterait de prendre de tels risques.
122. Pour clore le débat, elle souhaite faire écho aux paroles de Mme Sibanda en insistant sur la nécessité d'apporter un soutien aux femmes. Dans ce contexte, elle lit la dédicace du nouveau livre de M. Nwanze, *A bucket of water: Reflections on*

sustainable rural development (“Un seau d’eau: Réflexions sur le développement durable en milieu rural”, non traduit en français): “Tout au long de mon engagement au service du développement agricole, j’ai été impressionné, à de nombreuses reprises, par les femmes du monde rural, qui travaillent sans relâche pour soutenir leur famille, leur communauté et leur pays. Souvent non reconnues, désavantagées et discriminées de nombreuses façons, ces femmes sont le cœur et l’âme de leur communauté. Sans elles, il n’y aurait ni sécurité alimentaire, ni avenir. Ce livre leur est dédié.” Enfin, elle invite le Président du FIDA à faire part de ses observations finales.

123. M. NWANZE (Président du FIDA) remercie les gouverneurs d’avoir exprimé avec franchise leurs idées et leurs points de vue sur le travail du FIDA. Il remercie également Mme Sibanda pour sa déclaration éloquente et émouvante. Il rappelle que le présent événement a été mis en place cinq ans plus tôt à la demande des États membres pour donner aux gouverneurs la possibilité d’échanger leurs points de vue sur des questions importantes dans une atmosphère de collégialité et de confiance. Au fil des ans, les gouverneurs ont débattu de tout un ensemble de questions essentielles pour les opérations et les investissements du FIDA. Leurs discussions sont une contribution précieuse pour la direction et le personnel du FIDA.
124. Le Programme 2030 a instauré l’objectif ambitieux de faire disparaître la faim et la pauvreté partout, dans un monde en proie aux conflits, aux migrations, au changement climatique et à l’incertitude politique. Ce paradoxe ne remet pas en question ce programme ambitieux, il confirme plutôt la nécessité d’agir avec détermination et collectivement pour s’attaquer aux causes profondes des problèmes et orienter davantage de ressources vers le développement de ceux qui ont la plus faible part de responsabilité dans ces problèmes mais qui en payent le plus les conséquences, à savoir les habitants des zones rurales et les personnes qui souffrent de la faim et de la pauvreté, qui n’ont pas les ressources et la résilience nécessaires pour faire face aux chocs et aux bouleversements, et plus particulièrement les femmes qui vivent en milieu rural. Il ne sera pas possible d’éliminer la pauvreté ou d’atteindre la sécurité alimentaire sans réaliser davantage d’investissements pour faire profiter les zones rurales des avantages du développement, quel que soit leur degré d’isolement. Il s’agit de la mission du FIDA, de sa valeur ajoutée et de son avantage comparatif. C’est une organisation unique en son genre, qui réalise des interventions dans des conditions difficiles, là où peu d’autres institutions s’aventureraient, et elle obtient des résultats grâce à ses investissements axés sur les personnes visant à promouvoir la transformation du monde rural.
125. Le FIDA est bien placé pour contribuer de manière importante à la réalisation des ODD 1 et 2, ce qui confirme la nécessité d’un appui solide en faveur de ses ressources de base. Toutefois, la prise de conscience de l’insuffisance des reconstitutions soulève la question de savoir à quelles autres ressources le FIDA pourrait ou devrait accéder. Il a été fait référence à l’emprunt sur les marchés, aux fondations privées et même aux sources privées de financement philanthropique. La question de la gestion des risques lors de l’adoption de nouvelles approches a été soulevée, et un accord devra être trouvé à ce sujet pour que le Fonds puisse évoluer. Il s’agit d’une question pressante, étant donné que nous sommes déjà entrés dans la deuxième année du Programme 2030, et qu’il s’achèvera dans 13 ans.
126. Les gouverneurs ont mis en avant la nécessité de soutenir les jeunes et de faire de l’agriculture une activité attractive, rentable et respectable, ce qui nécessitera tout un ensemble d’initiatives, y compris l’accès à des financements, des technologies, et l’octroi d’un soutien aux organisations paysannes. Il sera également nécessaire que les pouvoirs publics investissent dans les infrastructures. M. Nwanze se félicite du consensus atteint sur le fait qu’une exploitation agricole est une entreprise, et qu’elle répond aux mêmes exigences que les autres petites entreprises en termes

d'intrants, de financements, de marchés, de soutien, de cohésion des politiques, d'infrastructures et de services sociaux. Un tel engagement nécessite des partenariats entre les différents acteurs, et notamment avec les populations rurales elles-mêmes, par le biais de partenariats public-privé-producteurs, désignés au FIDA sous l'appellation "4P". Les pouvoirs publics doivent garantir la cohérence des politiques en lien avec le cadre juridique et réglementaire, l'état de droit, la transparence et la bonne gouvernance. Le secteur privé, en complément de l'action du FIDA, devra investir dans le renforcement des capacités des agriculteurs et de leurs communautés, et aussi dans le renforcement des institutions des agriculteurs et de leur capacité à élaborer des plans d'activité de qualité. Il ajoute que le FIDA est de plus en plus largement reconnu pour sa connaissance sans égale des méthodes qui permettent de réaliser des interventions fructueuses en milieu rural, mais il a besoin de l'appui des États membres pour continuer à le faire.

127. Enfin, en cette dernière occasion qui lui est donnée de s'adresser aux gouverneurs, il tient à les remercier pour le soutien qu'ils ont apporté au FIDA au fil des ans, y compris lors de la Consultation sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA. Il remercie également les intervenants et la Modératrice.

128. La réunion se poursuit à huis clos à 18 heures¹.

129. La réunion publique reprend à 22 heures.

130. M. Dinesh Sharma (Inde) reprend la présidence.

NOMINATION DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 5 de l'ordre du jour, suite)
(GC 40/L.4 et Add.1; GC 40/INF.2 et Add.1)

131. Le PRÉSIDENT déclare que M. Gilbert Fossoun Hounbo, du Togo, a été nommé par le Conseil des gouverneurs Président du FIDA pour un mandat de quatre ans, à compter du 1^{er} avril 2017.

132. Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 193/XL sur la nomination du Président du FIDA.

133. Le PRÉSIDENT félicite chaleureusement, en son nom et celui des Membres, M. Hounbo pour sa nomination à la présidence du FIDA. L'intégrité, les valeurs et la compétence de M. Hounbo donnent aux Membres du FIDA l'assurance que, sous sa direction, le FIDA continuera d'être un lieu de travail tolérant et juste, propice au partage d'idées novatrices et à des échanges en toute liberté. Les Membres s'emploieront avec le Président élu à renforcer la coopération stratégique avec les deux autres organisations ayant leur siège à Rome et d'autres partenaires clés, y compris des organisations régionales, des institutions financières internationales, le secteur privé et la société civile. Ils collaboreront également avec lui pour promouvoir des réformes, l'innovation et l'objectif général du FIDA en matière de développement, qui est d'investir dans les populations rurales afin que celles-ci parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire grâce à des moyens d'existence rémunérateurs, durables et résilients.

134. M. HOUNGBO (Président élu du FIDA) fait une déclaration dont le texte est intégralement reproduit au chapitre 4.

135. M. NWANZE (Président du FIDA) félicite le Président élu et l'assure du soutien sans réserve du Conseil des gouverneurs du FIDA, qui représente les Membres du FIDA, ainsi que du Conseil d'administration et du personnel du FIDA.

136. La séance est levée à 22 h 30.

¹ Aucun compte rendu analytique n'a été préparé durant la séance privée.

- iii) Compte rendu analytique de la deuxième séance de la quarantième session tenue le mercredi 15 février 2017, à 9 h 55

Président: Elina Kalkku (Finlande)
 puis: Rionald Silaban (Indonésie)
 Dinesh Sharma (Inde)

Table des matières

	Paragrapes
Déclarations générales (point 6 de l'ordre du jour) (suite)	139-174
– Venezuela (République bolivarienne du)	139-140
– Royaume-Uni	141-142
– République-Unie de Tanzanie	143-144
– Iran (République islamique d')	145-146
– Togo	147
– Norvège (au nom des pays nordiques)	148-151
– Mexique	152-154
– Angola	155-157
– Gabon	158-160
– Inde	161-162
– Pakistan	163-164
– Kenya	165-167
– République de Corée	168-170
– Algérie	171-172
– Soudan	173-174
Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance (point 11 de l'ordre du jour)	176-180
Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (point 8 de l'ordre du jour)	181-183
États financiers consolidés du FIDA pour 2015 (point 9 de l'ordre du jour)	184-186
Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2017; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2017 et plan indicatif pour 2018-2019 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF (point 10 de l'ordre du jour)	187-196
Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA (point 12 de l'ordre du jour)	197-198
Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA (point 13 de l'ordre du jour)	199-200

Débat interactif des peuples autochtones: Dix ans de partenariat du FIDA avec les peuples autochtones – à l’approche du dixième anniversaire de l’approbation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007-2017)	201
Déclarations générales (point 6 de l’ordre du jour) (suite)	203-222
– Tunisie	203-204
– Yémen	205-207
– Égypte	208-210
– Bangladesh	211-212
– Somalie	213-214
– Swaziland	215-216
– Pérou	217-219
– République dominicaine	220-222
Questions diverses (point 14 de l’ordre du jour)	223
Discours de clôture du Président du FIDA	224
Hommage au Président sortant	225
Clôture de la session	226-227

137. La séance est ouverte à 9 h 55.

138. Mme Elina Kalkku (Finlande) (Vice-Présidente) prend la présidence.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 6 de l'ordre du jour, suite)

139. M. ELJURI ABRAHAM (République bolivarienne du Venezuela) félicite le Président sortant pour ses efforts au nom des communautés rurales les plus défavorisées. Son gouvernement continue d'adhérer à l'action du FIDA, et il apprécie le travail effectué par le Fonds pour mobiliser des ressources et chercher de nouveaux financements et dispositifs de cofinancement. Il a l'intention de continuer à verser des contributions au FIDA, mais la récente chute des cours du pétrole et la situation économique du pays ne lui permettent pas de contribuer autant qu'il le souhaiterait.

140. Son pays espère que les délibérations du Dialogue des Gouverneurs déboucheront sur des solutions innovantes permettant d'accroître l'impact du travail du FIDA et d'aider les pays à atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), conformément au Plan à moyen terme 2016-2018 du FIDA. Il se félicite de la participation du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA à une conférence importante organisée par ONU-Femmes et d'autres organismes en mars 2016, sur l'évaluation des ODD dans une perspective axée sur l'équité et la problématique hommes-femmes. Enfin, il se dit satisfait des travaux de la troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones. Le Forum a mis l'accent sur les connaissances ancestrales des communautés autochtones, qui sont une composante cruciale de la gestion du changement climatique. Grâce à l'appui du FIDA, les communautés des zones rurales auront les moyens d'être actrices de leur propre développement, ancré dans leur identité et leur culture, et donc d'améliorer leur bien-être, leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

141. Mme SARCH (Royaume-Uni) exprime sa gratitude au Président sortant pour le dévouement dont il a fait preuve au cours des huit années passées à la tête du FIDA, et elle se félicite de l'engagement pris par le Président élu en faveur d'une transparence accrue. Suite à sa décision de quitter l'Union européenne, le Royaume-Uni s'impliquera davantage au niveau mondial, et non l'inverse. Son soutien au système multilatéral de développement est inébranlable, et il s'engage également en faveur de son amélioration. Les conflits, l'extrémisme, le changement climatique, l'urbanisation, les catastrophes naturelles et la pauvreté se conjuguent pour créer un niveau de besoin sans précédent, auquel le système doit répondre. Du fait de son engagement fort en faveur de la promotion du multilatéralisme, son pays demandera une plus grande collaboration et une coordination renforcée entre ses partenaires des Nations Unies. Il prônera une transparence accrue, une utilisation plus optimale des ressources et une plus grande responsabilité, ainsi qu'une ouverture nouvelle en ce qui concerne la gestion et les budgets.

142. L'Examen du développement multilatéral mené par le Royaume-Uni en 2016 a reconnu la priorité claire accordée par le FIDA aux résultats, à l'égalité des sexes et ses efforts déployés pour renforcer la résilience au changement climatique. Il a également souligné l'importance de mener des interventions là où elles sont pertinentes, ce qui sera une priorité pour son pays dans le cadre des négociations relatives à la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11). Le Royaume-Uni demeure résolu à collaborer avec les autres membres du Fonds pour renforcer son cadre financier et faire en sorte que les ressources du FIDA soient dépensées efficacement pour aider les populations rurales à sortir de la pauvreté et à accéder à des marchés et des perspectives d'emploi dans les pays les plus pauvres. Il continuera d'être un fervent partisan d'une réforme du FIDA, et il s'appuiera sur le principe de la rémunération au rendement pour structurer sa contribution en faveur de FIDA11.

143. M. TIZEBA (République-Unie de Tanzanie) exprime sa reconnaissance au Président sortant pour les efforts sans relâche qu'il a déployés dans le cadre de ses fonctions, et il déclare qu'il se réjouit à la perspective de travailler avec le Président élu. Il remercie également le FIDA d'aider son pays à atteindre certains des objectifs de la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté. Le FIDA a toujours soutenu l'agriculture et les ruraux pauvres en République-Unie de Tanzanie. En effet, depuis 1978, il a accordé pour 768 millions d'USD de prêts au pays pour financer 14 projets et programmes ayant eu des effets positifs sur la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire.
144. En République-Unie de Tanzanie, l'agriculture est le moteur du développement, quelque 75% de la population vivant en milieu rural et tirant sa subsistance de l'agriculture. Les défis auxquels ce secteur est actuellement confronté, notamment lorsqu'ils s'accompagnent d'une hausse des prix des denrées alimentaires, du changement climatique et de divers aspects technologiques, font qu'il sera très difficile pour des pays comme le sien d'atteindre les ODD. Relever ces défis et atténuer les effets négatifs du changement climatique nécessitent une gestion durable des ressources naturelles telles que la terre, les bassins hydrographiques et les forêts, qui à leur tour requièrent des financements multisectoriels et inclusifs engageant toutes les parties prenantes, notamment les partenaires du développement. Les 44 millions d'hectares de terres agricoles de la République-Unie de Tanzanie, son accès à des grandes étendues d'eau et ses 2,4 millions d'hectares de terres irrigables à haut potentiel sont de bon augure pour la transformation de son agriculture. Il est à espérer que le FIDA maintiendra son soutien, dans le but de garantir le développement durable et la croissance économique du pays.
145. M. BIZMARK (République islamique d'Iran) remercie le Président sortant pour la qualité de son leadership, et félicite le Président élu pour sa nomination. Le FIDA joue un rôle essentiel pour son pays, dans lequel, comme dans bon nombre de pays en développement, le secteur agricole, et notamment les petits exploitants, représente une part importante, mais vulnérable, de l'économie. En effet, les petits exploitants sont le cœur du secteur agricole et garantissent la sécurité alimentaire du pays; dans le même temps, ils sont souvent victimes d'événements hors de leur contrôle. Il devient de plus en plus difficile pour eux d'accéder aux eaux souterraines, et la dégradation des terres agricoles, de même que les tempêtes de sable et de poussière induites par l'assèchement progressif des grands lacs et des rivières, tant au sein de la République islamique d'Iran que dans les pays voisins, ont forcé un grand nombre de paysans à migrer vers les villes.
146. Leur sort est pris en compte par le sixième plan quinquennal de développement récemment adopté par la République islamique d'Iran, qui contient des dispositions en faveur du développement rural, notamment en matière d'autonomisation des femmes, de gestion des ressources en eau, d'atténuation des effets négatifs du changement climatique et des problèmes environnementaux. Son pays prévoit d'utiliser toutes les capacités disponibles, y compris celles des organisations internationales, pour aider le secteur agricole. Il espère que le FIDA fournira un soutien plus visible aux petits exploitants de la République islamique d'Iran.
147. M. ALABI (Togo) exprime sa profonde gratitude au Président sortant pour son travail à la tête du Fonds et il remercie le Conseil des gouverneurs d'avoir nommé l'un de ses compatriotes en tant que Président du FIDA. Ce faisant, il a démontré sa confiance dans le Togo, dont le partenariat avec le FIDA a été renforcé au cours des dernières décennies. En effet, dans les zones rurales du pays, comme dans les autres pays comparables, les opérations du FIDA ont profité aux femmes et aux jeunes et leur ont permis de transformer leur vie. Le FIDA a apporté une contribution significative à la productivité agricole, au renforcement de la sécurité alimentaire, notamment chez les ménages vulnérables, à l'amélioration de la nutrition et au renforcement de la résilience, et a contribué à rendre les femmes plus autonomes afin de faire reculer la pauvreté. Le Togo se réjouit de la

coopération fructueuse à venir entre le Président élu, le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration dans le but de réaliser les objectifs du Fonds.

148. M. FRYDENLUND (Norvège), s'exprimant au nom des pays nordiques, remercie le FIDA de ses efforts inlassables pour promouvoir l'agriculture paysanne et l'éradication de la pauvreté rurale. En tant que fervents partisans de la collaboration avec les Nations Unies, les pays nordiques se félicitent de la vision commune des organismes ayant leur siège à Rome sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030), et ils encouragent fortement le FIDA à continuer à renforcer ses activités au niveau national pour atteindre les ODD. Ils seraient également favorables à l'organisation d'une franche discussion sur les moyens innovants de mobiliser des ressources financières, soumises à une analyse de risques et une vérification étendues et transparentes.
149. Se félicitant des progrès du FIDA dans la prise en compte des questions d'égalité des sexes et insistant sur le rôle vital joué par les femmes dans la production alimentaire, il affirme que les programmes du FIDA doivent devenir encore plus susceptibles de transformer les rapports entre les sexes, afin de renforcer les droits des femmes vivant en milieu rural et de stimuler la croissance économique. Davantage de ressources financières devraient être allouées aux travaux sur l'égalité des sexes, et le FIDA devrait améliorer l'équilibre hommes-femmes à tous les niveaux de l'organisation.
150. La priorité donnée par le FIDA aux populations pauvres des pays les moins développés doit être préservée et encouragée, en les différenciant des pays à revenu intermédiaire. Les pays nordiques se félicitent de la nouvelle stratégie d'engagement du FIDA dans les pays présentant des situations de fragilité et conviennent que le FIDA doit s'attaquer aux causes profondes de la fragilité dans le cadre de son mandat. Conformément au Programme 2030, le FIDA doit prendre des mesures concrètes pour appliquer une approche fondée sur les droits humains à toutes ses opérations. Les pays nordiques soutiennent la participation des peuples autochtones à la gestion et à l'utilisation de leurs terres et de leurs ressources en eau, et ils félicitent le FIDA pour le rôle central qu'il joue dans la défense de leurs droits humains et de leurs moyens d'existence.
151. Enfin, il exprime sa reconnaissance au Président sortant pour son dévouement à l'égard de la cause du FIDA. Les pays nordiques attendent avec intérêt d'engager une coopération fructueuse avec le Président élu, dans la perspective de permettre aux populations rurales de sortir de la pauvreté et de la faim.
152. Mme BÁRCENA COQUI (Mexique) déclare que, de par son rôle et son mandat uniques, le FIDA est bien placé pour faire disparaître la faim et la pauvreté en milieu rural, conformément aux ODD, pour renforcer la résilience des communautés rurales les plus pauvres et pour aider les groupes les plus vulnérables. Il a un rôle essentiel à jouer pour promouvoir l'innovation dans le cadre de l'agriculture paysanne et d'autres marchés du développement rural, et pour répondre aux besoins des femmes vivant en milieu rural. À cette fin, le FIDA doit renforcer ses activités sur le terrain, partager les bonnes pratiques et le savoir-faire, faciliter la coopération Sud-Sud et triangulaire, stimuler l'entrepreneuriat local, établir des partenariats avec des institutions innovantes, utiliser des technologies exponentielles et promouvoir la recherche et le développement s'il y a lieu.
153. Afin d'élargir sa base de ressources, le FIDA doit étudier de nouveaux modèles et mécanismes de financement prometteurs qui attireront davantage d'investissements privés dans les zones rurales. La viabilité financière du FIDA est fondamentale. En outre, le Fonds doit trouver d'autres moyens, plus rapides et efficaces, de mener ses activités. Une coopération étroite entre les organismes ayant leur siège à Rome est primordiale pour garantir une approche globale à l'appui des gouvernements. De même, pour obtenir des résultats pertinents et durables, une priorité nationale et régionale et des efforts conjoints au niveau mondial sont importants.

154. Le Mexique est à la fois un contributeur et un bénéficiaire de l'aide du FIDA. Les activités du FIDA dans ce pays, qui accordaient initialement la priorité à la production, ont évolué et apportent désormais un soutien solide à l'autonomisation des communautés, autochtones en particulier, en renforçant la participation des femmes dans les activités productives et sociales. Elle remercie le Président sortant pour la compétence avec laquelle il a dirigé le FIDA et son dévouement à l'égard du Fonds, et elle félicite le Président élu pour sa nomination. Il faut espérer que la nouvelle administration adoptera des politiques et des programmes qui prennent en considération les questions d'égalité des sexes, les femmes ayant un rôle essentiel à jouer dans le développement ainsi qu'au FIDA.
155. M. TATI (Angola) félicite le Président sortant et les membres de son personnel pour les résultats obtenus par le FIDA pendant son mandat, citant notamment le renforcement de la présence du Fonds dans les pays et ses efforts de mobilisation des ressources. Il félicite également le Président élu pour sa nomination. Il convient que, dans une économie de marché mondialisée, le secteur privé est l'un des principaux moteurs du développement de l'agriculture et un soutien extrêmement utile pour les petits exploitants. Il fait le lien entre la production et la commercialisation, permettant d'accroître la production et la productivité.
156. M. Nhunga se félicite des résultats positifs obtenus par le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance. Le dialogue entre les trois listes doit être encore renforcé, dans le but de parvenir à un consensus sur la meilleure manière d'améliorer la participation des pays de la Liste C aux travaux du Conseil d'administration et de donner ainsi plus de poids aux pays à faible revenu. Il se félicite également de l'adoption des Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA, compte tenu notamment de la concertation avec le secteur privé; toutefois, ces Principes doivent toujours être appliqués en gardant à l'esprit l'importance de la souveraineté des États membres.
157. En cette période de difficultés économiques et financières à l'échelle mondiale, le Gouvernement de la République d'Angola s'emploie à apporter un soutien durable aux petits exploitants et aux autres agriculteurs, de sorte qu'ils soient en mesure de subvenir aux besoins de leur famille et de vendre les éventuels surplus de produits de l'agriculture et de la pêche sur les différents marchés.
158. Mme TAYE ZODI (Gabon) remercie le Président sortant d'avoir répondu aux attentes des États membres tout au long de son mandat, et elle félicite le Président élu pour sa nomination.
159. Le but du Plan stratégique Gabon émergent est de libérer le potentiel agricole du pays et de garantir sa sécurité nutritionnelle et alimentaire, afin de parvenir à l'autosuffisance alimentaire. En tant que pays importateur net de produits alimentaires, le Gabon attend du FIDA qu'il continue d'apporter un soutien à ses programmes d'aide aux petits producteurs, afin de réduire la pauvreté rurale à long terme. La crise économique actuelle a incité le Gabon à adopter un plan de relance de l'économie, dans lequel l'agriculture est l'un des leviers de la diversification. Le Gabon renforcera ainsi la production nationale de produits de qualité à moindre coût, en développant des filières à haute valeur ajoutée. Le Projet de développement agricole et rural (PDAR) au Gabon, financé par le FIDA, a eu un impact important sur près de 5 000 bénéficiaires directs dans la zone pilote, et le FIDA a donc été invité à continuer dans ce sens, en formulant un PDAR2, qui étendra le projet à l'échelle de tout le pays dans le but d'atteindre l'autosuffisance à l'horizon 2025.
160. Elle annonce que le Gouvernement gabonais a l'intention d'augmenter de 40% sa contribution au FIDA.
161. M. SINGH (Inde) remercie M. Nwanze pour son leadership visionnaire et l'enthousiasme avec lequel il a dirigé le FIDA, et il lui souhaite tout le succès possible dans le cadre de ses activités futures. En sa qualité d'organisme spécialisé

des Nations Unies et d'institution financière internationale apportant une contribution précieuse à l'élimination de la pauvreté et de la faim en milieu rural, le FIDA occupe une position sans égale pour promouvoir la réalisation des ODD, son Cadre stratégique offrant une feuille de route claire en faveur de la croissance inclusive et de la transformation durable du monde rural. Toutefois, l'accès au secteur financier formel demeure une difficulté majeure pour les populations rurales pauvres, et les petits exploitants ne disposent ni d'un accès aux marchés ni d'avantages compétitifs adéquats pour leurs produits. En outre, l'augmentation des capacités productives représente pour eux une tâche gigantesque. Le FIDA doit donc se réorienter, élargir sa base de ressources et trouver des solutions innovantes au problème de la sécurité alimentaire et de la croissance durable, et, à cette fin, le renforcement de la coopération avec les organismes ayant leur siège à Rome et les autres parties prenantes multilatérales et bilatérales du développement sera crucial. Le FIDA doit aussi aspirer à devenir un partenaire du savoir et collaborer avec des institutions publiques, la société civile et le secteur privé dans cette optique.

162. Les priorités nationales de son pays, qui mettent l'accent sur la croissance inclusive et la transformation du monde rural, s'inscrivent dans le droit fil des ODD et se reflètent dans les politiques et plans visant à doubler le revenu des agriculteurs, diversifier les moyens de subsistance, sortir des millions de personnes de la pauvreté, améliorer la connectivité du milieu rural et réaliser l'électrification complète du milieu rural, le tout dans le respect du calendrier fixé. Une nouvelle politique relative à un revenu universel de base est également en cours d'élaboration dans le but d'apporter aux personnes concernées un accès aux biens essentiels et à une vie digne. Pour conclure, il souligne la résolution de l'Inde à soutenir le Fonds.
163. M. KHAN BOSAN (Pakistan) félicite M. Hounbo pour sa nomination, et félicite M. Nwanze pour sa contribution à la réalisation des objectifs du Fonds durant ses deux mandats; un certain nombre d'initiatives fructueuses témoignent de sa vision et de sa profonde intuition. Comme il a été souligné lors d'un événement phare coorganisé par le FIDA, investir dans la transformation inclusive du monde rural et la recherche d'approches innovantes du financement est vital pour les petits producteurs et les petites entreprises du monde rural, et primordial pour un développement rural inclusif. La nouvelle approche institutionnelle de la coopération Sud-Sud et triangulaire est une initiative bienvenue, tout comme le travail du FIDA visant à encourager l'apprentissage relatif aux expériences et aux ressources en matière de développement entre les pays du Sud.
164. Le FIDA est un partenaire de longue date du Pakistan, l'un des plus sûrs parmi ses partenaires de confiance, et à ce titre il a beaucoup contribué au développement rural et à la sécurité alimentaire au Pakistan, notamment dans les zones montagneuses difficiles d'accès. Une politique nationale relative à la sécurité alimentaire est en cours d'élaboration, et les efforts de développement agricole sont principalement axés sur l'appui aux petits exploitants, la promotion des technologies innovantes à petite échelle, la résilience au changement climatique, la création de valeur ajoutée et le développement de filières. L'objectif général est d'améliorer la vie des petits exploitants par l'adoption de bonnes pratiques agricoles, et de produire des aliments sains et nutritifs pour les consommateurs dans le pays et à l'étranger.
165. M. BETT (Kenya), félicitant le FIDA pour son excellent travail de transformation du paysage agricole mondial, exprime sa reconnaissance à M. Nwanze pour son leadership visionnaire à l'appui de l'objectif stratégique du FIDA, qui a obtenu à juste titre le Prix de l'alimentation en Afrique 2016. Il félicite aussi M. Hounbo pour son élection, se dit convaincu que ce dernier mettra à profit le travail accompli par son prédécesseur et leur souhaite, à tous deux, tout le succès possible.

166. L'agriculture est généralement reconnue comme l'un des principaux facteurs de durabilité, notamment au Kenya, pays qui vise à créer un secteur agricole concurrentiel et productif, qui soit capable de réaliser une transformation inclusive du monde rural afin de mettre en place des moyens d'existence durables. Du fait de son économie reposant sur l'agriculture, le Kenya dispose de mécanismes permettant de faire prospérer ce secteur et de garantir la sécurité alimentaire, ainsi que des emplois et des revenus décents grâce à un développement agricole durable, prenant en compte le changement climatique. Toutefois, la sécheresse qui sévit actuellement a causé des dégâts si étendus qu'elle a été déclarée catastrophe nationale. Un soutien serait donc apprécié pour aider le gouvernement à atténuer les effets de la sécheresse et à bâtir une résilience à long terme pour mettre un terme aux urgences liées à la sécheresse.
167. Les programmes du FIDA tels que ceux visant à réduire la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire parmi les petits exploitants kenyans doivent être reproduits à plus grande échelle pour plus d'impact. Dans ce contexte, son gouvernement envisage avec intérêt de nouer des partenariats avec le FIDA dans le cadre d'initiatives conjointes au niveau national et régional. Le Kenya continuera d'apporter son soutien au Fonds, notamment en tenant son engagement en faveur de FIDA10.
168. M. JEONG (République de Corée) déclare que malgré les avancées réalisées pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement, la pauvreté et la sous-alimentation restent largement répandues, et que les petits exploitants ruraux des pays en développement constituent la majorité des pauvres dans le monde. À la lumière des nouveaux ODD, il est vital d'investir dans les bases qui permettront de garantir que les petits exploitants de ces pays seront capables de participer efficacement sur les marchés dans l'intérêt de la croissance économique et de l'éradication de la pauvreté, domaines dans lesquels le FIDA a un rôle essentiel à jouer.
169. Son gouvernement a adopté des politiques visant à accroître la compétitivité de l'agriculture en faisant du secteur agricole une industrie de grande valeur associant production, transformation et agrotourisme. Il collabore en outre avec le FIDA pour soutenir la participation des petits exploitants des États insulaires du Pacifique à un processus de logistique et de distribution plus efficient dans le but d'améliorer leurs revenus. Outre son appui à des projets visant à permettre aux petits exploitants d'accéder à des technologies de l'information et des communications, à des informations sur les prix et à des services de vulgarisation à l'aide de la technologie mobile, son gouvernement est résolu à collaborer avec les Membres du FIDA pour aligner les méthodes de mesure des résultats sur les ODD.
170. M. Jeong exprime sa gratitude à M. Nwanze pour son dévouement au service du FIDA et sa direction dynamique, grâce auxquels le FIDA est parvenu à réorienter son action vers l'intégration aux marchés des petits exploitants et l'expansion de la présence du FIDA dans les pays en développement. Félicitant M. Hounbo pour son élection, il lui souhaite tout le succès possible dans l'exercice de ses nouvelles fonctions.
171. M. CHELGHOUM (Algérie) exprime sa reconnaissance à M. Nwanze pour ses efforts inlassables en faveur de l'accomplissement de la mission du FIDA, assure le Fonds de la durabilité du soutien de son pays et de sa coopération avec son successeur, et déclare que la croissance démographique mondiale, la perte de terres arables et les effets du changement climatique sur la production agricole sont des défis qu'il faudra relever grâce à des efforts concertés de promotion de la sécurité alimentaire. Les pays en développement et leurs populations rurales restent les plus vulnérables, souffrant souvent de malnutrition et d'insécurité alimentaire. Des investissements inclusifs en faveur de l'agriculture sont essentiels pour l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, l'adaptation à la variabilité du climat et pour fournir des réponses à la demande croissante de denrées

alimentaires. Il est également crucial de promouvoir le développement durable des économies rurales, où la diversification des activités donnera un nouvel élan à la transformation en cours et encouragera la création d'institutions non agricoles. L'initiative louable du FIDA à cet égard pourrait ainsi être utilement reproduite à plus grande échelle.

172. L'Algérie, désormais, fait fond sur ses propres résultats encourageants pour élaborer sa politique de développement agricole et rural à la lumière des nouveaux ODD, qui nécessitent des partenariats multidimensionnels axés sur le développement socioéconomique, notamment entre le secteur public et le secteur privé, afin de favoriser un développement rural inclusif. L'Algérie soutient les efforts du Fonds, qui doit établir des partenariats efficaces avec les gouvernements et la société civile et coopérer étroitement avec les organisations internationales et les institutions spécialisées dans le cadre du suivi de la réalisation des objectifs fixés.
173. M. ELDUKHERI (Soudan) déclare que son pays, riche en ressources, attire des investissements en faveur de l'agriculture et met en œuvre des initiatives dans divers domaines tels que la sécurité alimentaire. Combinés à la récente levée des sanctions des États-Unis, les changements politiques majeurs et les processus de réconciliation nationale en cours sont de bon augure pour le développement économique et la prospérité sociale du Soudan, avec des conséquences positives pour ses communautés rurales et pour le développement rural en général. Visant à accroître la production et la productivité agricoles, ainsi qu'à renforcer la sécurité alimentaire et à réduire la pauvreté, le plan quinquennal d'investissement agricole du pays est mis en œuvre avec l'appui du secteur privé, de donateurs et de partenaires du développement, et notamment du FIDA. En outre, dans le cadre de son projet de réforme économique, qui est largement consacré au développement agricole en général et au développement rural en particulier, le gouvernement cherche également à établir des partenariats public-privé stratégiques pour promouvoir la production agricole.
174. Adressant ses remerciements à M. Nwanze pour ses efforts constants en faveur du développement du Fonds tout au long de son mandat, au cours duquel une flexibilité et une ouverture exemplaires ont accompagné les efforts déployés pour accomplir la mission du Fonds et nouer des partenariats durables, M. Eldukheri exprime son soutien au FIDA dans le cadre du rôle vital qu'il joue en faveur du développement rural. Pour conclure, il félicite M. Hougbo et lui souhaite tout le succès possible.
175. M. Rionald Silaban (Indonésie) (Vice-Président) prend la présidence.

RAPPORT DU GROUPE DE TRAVAIL AD HOC SUR LA GOUVERNANCE (point 11 de l'ordre du jour) (GC 40/L.9)

176. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs, rappelant la création du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance lors de la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs et son mandat, tel que défini dans l'annexe VI du document GC 38/L.4/Rev.1, attire l'attention sur le rapport du Groupe de travail ad hoc contenu dans le document GC 40/L.9, qui présente les résultats des délibérations du Groupe, ses recommandations et, à l'annexe I, un projet de résolution pour examen par le Conseil des gouverneurs.
177. M. ROZENCWAI G (Président du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance), présente le rapport du Groupe, qui a été examiné par le Conseil d'administration à sa cent dix-neuvième session, et décrit les grandes lignes du processus qui a culminé avec la création du groupe en février 2015 aux fins de l'examen du système des listes et des recommandations liées à la gouvernance issues de l'évaluation au niveau de l'institution des reconstitutions du FIDA (ENI-R). Après avoir décrit, également dans les grandes lignes, le mandat du Groupe et ses délibérations, telles que présentées dans le rapport, il annonce les résultats des délibérations depuis la première réunion d'avril 2015, qui figurent également dans

le rapport, en commençant par les domaines dans lesquels le consensus est total: le maintien à trois ans de la durée du cycle de reconstitution; l'amélioration du format et de la structure des consultations sur la reconstitution; les questions relatives à la représentation; et les définitions des listes et les règles des listes des États membres. Concernant ces deux questions relatives aux listes, il fait observer que les définitions et les principes adoptés au terme de longs débats au sein du Groupe ne seront pas juridiquement contraignants pour le moment mais serviront plutôt de directives à l'intention des membres, ce qui ne nécessiterait donc pas l'amendement de l'annexe II de l'Accord portant création du FIDA.

178. Quant aux domaines dans lesquels le consensus commence à apparaître, également détaillés dans le rapport, il attire l'attention sur les résultats de la discussion du Groupe concernant la participation aux consultations sur la reconstitution, c'est-à-dire que les États membres de la Liste A et de la Liste B ont conjointement offert quatre sièges de reconstitution aux États membres de la Liste C, au profit de pays à faible revenu et contributeurs potentiels ou principaux, à partir de la Consultation sur FIDA11. S'agissant de la marche à suivre pour la représentation au Conseil d'administration, il déclare qu'aucun accord n'a été trouvé quant aux moyens de renforcer la représentation des États membres de la Liste C au Conseil d'administration et que les discussions sur ce sujet devront donc se poursuivre, en gardant à l'esprit qu'il est important de faire en sorte que la nouvelle architecture internationale se reflète dans les organes directeurs du FIDA. À cette fin, la recommandation du Groupe est que le Secrétariat doit, conformément à ce qui est décrit dans le rapport, évaluer les questions relatives à la représentation au Conseil d'administration en vue d'un examen par les Membres, avant la Consultation sur FIDA12. En effet, toutes les délibérations relatives à la gouvernance seront désormais liées à cette évaluation, étant donné que le mandat de deux ans du Groupe est terminé. Il remercie tous ceux qui ont contribué aux travaux du Groupe et félicite le Président élu pour sa nomination, exprimant l'espoir de voir la gouvernance du FIDA continuer à s'améliorer sous sa direction.
179. M. ARBACHE FILHO (Brésil) fait observer que le mandat limité confié au Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance est en grande partie responsable du fait que le rapport n'a pas été à la hauteur des attentes. Il espère donc que la possibilité de recréer ce Groupe sera examinée à l'avenir.
180. Le Conseil des gouverneurs prend note du rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance et adopte la résolution 194/XL relative à l'approbation des recommandations du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance.

ÉTABLISSEMENT DE LA CONSULTATION SUR LA ONZIÈME RECONSTITUTION DES RESSOURCES DU FIDA (point 8 de l'ordre du jour) (GC 40/L.6/Rev.1 et Rev.2)

181. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs rappelle qu'aux termes de l'Accord portant création du FIDA, "afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement (...) si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes". Il déclare qu'il est désormais nécessaire d'examiner les besoins du FIDA en matière de ressources à compter de 2019 et il attire l'attention sur le projet de résolution présenté dans le document GC 40/L.6/Rev.1 et Rev.2 sur l'établissement de la Consultation sur FIDA11. Il a été proposé, dans le projet de résolution, de nommer M. Johannes Linn à la fonction de président externe de la Consultation. À la lumière du rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance et de la résolution 194/XL, qui vient d'être adoptée, il est en outre proposé que la Consultation se compose de tous les États membres des Listes A et B, à la condition cependant que quatre États membres cèdent les sièges à la Consultation sur la reconstitution dont ils disposent au profit de quatre pays à faible revenu et contributeurs potentiels ou principaux appartenant à la Liste C. La Consultation se composera également de 22 États membres de la Liste C (y compris les quatre États membres auxquels les

Listes A et B auront cédé leurs sièges), qui seront désignés par les Membres de la Liste C et dont les noms seront communiqués au Président du FIDA au plus tard le 14 février 2017.

182. Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 195/XL sur l'établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.
183. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs souhaite aux États membres de la Consultation tout le succès possible dans leur tâche qui consiste à garantir que le FIDA dispose des ressources nécessaires pour continuer avec toujours plus de détermination à défendre les intérêts des petits exploitants et le rôle essentiel qu'ils jouent pour faire reculer la pauvreté et garantir la sécurité alimentaire. Il remercie en outre M. Johannes Linn d'avoir accepté de présider la Consultation.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS DU FIDA POUR 2015 (point 9 de l'ordre du jour) (GC 40/L.7)

184. M. KASHIWAGI (Vice-Président adjoint par intérim, Responsable des finances en chef et Contrôleur principal, Département des opérations financières du FIDA) indique que, selon l'opinion du Commissaire aux comptes, les états financiers consolidés du FIDA au 31 décembre 2015, figurant dans le document GC 40/L.7, "présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière, les résultats financiers et les flux de trésorerie de la Société [...] conformément aux Normes internationales d'information financière". Il attire l'attention sur l'attestation indépendante relative à la déclaration de la direction du FIDA sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, émise par le Commissaire aux comptes conjointement à son avis sur les états financiers consolidés, qui témoigne de la volonté constante du FIDA de se conformer aux meilleures pratiques en matière financière.
185. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs invite ce dernier à approuver: les états financiers faisant apparaître la situation financière du FIDA au 31 décembre 2015 et les résultats de ses opérations pour l'exercice clos à cette date, tels qu'ils figurent dans les appendices A à K du document GC 40/L.7; le rapport y relatif du Commissaire aux comptes; et l'attestation indépendante du Commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière.
186. Il en est ainsi décidé.

PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGETS ORDINAIRE ET D'INVESTISSEMENT DU FIDA AXÉS SUR LES RÉSULTATS POUR 2017; PROGRAMME DE TRAVAIL ET BUDGET AXÉ SUR LES RÉSULTATS POUR 2017 ET PLAN INDICATIF POUR 2018-2019 DU BUREAU INDÉPENDANT DE L'ÉVALUATION DU FIDA; ET RAPPORTS DE SITUATION SUR L'INITIATIVE PPTTE ET LE SAFP (point 10 de l'ordre du jour) (GC 40/L.8).

187. M. MORDASINI (Vice-Président du FIDA), attirant l'attention sur le document GC 40/L.8, rappelle que, à sa cent dix-neuvième session, le Conseil d'administration a approuvé un programme indicatif de prêts et de dons du FIDA pour 2017 d'un montant total de 1,5 milliard d'USD, niveau qui témoigne des efforts déployés par la direction pour mieux répartir les produits à fournir pour atteindre l'objectif triennal fixé pour FIDA10, qui s'établit à au moins 3,2 milliards d'USD. En outre, le Conseil d'administration a approuvé l'allocation de crédits à la dépense extraordinaire en rapport avec FIDA11.
188. Le Conseil d'administration a par ailleurs recommandé la présentation au Conseil des gouverneurs, pour approbation, des projets de budget du FIDA. Le budget ordinaire proposé pour l'exercice 2017 s'élève à 149,42 millions d'USD, alors que le budget approuvé pour 2016 est de 146,71 millions d'USD, ce qui représente une hausse nominale de 1,8%, imputable aux facteurs suivants: une augmentation réelle de 1,5% visant à financer la création de postes supplémentaires résultant de

l'exercice annuel de planification stratégique pour le personnel, principalement pour répondre aux besoins opérationnels des bureaux de pays du FIDA en raison de la poursuite de la décentralisation des opérations du Fonds; l'augmentation associée des dépenses administratives hors personnel au moment du lancement des opérations des nouveaux bureaux de pays; et des provisions additionnelles pour dépréciation et coûts récurrents relatifs au projet de Portail clients du FIDA, la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité et de l'efficacités et d'autres dépenses d'investissement approuvées par le passé. Le budget prévoit en outre une hausse des prix de 0,3% imputable à l'impact net de l'inflation et des provisions spéciales pour les coûts additionnels de la conception et de la gestion du portefeuille, avec un ajustement en fonction de la nouvelle hypothèse de taux de change.

189. Aucune hausse nette de la rémunération du personnel n'est envisagée en 2017. En outre, la provision pour hausse des traitements du personnel du cadre organique, qui s'élevait à 680 000 USD, a été supprimée du budget 2017 sans aucune réaffectation, étant donné qu'aucune hausse du barème des traitements n'est prévue dans un proche avenir, compte tenu de l'évolution des recommandations de la Commission de la fonction publique internationale. Enfin, le budget d'investissement proposé pour 2017 s'élève à 2,4 millions d'USD et il porte principalement sur des budgets d'investissement annuels inévitables liés aux technologies de l'information, à l'automatisation et à des dépenses relatives aux technologies de l'information, ainsi que sur l'achat de véhicules pour les bureaux de pays.
190. M. GARCIA (Directeur du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA), présentant le programme de travail et budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) pour 2017 et le plan indicatif pour 2018-2019, indique que les priorités de FIDA10 ont fourni le fondement du programme d'évaluation indépendante du FIDA pour 2017 et au-delà. De nature à favoriser le renforcement de la responsabilisation et de l'apprentissage au sein de l'organisation, le programme de travail détaillé qu'IOE propose pour 2017 est le suivant: la nouvelle évaluation au niveau de l'institution de l'architecture financière du FIDA; cinq évaluations de stratégie et de programme de pays, qui concerneront l'Angola, le Cambodge, le Cameroun, la Géorgie et le Pérou; deux rapports de synthèse d'évaluations sur la pêche, l'aquaculture et le développement des zones côtières; et sur l'établissement de partenariats au niveau national; une évaluation de l'impact; dix évaluations de la performance des projets; et la validation de tous les rapports d'achèvement de projet disponibles en 2017. IOE s'est engagé à accorder une attention accrue au renforcement des partenariats avec les autres organismes ayant leur siège à Rome, en particulier pour la conduite d'évaluations conjointes.
191. Il attire l'attention sur trois grandes caractéristiques du programme de travail d'IOE pour 2017: une méthodologie et des processus améliorés inspirés par la mise en œuvre de la deuxième édition du Manuel de l'évaluation, qui se traduiront par des évaluations plus rapides; une internalisation accrue des travaux d'évaluation au sein d'IOE visant à améliorer la qualité et la rigueur, et à faire baisser les coûts unitaires; et le renforcement de la couverture géographique des évaluations d'IOE.
192. Conformément à l'usage, IOE a bâti un budget axé sur les résultats en se fondant sur des coûts standard afférents aux postes du personnel, un taux d'inflation et un taux de change identiques à ceux utilisés pour établir le budget administratif du Fonds pour 2017. Le budget d'IOE proposé pour 2017 se monte à 5,73 millions d'USD, soit 0,39% du programme de prêts et dons du FIDA prévu pour l'année à venir, ce qui est largement inférieur au plafond budgétaire fixé par le Conseil d'administration pour IOE, soit 0,9%. Le projet de programme de travail et budget d'IOE pour 2017 vise à jouer un rôle de catalyseur en faveur d'une culture de la responsabilité et de l'apprentissage, conduisant à l'amélioration de l'efficacité globale du Fonds sur le plan du développement.

193. M. SAINT-ANGE (Vice-Président adjoint, Département gestion des programmes du FIDA), rendant compte de la mise en œuvre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) en 2016 et de la participation du FIDA à l'Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (PPTTE), déclare qu'en 2016 le SAFP a continué de s'appliquer à l'ensemble des prêts et des dons à un pays spécifique présentés au Conseil d'administration pour approbation. Le document GC 40/L.8 présente les notes de pays par région et les allocations par pays au titre de FIDA10. Les allocations pour 2016 et 2017 sont fixes, tandis que celles pour 2018 sont provisoires. Afin d'améliorer la gestion des allocations sur cette période triennale, pour les pays qui ne devraient utiliser qu'une partie de l'allocation à laquelle ils pourraient prétendre, les montants mentionnés sont plafonnés au niveau de financement attendu. Conformément aux directives du SAFP, les allocations minimales et maximales ont également été appliquées.
194. Conformément à l'usage, les notes de performance des pays ont été mises à jour en 2016 dans la perspective de la préparation des allocations au titre du SAFP 2017-2018. Les notes de pays actualisées tiennent compte des données les plus récentes sur la performance du portefeuille, ainsi que des chiffres concernant la population rurale et le revenu national brut par habitant. Conformément aux recommandations de l'évaluation au niveau de l'institution du SAFP, les notes de performance du secteur rural pour 2015 ont été utilisées pour le calcul des allocations, ce qui a renforcé l'efficacité du processus de calcul. Conformément aux recommandations de cette même évaluation, les allocations ont été examinées et approuvées par tous les comités de gestion compétents du FIDA.
195. Le Conseil des gouverneurs a en outre été invité à prendre note des progrès notables qui ont été accomplis dans l'application des allègements de dette au titre de l'Initiative PPTTE depuis son lancement: près de 92% des pays admissibles (35 sur 38) ont atteint le point d'achèvement et ont pu prétendre à une aide au titre de cette initiative. Tout en veillant, en priorité, au financement adéquat du Fonds fiduciaire PPTTE, la direction du FIDA continuera aussi à encourager les États membres à fournir directement des ressources additionnelles au Fonds fiduciaire pour financer sa participation à l'Initiative PPTTE.
196. Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 196/XL relative au budget administratif comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2017 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2017.

PROPOSITION RELATIVE À LA RÉVISION DES BONNES PRATIQUES APPLICABLES AU PROCESSUS À SUIVRE POUR LES FUTURES NOMINATIONS DU PRÉSIDENT DU FIDA (point 12 de l'ordre du jour) (GC 40/L.10)

197. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs attire l'attention sur la proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA présentée dans le document GC 40/L.10, et sur le projet de résolution qu'il contient.
198. Le Conseil des gouverneurs adopte la résolution 197/XL sur la proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA.

PRINCIPES DE CONDUITE À L'INTENTION DES REPRÉSENTANTS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU FIDA (point 13 de l'ordre du jour) (GC 40/L.11)

199. M. NWANZE (Président du FIDA) rappelle en présentant ce point de l'ordre du jour que les organes directeurs du FIDA ont examiné à plusieurs reprises la question de l'élaboration de Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration et, tout récemment, ils ont donné suite à l'une des recommandations issues de l'évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité institutionnelle du FIDA et de l'efficacité des opérations qu'il finance (ENI-E), à la suite de quoi une proposition sur le sujet a été préparée en association avec les

Coordonnateurs et amis, en vue de sa présentation au Conseil d'administration pour examen. Il rappelle en outre que, à sa cent dix-neuvième session, le Conseil d'administration a adopté cette proposition en amendant son Règlement intérieur et en lui ajoutant une annexe relative aux questions telles que la confidentialité, les conflits d'intérêts et l'acceptation de cadeaux; et que, eu égard à la possibilité, pour les représentants au Conseil d'administration, d'obtenir des contrats de travail ou autres types d'engagement avec le FIDA, le Conseil d'administration a chargé la direction de formuler des dispositions appropriées relatives à une période de pause, en vue de son intégration aux règles et procédures correspondantes en matière de ressources humaines. Notant que l'élaboration de tels principes est conforme aux meilleures pratiques internationales, il rappelle qu'ils visent à fournir des indications aux représentants au Conseil d'administration afin de garantir un haut niveau de transparence et de déontologie; en outre, compte tenu de la nécessité de mobiliser de nouvelles sources de financement et de renforcer le partenariat avec le secteur privé, ces principes visent à protéger le FIDA et son Conseil d'administration des risques d'atteinte à la réputation, tout en faisant passer aux investisseurs et partenaires un message explicite quant aux normes et pratiques rigoureuses appliquées par le FIDA et sa structure de gouvernance. Le Conseil d'administration tiendra le Conseil des gouverneurs informé des éventuelles modifications apportées à ces principes à l'avenir.

200. Le Conseil des gouverneurs prend note des Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA.

DÉBAT INTERACTIF DES PEUPLES AUTOCHTONES: DIX ANS DE PARTENARIAT DU FIDA AVEC LES PEUPLES AUTOCHTONES – À L'APPROCHE DU DIXIÈME ANNIVERSAIRE DE L'APPROBATION DE LA DÉCLARATION DES NATIONS UNIES SUR LES DROITS DES PEUPLES AUTOCHTONES (2007-2017)

201. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs invite ce dernier à passer à la conférence-débat prévue à l'ordre du jour. Le contenu des débats peut être trouvé dans un rapport séparé intitulé "Compte rendu des délibérations tenues à l'occasion des événements organisés en marge de la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, février 2017".

202. Après la conférence-débat, M. Dinesh Sharma (Inde) prend la présidence.

DÉCLARATIONS GÉNÉRALES (point 6 de l'ordre du jour, suite)

203. M. TAIEB (Tunisie) félicite M. Hounghbo pour son élection et lui souhaite de remporter de nombreux succès dans la poursuite des objectifs du Fonds. Grâce aux efforts de son Président actuel, l'approche et les méthodes du Fonds ont gagné en efficacité pour suivre le rythme rapide des évolutions socioéconomiques mondiales et des changements liés au climat qui menacent le secteur agricole, en particulier dans les pays en développement, dans lesquels le FIDA joue un rôle essentiel pour promouvoir la réalisation des ODD.
204. En Tunisie, l'espoir est que les projets du FIDA visant à assurer des moyens de subsistance durables aux habitants les plus marginalisés et les plus vulnérables seront élargis ou que le FIDA accordera des financements à des conditions préférentielles pour de nouveaux projets, compte tenu notamment du climat actuel de plus grande stabilité et des réformes activement menées dans son pays. Bien que l'agriculture et la pêche en mer constituent le pilier de l'économie tunisienne et qu'elles jouent un rôle déterminant dans le renouveau des zones rurales, la politique quinquennale de développement agricole du pays cherche néanmoins à renforcer leur statut économique et leur contribution à l'économie en garantissant leur valeur ajoutée, leur compétitivité, leur compatibilité avec les investissements et leur résilience, tout en renforçant leur contribution à la garantie de moyens d'existence décents et à la promotion de la sécurité alimentaire. Malgré les défis mondiaux, les avancées réalisées dans le secteur agricole sont un motif d'optimisme et elles doivent être exploitées au maximum dans l'intérêt d'une

- coopération et de partenariats fructueux. La Tunisie ne ménagera pas ses efforts pour renforcer la coopération avec tous les États, notamment dans les domaines liés au développement rural et à la sécurité alimentaire, et elle considère le Fonds comme un partenaire important pour soutenir ses propres engagements à cette fin.
205. Mme ALTOQI (Yémen), soulignant à quel point il est important d'agir aux niveaux national, régional et international pour relever les défis complexes qui pèsent sur l'économie des pays en développement, déclare que son pays, notamment dans les zones rurales, est en outre confronté à une catastrophe humanitaire sans précédent et à une insécurité alimentaire croissante, depuis le dernier coup d'État, au point que la famine menace désormais la population. La destruction massive des infrastructures rurales a poussé de nombreux agriculteurs à fuir, conduisant la production agricole à la paralysie et amenant un nombre record de personnes à vivre sous le seuil de pauvreté. Une aide humanitaire d'urgence est nécessaire, notamment pour les 2 millions d'habitants de zones rurales qui ont été déplacés à l'intérieur du pays.
206. Il conviendrait de réfléchir à des solutions permettant d'aider des pays comme le Yémen à atténuer les effets de la guerre et des catastrophes sur leur secteur agricole et à protéger les programmes et projets en lien avec l'agriculture, y compris ceux réalisés par le FIDA. Sachant qu'un certain nombre d'organisations internationales et d'institutions ont maintenu leur présence dans le pays, le Fonds devra rouvrir son bureau au Yémen afin d'enquêter sur la situation et d'élaborer des plans d'urgence, de même que des plans visant à redémarrer ses projets pendant la phase de reconstruction et pour aider ensuite les habitants des zones rurales à reprendre leurs activités. La création d'un mécanisme pour l'allégement de la dette et des intérêts serait également cruciale pour parvenir à la sécurité et à la stabilité, notamment à la lumière des efforts des Nations Unies pour relancer le processus politique.
207. Son gouvernement est fermement résolu à soutenir le Fonds dans la réalisation de ses objectifs. Sous la conduite de M. Nwanze, le FIDA a pris une nouvelle orientation sur la voie de l'amélioration des moyens d'existence en milieu rural et de la réalisation d'un développement rural durable, une approche qui sera sans doute suivie par le nouveau Président afin de renforcer encore l'efficacité du Fonds.
208. M. SHALABY (Égypte), soulignant l'importance de la mission du Fonds au regard du Programme 2030, déclare que les récentes recommandations relatives au changement climatique nécessitent aussi de nouveaux investissements dans l'agriculture et le secteur rural, ainsi qu'une meilleure inclusion des communautés pauvres et marginalisées. En plus des efforts déployés par le gouvernement, les principales parties prenantes publiques et privées devraient prendre part à la réalisation d'investissements inclusifs et à la création d'emplois dans les zones rurales. Pour sa part, le FIDA devrait réaliser des programmes d'investissement durables et inclusifs, axés sur les habitants des zones rurales, ce qui encouragerait peut-être aussi les pays à unir leurs efforts pour mobiliser des investissements en faveur du développement durable en milieu rural.
209. L'Égypte s'emploie à atteindre son objectif de développement rural durable, entre autres par l'accroissement de la productivité agricole et de l'investissement dans l'agriculture, l'amélioration des installations de stockage et de transport, la réduction du gaspillage, l'expansion des terres cultivables et la remise en valeur des terres, l'investissement dans l'élevage de bovins et de volailles, et la réalisation de projets agro-industriels. Sa stratégie de développement à l'horizon 2030 est axée sur l'optimisation des ressources naturelles en faveur de la croissance agricole et l'accroissement de la sécurité alimentaire et de l'autosuffisance des cultures. L'Égypte continuera de mettre en œuvre des programmes d'investissement inclusifs en milieu rural, notamment dans le but de renforcer la compétitivité des petits exploitants, femmes et hommes, d'atteindre les ODD et d'améliorer la coopération

entre le gouvernement, le secteur privé et les organisations internationales compétentes.

210. Rendant hommage au Président du FIDA, il espère, tout comme M. Nwanze, que le Président élu continuera de chercher de nouveaux moyens de diversifier la base de ressources du Fonds, qu'il soutiendra la décentralisation institutionnelle du FIDA, renforcera le FIDA en tant qu'institution de savoirs et mettra en place des bonnes pratiques en matière de ressources humaines, avec la promesse d'un avenir brillant pour les femmes.
211. M. MUHITH (Bangladesh), après avoir remercié le Président sortant pour ses réalisations et félicité le Président élu pour sa nomination, déclare que, bien que le FIDA ait accompli de grandes choses au cours de ses 40 ans d'existence, beaucoup reste à faire. Le Programme 2030 a fixé 17 objectifs ambitieux, et il ne reste plus que 13 ans pour les réaliser. Avec la demande croissante de nourriture, à l'échelle mondiale, il est important d'investir dans les 500 millions de petits exploitants qui produisent 70% de la demande alimentaire mondiale. Au Bangladesh, par exemple, une politique prudente dans le domaine du développement rural a entraîné un taux de croissance d'environ 4% par décennie dans le secteur agricole, qui domine, et la production alimentaire a triplé sur une période de 45 ans. Cette politique a aussi donné au gouvernement les moyens d'offrir des services de qualité au secteur agricole, de fournir du crédit et des intrants, et d'apporter un soutien au stade de la passation des marchés.
212. Il se dit préoccupé par la diminution de l'intérêt de certains donateurs traditionnels pour les reconstitutions du Fonds, comme en témoigne l'abaissement de l'objectif fixé pour FIDA10 à 1,4 milliard d'USD. Le moment est venu de financer le FIDA à la hauteur de l'importance des objectifs qu'il vise. C'est la raison pour laquelle les reconstitutions doivent être maintenues, mais il convient également de rechercher des formes innovantes de financement et de fixer des objectifs spécifiques, afin de renforcer l'investissement des pouvoirs publics, de promouvoir le financement par le microcrédit, de mobiliser des organisations philanthropiques et d'obtenir des financements privés, même s'il est parfois nécessaire de les associer à une forme de subvention. Le Bangladesh est récemment sorti de la catégorie des pays les moins avancés et il devrait entrer prochainement dans celle des pays à revenu intermédiaire. Toutefois, ce pays est très favorable à la poursuite du financement à des conditions de faveur, à un niveau approprié, des pays en transition comme le sien, qui s'est judicieusement acquitté de sa part de responsabilité.
213. M. ABDULKADIR (Somalie) félicite le Président élu pour sa nomination et se réjouit à la perspective de collaborer avec lui pour permettre la réalisation des ODD en Somalie et dans le reste du monde en développement. Il félicite le Président sortant pour sa conduite fructueuse du FIDA ces huit dernières années. Les efforts actuels du FIDA pour contribuer au développement à long terme des communautés rurales somaliennes au cours des périodes de crise et de vulnérabilité sont très appréciés, et les autorités somaliennes se sont engagées à soutenir la collaboration conjointe que le FIDA a prévue avec le Gouvernement italien pour reconstruire les réseaux d'irrigation de la région du Shebelle, le "grenier" du pays.
214. Le changement climatique, une guerre civile prolongée, l'instabilité des institutions et la recrudescence des menaces d'organisations extrémistes ont rendu la Somalie extrêmement vulnérable. La récente élection présidentielle réussie représente une nouvelle opportunité, remettant le pays sur la voie de la reconstruction économique et sociale du pays. À une période où la Somalie se remet encore des conséquences désastreuses de la sécheresse de fin 2011, le pays fait actuellement face à un risque accru de famine et de sécheresse pouvant toucher quatre ménages sur dix, compromettant les efforts déployés pour reconstruire l'économie et faire reculer la pauvreté à long terme. De nombreuses vies sont en jeu, et il exhorte le FIDA et le Conseil des gouverneurs à prendre des mesures urgentes pour remédier à cette situation. Il compte sur la poursuite de la collaboration du

- FIDA avec le nouveau Président et son gouvernement pour instaurer la prospérité et le développement à long terme en Somalie.
215. M. VILAKATI (Swaziland) adresse au Fonds ses sincères remerciements pour l'impact positif des projets financés par le FIDA sur les communautés swazies, et en particulier sur les plus pauvres des pauvres et les femmes. Il remercie le Président sortant pour ses efforts inlassables en faveur de la réussite des projets du FIDA, et il félicite le Président élu pour sa nomination.
 216. L'un des objectifs du secteur agricole du Swaziland est de commercialiser sa production. Grâce aux financements du FIDA, le Swaziland met actuellement en œuvre le Projet d'appui à la production agricole familiale induite par le marché, qui vise à renforcer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus des petits producteurs en intensifiant la production agricole et les liens avec les marchés. L'une des composantes du projet consiste à développer des infrastructures de collecte et de stockage de l'eau pour atténuer les effets du changement climatique sur la production agricole, un objectif particulièrement pertinent compte tenu de la gravité des effets d'El Niño en Afrique australe. L'investissement du FIDA en faveur de l'Unité de microfinance du Swaziland porte également ses fruits. L'unité a renforcé un programme d'inclusion financière ciblant principalement les petits producteurs du secteur agricole et d'autres secteurs. Il demande au FIDA de continuer à mobiliser des moyens supplémentaires, aussi bien techniques que financiers, en particulier sous forme de dons, afin d'aider le Swaziland dans sa lutte contre la faim et lui permettre de faire de l'agriculture un moteur du développement économique. Le Swaziland demeure déterminé à respecter ses engagements relatifs à ses annonces de reconstitution.
 217. M. IBÉRICO NÚÑEZ (Pérou) félicite le Président élu et se dit convaincu que ce dernier consolidera les meilleurs éléments de l'héritage du Président sortant, notamment son appui continu aux pays à revenu intermédiaire comme le Pérou, et désormais, l'engagement pris d'atteindre les ODD à l'horizon 2030.
 218. Les petites exploitations, qui représentent 82% des exploitations du Pérou, ont des difficultés d'accès à des éléments aussi essentiels que les infrastructures d'irrigation, les financements, l'assistance technique, les meilleures pratiques, l'innovation et la technologie. Il faut répondre à leurs besoins pour accroître la production agricole et améliorer la qualité de vie des petits exploitants, objectif prioritaire de la nouvelle politique agricole. À cette fin, le Ministère de l'agriculture et de l'irrigation prend des mesures visant à améliorer l'accès à des facteurs de production et à des technologies, à promouvoir la recherche, à soutenir la création de liens entre les petits exploitants et d'autres agents économiques, et à stabiliser les niveaux de production. Il met actuellement en œuvre deux projets cofinancés par le FIDA visant à répondre aux besoins des petits exploitants, accroître le montant des fonds propres disponibles pour les populations rurales pauvres et leur accès aux services, contribuer à développer les marchés locaux et améliorer les services publics. Le plus récent de ces projets revêt une importance particulière, car il est réalisé dans une zone extrêmement isolée, aux prises avec le trafic de drogue.
 219. Le Pérou considère le FIDA comme un partenaire fiable et efficace, et ses contributions au Fonds augmentent fortement d'une reconstitution à l'autre. Il tient à continuer à collaborer avec l'organisation et son bureau sous-régional des Andes à Lima, dans le but de lancer de nouveaux projets de développement pour améliorer les conditions de vie des petits exploitants du pays.
 220. M. ARVELO CAAMAÑO (République dominicaine) déclare que son gouvernement concentre son attention sur l'agriculture familiale. Tous les dimanches, le Président, accompagné de techniciens qualifiés, se rend dans des communautés paysannes des régions les plus reculées du pays, pour connaître leurs besoins et leurs attentes, un accent particulier étant mis sur les questions d'égalité des sexes et sur la jeunesse. Le but est d'aider les femmes vivant en milieu rural à maximiser leur

potentiel productif et de restaurer le rôle des communautés rurales comme la référence pour le développement socioéconomique du pays.

221. La coopération entre la République dominicaine et le FIDA est cruciale dans ce domaine, entre autres. Avec l'appui financier et technique du FIDA, le gouvernement et les bénéficiaires réalisent toute une série d'activités en faveur du développement rural, en particulier dans les provinces les plus défavorisées, situées le long de la frontière avec Haïti. Le partenariat entre la République dominicaine et le FIDA est à double sens, la République dominicaine bénéficiant des financements du FIDA tout en contribuant à ses reconstitutions; elle a en effet versé 1 million d'USD au titre de FIDA10.
222. Il rend hommage au travail effectué par le Président sortant au cours de ses huit années passées à la tête du FIDA, et il félicite le Président élu, sous la conduite duquel le FIDA est sûr d'intensifier son travail sur la voie du développement durable en milieu rural afin d'atteindre l'objectif "faim zéro".

QUESTIONS DIVERSES (point 14 de l'ordre du jour)

223. Aucune question n'est soulevée à ce point de l'ordre du jour.

DISCOURS DE CLÔTURE DU PRÉSIDENT DU FIDA

224. M. NWANZE (Président du FIDA) prononce un discours de clôture, dont le texte intégral est reproduit au chapitre 4.

HOMMAGE AU PRÉSIDENT SORTANT

225. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs fait une déclaration rendant hommage au Président sortant, au nom des membres du FIDA. Le texte intégral de cet hommage est reproduit au chapitre 4.

CLÔTURE DE LA SESSION

226. Le PRÉSIDENT du Conseil des gouverneurs prononce un discours de clôture, dont la version intégrale figure au chapitre 4.
227. Il déclare la quarantième session du Conseil des gouverneurs close.
228. La séance est levée à 14 h 20.

Chapitre 3

C. Autres déclarations générales

Déclaration du Représentant de l'Autriche

Cette année, le Conseil des gouverneurs ne va pas seulement élire un nouveau Président, selon un processus ouvert et transparent, il va aussi se pencher sur l'itinéraire du FIDA à l'horizon 2030, et il est suivi du lancement d'un nouveau cycle de reconstitution. À l'échelle mondiale, les pauvres vivent majoritairement dans des zones rurales, et l'Autriche croit fermement qu'une transformation durable et inclusive du monde rural sera essentielle, surtout si nous voulons relever le défi de l'éradication de la pauvreté et de la faim, tout en réduisant les inégalités. Même si certains rejoindront les zones urbaines, avec tous les risques notoires que cela implique, nous partageons le point de vue de l'une des analyses du Groupe de la Banque mondiale selon laquelle la population rurale des régions les moins développées pourrait même connaître une légère augmentation, au point qu'en 2030 jusqu'à 700 millions de ruraux pauvres devront être libérés de la pauvreté. Dans ce contexte, il va de soi que l'essentiel des gains de revenu nécessaires pour éliminer la pauvreté d'ici à 2030 devront provenir d'activités menées dans les zones rurales. En outre, selon une autre analyse du Groupe de la Banque mondiale, la croissance issue de l'agriculture est deux à quatre fois plus efficace pour réduire la pauvreté que la croissance issue d'autres secteurs.

Le FIDA, avec son mandat spécialisé, est donc en très bonne position pour contribuer de façon essentielle à atteindre ces objectifs. Pour nous, le rôle du FIDA va au-delà de la mobilisation d'investissements pour le développement de l'activité des petits exploitants, et au-delà de l'appui à une productivité accrue de l'agriculture paysanne et des artisans pêcheurs. Nous partageons le point de vue du FIDA et soutenons son approche globale du développement rural tout en continuant à mettre l'accent sur les groupes les plus vulnérables, en situation d'insécurité alimentaire. Cela implique de promouvoir des systèmes agricoles qui ne sont pas seulement plus intelligents face au climat, mais qui bénéficient aussi d'une meilleure productivité ainsi que d'un accès au marché et qui renforcent le développement rural durable en améliorant les perspectives d'emplois agricoles et non agricoles.

Le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, qui reconnaît le rôle du FIDA dans la lutte contre la pauvreté et la faim, constitue une base solide pour relever ces défis. Il donne pour objectif au FIDA d'agir "encore plus, encore mieux et de manière encore plus avisée". L'Autriche partage l'analyse du Fonds selon laquelle l'objectif général du FIDA en matière de développement est d'investir dans les populations rurales afin que celles-ci parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire grâce à des moyens de subsistance rémunérateurs, durables et résilients. Toutefois, le nouveau Président devra faire preuve de dévouement et d'une direction dynamique pour mettre à profit les enseignements tirés et chercher des partenaires pour consolider l'assise financière du FIDA ainsi que pour améliorer sa capacité à attirer des investissements dans les zones rurales. En outre, des partenariats et des coalitions seront indispensables pour accroître la visibilité du Fonds et renforcer son rôle de multiplicateur de savoirs.

Enfin et surtout, un aspect que l'Autriche considère comme extrêmement important est la participation du secteur privé. Le secteur privé joue un rôle essentiel puisque sans emplois, il n'existe pas véritablement de possibilités de développement rural, et le risque de migrations internes ou internationales s'accroît. La création d'emplois est un investissement essentiel que le secteur privé peut offrir au développement. Le savoir-faire et l'innovation apportés par le secteur privé font partie intégrante de cette solution, de même que les nouvelles capacités technologiques, et les produits et services qui améliorent la vie des habitants des zones rurales. Nous envisageons pour le FIDA un rôle accru de catalyseur de l'investissement, contribuant à la création du climat des affaires nécessaire pour attirer les investissements du secteur privé et créer des petites et

moyennes entreprises dans les zones rurales. L'Autriche attend avec intérêt de collaborer avec le nouveau Président pour instaurer l'environnement financier et institutionnel du FIDA nécessaire à la réalisation de ces objectifs.

Déclaration du Représentant de la République fédérale du Brésil

Je tiens à féliciter M. Gilbert Fossoun Hounbo, ancien Premier Ministre du Togo, pour son élection en tant que nouveau Président du FIDA. Le Brésil a pleinement confiance en sa capacité à diriger le FIDA dans le nouveau paysage du développement multilatéral qui se dessine, dans lequel l'environnement porteur défini par les Objectifs de développement durable (ODD) et l'Accord de Paris sur le changement climatique est en contradiction avec une réalité où il est difficile d'obtenir les ressources financières nécessaires à la concrétisation de nos attentes.

Nous reconnaissons tous que le Président Kanayo Nwanze a accompli de grandes choses durant son mandat et qu'il laisse le FIDA en bonne position pour continuer à évoluer en s'adaptant à une situation en perpétuelle mutation ainsi qu'aux défis et opportunités qui se présenteront dans les années à venir. Nous devons mettre à profit l'héritage du Président Nwanze pour rendre le FIDA plus pertinent et plus efficient. Cela suppose de rationaliser ses opérations en recherchant une interaction optimale entre le siège et les bureaux de pays, de travailler plus étroitement et de façon mieux coordonnée avec les autres organismes ayant leur siège à Rome ainsi qu'avec d'autres institutions multilatérales, d'inventer des façons novatrices d'aider les communautés rurales et d'étudier des moyens de renforcer la capacité financière du Fonds, y compris en ayant recours à des sources de financement nouvelles et innovantes.

Il s'agit d'étapes nécessaires pour parvenir à des résultats plus efficaces et reproduire à plus grande échelle les activités du FIDA au cours des prochaines années. Je suis certain qu'avec les efforts concertés de tous les États membres, de M. Hounbo et du secrétariat, le FIDA peut apporter une grande contribution à la réalisation des ODD, et notamment de ceux qui sont les plus pertinents pour le mandat du FIDA.

Le Brésil et le FIDA ont forgé un partenariat fructueux. Nous espérons le renforcer, en travaillant main dans la main pour intensifier l'impact des projets du FIDA au Brésil et collaborer plus étroitement avec le FIDA afin de promouvoir la Coopération Sud-Sud et triangulaire. Les réalisations du FIDA au Brésil constituent une référence valable pour d'autres pays en développement, non seulement pour des pays à revenu intermédiaire, mais aussi pour des pays moins avancés.

Pour conclure, je tiens à exprimer notre plus profonde gratitude au Président sortant, M. Kanayo Nwanze, à qui nous souhaitons tout le succès possible dans le cadre de ses activités futures. Je tiens également à promettre au nouveau Président que nous ferons tout notre possible pour l'aider dans l'accomplissement des tâches importantes qui lui reviennent en tant que responsable de cette organisation.

Déclaration du Représentant du Burkina Faso

Ma délégation adresse, tout d'abord, ses sincères félicitations au nouveau Président du FIDA pour sa nomination. Elle lui exprime toute sa disponibilité à l'appuyer à l'atteinte des missions à lui confiées.

Très honorée par l'invitation faite au Burkina Faso, ma délégation salue et adhère aux différentes déclarations faites et joint sa voix celle des autres pays, au sujet de la thématique de la présente session.

L'élimination de la pauvreté demeure le plus grand défi auquel l'humanité doit faire face et un préalable indispensable au développement durable. Construire un avenir durable exige d'intensifier nos efforts visant à éliminer l'extrême pauvreté et la discrimination, afin d'assurer que chacun puisse exercer pleinement ses droits fondamentaux. La pleine participation des personnes vivant dans la pauvreté, surtout les populations rurales, doit être au centre des politiques et des stratégies visant à bâtir un avenir durable. De cette façon, nous pouvons garantir que notre planète et nos sociétés puissent répondre aux besoins et aux aspirations de tous - et pas seulement à ceux de quelques privilégiés - dans le souci des générations actuelles et futures.

Il nous faut donc revoir la stratégie de notre lutte, à savoir promouvoir un développement qui soit durable et essentiellement centré sur l'homme. À cet effet, nous sommes tous interpellés sur la nécessité de donner un visage humain au développement.

L'extrême pauvreté et la forte vulnérabilité de l'économie face aux chocs extérieurs continuent d'affliger les populations subsahariennes de l'Afrique. La pauvreté dans la plupart des pays africains est surtout un phénomène rural. C'est dire que le choix du FIDA d'investir dans les populations rurales nous paraît fort approprié.

Le FIDA, en s'employant à la réduction de la pauvreté en milieu rural dans les pays en développement, marque son engagement et son leadership mondial en matière d'investissement en faveur de l'agriculture paysanne et des populations et communautés vulnérables du monde rural.

Cette volonté du FIDA d'éliminer la pauvreté conformément à l'Agenda 2030 à travers les Objectifs de développement durable (ODD) s'inscrit parfaitement dans la vision du Burkina Faso définie dans son Plan national de développement économique et social. Cette vision est: "le Burkina Faso, une nation démocratique, unie et solidaire, transformant la structure de son économie et réalisant une croissance forte et inclusive, au moyen de modes de consommation et de production durables". En d'autres termes il s'agit de transformer structurellement l'économie burkinabé, pour une croissance forte, durable, résiliente, inclusive, créatrice d'emplois décents pour tous et induisant l'amélioration du bien-être social.

En effet, le défi majeur de nos pays, pour éradiquer la pauvreté, demeure la promotion d'une croissance pro-pauvre et durable, tenant compte des caractéristiques de cette pauvreté que sont sa féminité et sa ruralité. Relever ce défi passe nécessairement par une transformation inclusive et durable du monde rural qui concentre l'essentiel des populations, les plus pauvres parmi les pauvres, vivant de l'agriculture et des activités connexes pour leur subsistance. Cela offre une place de choix au développement du secteur agricole, toute chose qui contribuera à créer des opportunités d'emplois pour nos populations.

C'est pourquoi le soutien de la communauté internationale à travers des investissements structurants dans ce secteur devrait être une priorité au niveau mondial pour accroître la résilience des populations rurales.

Ainsi, les ambitions affichées du Burkina Faso pour ce secteur, pour les prochaines années, sont clairement définies: assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle d'une population de plus en plus croissante dans un contexte de développement durable impliquant particulièrement les jeunes et les femmes dans un processus de modernisation des exploitations agricoles. Cela se fera en rendant les

exploitations agricoles familiales plus professionnelles et plus performantes à mesure d'accroître durablement leur productivité.

Aussi, partant du principe que le développement doit impliquer les personnes vivant dans l'extrême pauvreté, le Burkina Faso salut l'importance que le FIDA accorde à l'autonomisation des jeunes et des femmes, en particulier ceux vivant en milieu rural, comme un moyen efficace de lutte contre la pauvreté et l'amélioration du bien-être social. En effet, le Projet Neer-Tamba, financé par le FIDA et mis en œuvre au Burkina Faso sur la période 2013-2021, illustre bien cet engagement en visant à contribuer à l'amélioration des conditions de vie et des revenus d'environ 40 000 ménages défavorisés (dont un tiers au moins de jeunes ménages) et près de 30 000 femmes.

De plus, les multiples interventions du FIDA ont permis d'obtenir des résultats significatifs en référence à la promotion de nouvelles stratégies de fourniture de biens et services par le secteur public et le secteur privé dans le domaine de l'agriculture paysanne ainsi qu'à la création d'un modèle de partenariat public privé pour le développement de microentreprises rurales au profit de nos populations les plus vulnérables.

Pour clore notre déclaration, nous renouvelons, une fois de plus, nos vives félicitations au nouveau Président du FIDA. Nous exprimons également toute la gratitude du Gouvernement et du peuple burkinabé aux nombreux amis et partenaires au développement qui nous accompagnent toujours sur les chantiers du développement de notre pays. Au FIDA, nous réitérons toute notre reconnaissance pour l'appui inestimable chaque fois que nous l'avons sollicité.

Le Burkina Faso s'engage à renforcer cette coopération pour le bien-être de nos populations.

Déclaration du Représentant du Burundi

Au nom du Gouvernement du Burundi et en mon nom propre, permettez-moi d'exprimer mon sentiment de gratitude envers le FIDA pour ses appuis multiples et multiformes qui contribuent à juste titre au développement du monde rural.

En effet, le FIDA est l'un des partenaires privilégiés du Gouvernement du Burundi en ce sens que le portefeuille du FIDA au Burundi est de 216 549 448,00 USD de dollars américains répartis entre cinq projets et programmes qui couvrent à eux seuls 13 des 17 provinces rurales du pays.

Nous apprécions très vivement l'engagement du FIDA d'investir dans le monde rural car cette vision est partagée par le Gouvernement du Burundi qui a bien compris et reconnaît que le meilleur investissement est celui orienté vers les populations rurales pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. En effet, au Burundi, c'est dans les zones rurales que vivent plus de 90% de la population constituée de jeunes femmes et hommes dynamiques et enthousiastes, utilisant malheureusement des outils moins modernes et qui n'ont pas accès à des services financiers ruraux pour la transformation de leurs communautés.

Grâce à votre appui, Monsieur le Président, le FIDA a touché plus de petits exploitants vivant en zones rurales, et a apporté une transformation du monde rural qui se matérialise par l'augmentation de la production agricole et d'élevage; l'amélioration de niveau de vie de la population, un habitat amélioré ainsi que le pouvoir de scolarisation de leurs enfants acquis.

Le Gouvernement du Burundi salue la bonne collaboration avec l'équipe du FIDA dans la mise en œuvre de ses projets/programmes et du nouveau COSOP qui tient compte des besoins de la population en matière d'adaptation au changement climatique et de réduction de la malnutrition.

En effet, tout comme les autres pays du monde, le Burundi n'a pas été épargné des effets de changements climatiques qui ont eu des conséquences graves pour le secteur agricole avec une baisse de la récolte de la saison 2016-2017.

Nous espérons que le Projet d'appui à l'inclusion financière au Burundi va permettre d'adopter des mesures d'atténuation et d'accompagnement de nos petits exploitants en faveur d'une agriculture durable et inclusive.

Dans le souci de sortir le monde rural de l'extrême pauvreté à l'horizon 2030, le Gouvernement du Burundi, à travers le Ministère de l'agriculture et de l'élevage a déjà mené des réflexions sur les domaines prioritaires à développer au cours des dix prochaines années avec le FIDA à savoir:

- le développement des céréales: filière riz et maïs;
- l'intensification de l'élevage et le développement de la filière lait;
- l'inclusion financière agricole;
- le développement de la filière horticulture.

Le gouvernement sollicite l'appui indéniable du FIDA pour l'élaboration et la mise en œuvre des projets et programmes dans les domaines ci-haut cités.

Nous sommes également satisfaits du fait que le COSOP préconise une stratégie d'intervention différenciée par province ou par région au moment où, le Gouvernement du Burundi, à travers le Ministère de l'agriculture et de l'élevage vient de mettre en place la politique d'intensification agricole à travers la régionalisation des cultures couplée avec la subvention des semences.

Nous ne manquerons également de féliciter le FIDA de son esprit de travailler en synergie avec les autres acteurs notamment l'idée de renforcer les relations de partenariat avec les départements et organismes gouvernementaux, le groupe des partenaires de développement, y compris le système des Nations Unies.

De son côté, le Gouvernement du Burundi s'engage à continuer comme dans le passé à contribuer à la Onzième reconstitution des Fonds FIDA.

Avant de terminer mon propos, permettez-moi d'exprimer, au nom du Gouvernement du Burundi, toute la gratitude du Gouvernement et du Peuple Burundais envers le FIDA pour les investissements consentis à notre pays et dont les effets et impacts sur l'accroissement de la sécurité alimentaire et la lutte contre la malnutrition sont visibles.

Déclaration du Représentant de la France

Une période cruciale s'ouvre devant nous. Nous faisons aujourd'hui face à un défi majeur, qui est non seulement de préserver les progrès obtenus depuis plusieurs décennies en matière de développement et de lutte contre la pauvreté mais également d'aller au-delà promouvant un développement qui soit réellement durable. En 2015, la communauté internationale a démontré qu'elle était prête à assumer ses responsabilités: à Addis-Abeba, en juillet, avec la conférence sur le financement du développement, à New York, en septembre, par l'adoption d'un Agenda 2030 pour le développement durable, endossé par les chefs d'État ou de gouvernement du monde entier, et à Paris, en décembre, par la conclusion d'un accord ambitieux sur le climat. Aujourd'hui, plus que jamais, dans un contexte mondial incertain, le multilatéralisme et la coordination internationale doivent être au cœur des réponses et les solutions doivent être collectives.

Le FIDA est un bel exemple de succès du multilatéralisme et il est emblématique d'une aide au développement efficace et concentrée sur les pays et les populations qui en ont le plus besoin. Je tiens ici à saluer le travail des équipes du Fonds et tout particulièrement l'action du Président Nwanze, qui a su, ces huit dernières années, démontrer sur le terrain toute la valeur ajoutée du FIDA, par son action résolue contre la pauvreté et la faim dans les zones rurales. Au cours de ses deux mandats à la tête du FIDA, le Président Nwanze a porté des priorités chères à la France: le soutien aux petits agriculteurs, en particulier aux jeunes et aux femmes, le climat avec son intégration transversale dans les opérations du FIDA, une prise en compte renforcée des enjeux nutritionnels, la promotion de l'égalité de sexes et de l'autonomisation des femmes, l'importance du dialogue avec les autres partenaires, l'élaboration d'une stratégie spécifique visant les États fragiles. Il a su également ouvrir des chantiers essentiels pour l'avenir de l'institution avec, en particulier, la possibilité pour le Fonds de mobiliser de nouvelles sources de financement comme l'emprunt auprès d'acteurs souverains. Je souhaite également mentionner deux initiatives concrètes qui sont à l'actif du Président: la plateforme PARM et le programme ASAP. Pour toutes ces avancées je veux remercier chaleureusement le Président Nwanze.

Cette année est marquée par deux grands événements pour le FIDA: la préparation de la Onzième reconstitution des ressources du Fonds et l'élection d'un nouveau Président.

Les reconstitutions sont toujours l'occasion d'une réflexion en profondeur sur les grandes orientations du Fonds, ses modalités d'intervention, sa gouvernance. Le FIDA sait qu'il doit adapter son modèle et innover pour affronter les nouveaux défis qui se présentent à nous et participer pleinement à la réalisation des objectifs que nous nous sommes collectivement fixés à l'horizon 2030. Le Fonds sait aussi qu'il se doit de maximiser l'effet de levier de ses interventions, notamment en renforçant ses partenariats avec les autres bailleurs mais également avec les organisations paysannes, les organisations non-gouvernementales ou encore le secteur privé. La diversification de ses sources de financement, ébauchée avec l'ouverture aux emprunts souverains et qui pourrait s'étendre à terme au recours aux ressources de marchés, devrait faciliter l'atteinte de ces objectifs. L'aboutissement des discussions entre le FIDA et l'Agence française de développement pour la réalisation d'un prêt de 200 millions d'euros au FIDA illustre l'engagement de la France à accompagner le Fonds dans cette transformation.

J'insiste une nouvelle fois sur l'importance que la France attache à ce que les programmes du FIDA continuent de bénéficier en priorité aux pays les plus pauvres et les plus vulnérables. La solidarité doit rester le principe central du fonctionnement du Fonds. Certains pays bénéficiaires du FIDA occupent une place grandissante dans l'économie mondiale et je salue la part croissante qu'ils prennent également dans les reconstitutions. En parallèle, nous devons lancer une vraie réflexion sur les conditions tarifaires pratiquées par le FIDA. Le Fonds doit pouvoir davantage différencier les niveaux de concessionnalité en fonction du niveau de revenu des bénéficiaires, ceci afin de concentrer les ressources les plus concessionnelles sur les pays qui en ont le

plus besoin. Il nous semble que c'est une nécessité, à la fois en termes d'équité et en termes d'efficacité.

Je saisis cette opportunité pour présenter mes plus vives félicitations à M. Gilbert Fossoun Hounou, élu par le Conseil des Gouverneurs pour devenir le prochain Président du FIDA. La vision qu'il a développée dans son programme pour l'avenir du Fonds répond à notre souhait collectif que le FIDA soit une institution toujours plus reconnue, innovante et efficace. Le FIDA doit concentrer son action là où elle fait la différence et asseoir son positionnement parmi les institutions de développement à la fois comme chef de file en matière d'éradication de la pauvreté rurale et de précurseur dans les zones les plus reculées, afin d'y attirer des partenaires pour assurer un développement et une transformation rurale durables. Je suis convaincu que les priorités portées par la France, telles que le renforcement de la lutte contre les changements climatiques, continueront d'être pleinement prises en compte pendant le mandat de M. Hounou.

Pour conclure, je souhaite renouveler toute notre confiance en la capacité du FIDA à participer pleinement à un agenda international de l'aide ambitieux dans le cadre d'un multilatéralisme juste et efficace au service des populations rurales les plus pauvres.

Déclaration du Représentant de l'Italie

C'est pour moi un honneur et un plaisir de prendre part à cet important rendez-vous annuel. Je suis heureux de constater que le FIDA fait l'objet d'une attention croissante, comme en témoignent la forte participation à cette réunion, le nombre de candidats qualifiés qui aspirent à sa présidence et la volonté, récemment manifestée par plusieurs pays, de devenir membres de l'institution.

Cette année, le Conseil des gouverneurs est pour nous l'occasion de dresser un bilan de l'action du Fonds alors qu'une nouvelle reconstitution des ressources du FIDA (la Onzième reconstitution) est sur le point de débiter, processus que nous attendons avec optimisme tout en étant conscients des interrogations qui se posent.

La Conférence internationale sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba, et le Sommet des Nations Unies pour le développement durable qui a eu lieu l'été dernier constituent des avancées importantes sur la voie de l'édification d'un partenariat mondial pour le développement.

Ces deux manifestations ont jeté les bases pour la mise en place d'un modèle de développement ambitieux et inclusif, fondé sur un concept de citoyenneté mondiale.

Il nous faut maintenant préserver ces succès importants en termes de coopération internationale, et y donner suite.

Nous ne pouvons toutefois ignorer l'affaiblissement qui, depuis lors, menace l'assise de la coopération internationale.

Des deux côtés de l'Atlantique, on voit apparaître des tendances isolationnistes et protectionnistes, alimentées par la désaffection et la méfiance de l'opinion publique vis-à-vis de l'action collective internationale.

Le sentiment d'incapacité à faire face aux défis et aux craintes que génère la mondialisation tend à en voiler les avantages en termes de bien-être et de sécurité.

Ce contexte mondial difficile aura pour le FIDA d'importantes répercussions ainsi que des enjeux spécifiques pour l'institution et son nouveau Président.

Face d'une part à la multiplication des manifestations de désaffection vis-à-vis du multilatéralisme, et d'autre part à la persistance de situations budgétaires difficiles que connaissent de nombreux pays contributeurs, le FIDA doit sans attendre affirmer et renforcer son rôle sur la scène internationale.

Pour une organisation relativement petite comme le FIDA, le fait d'ignorer cette urgence pourrait comporter des coûts significatifs par rapport à des organisations concurrentes de plus grande ampleur et qui jouissent d'une majeure visibilité au profit de la mobilisation de ressources. Le FIDA risquerait ainsi d'être fortement pénalisé par le climat d'austérité budgétaire prévalant dans les pays donateurs et par le scepticisme croissant vis-à-vis du multilatéralisme. Il s'agit là d'un risque que cette institution ne peut se permettre de courir, car elle trahirait ainsi son mandat envers ses bénéficiaires, à savoir les petits agriculteurs dont le FIDA fait entendre la voix et dont il défend les droits au sein de la communauté internationale.

Le Fonds et son nouveau Président devront promouvoir au mieux le caractère unique de la mission du FIDA, son aptitude – sans égale parmi les institutions financières internationales – à investir dans le dernier maillon de la chaîne de valeur et à nouer des liens avec des associations et coopératives agricoles.

Ce caractère unique devra toutefois être exploité sous une bannière commune, celle de la plateforme romaine des organismes qui se consacrent à l'alimentation et à l'agriculture.

Ce n'est qu'en collaborant étroitement avec les deux autres agences romaines que la "proposition de valeur" du FIDA pourra gagner en efficacité sur le terrain et en crédibilité aux yeux des donateurs.

Ces défis ne pourront être relevés par le seul biais d'une action de communication et de marketing.

C'est avec des faits qu'il faudra lutter contre l'émergence du sentiment de méfiance à l'égard des politiques de développement et contre l'idée selon laquelle l'aide publique en faveur des plus démunis ne bénéficie pas toujours à ces derniers. Il sera tout d'abord nécessaire de garantir la plus grande transparence, une discipline budgétaire rigoureuse, une mesure systématique des résultats et un compte rendu précis de ceux-ci.

Pour donner aux bailleurs de fonds les preuves de sa force et de sa crédibilité, le FIDA devra élaborer un plan d'activité convaincant et réaliste, clairement axé sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et qui précisera:

- les domaines dans lesquels le Fonds intervient sur la base des avantages comparatifs dont il dispose;
- la contribution à la réalisation des Objectifs de développement durable afférente à sa mission;
- les ressources susceptibles d'être utilisées efficacement sur le terrain;
- les synergies d'ordre opérationnel et stratégique avec les deux autres organismes membres de la plateforme romaine.

À cet égard, nous appuyons l'initiative conjointe des trois listes visant à formuler et à proposer au nouveau Président un certain nombre de recommandations destinées à promouvoir la transparence et la redevabilité dans le domaine des résultats, les valeurs de l'intégrité professionnelle et institutionnelle, ainsi qu'une culture interne de l'évaluation dans une optique d'apprentissage constant.

Le parcours et les antécédents professionnels du nouveau Président constitueront les meilleures garanties du respect de ces engagements.

Par ailleurs, le FIDA devra s'efforcer de toucher plus directement, conformément à son mandat, les petits entrepreneurs agricoles, en mettant à profit les fonds supplémentaires dont il dispose, sa capacité d'atténuation des risques dont fait l'objet son portefeuille traditionnel, et son activité – reconnue – d'intermédiaire, de facilitateur entre les investisseurs et le monde des associations et des coopératives rurales.

En ce sens, la création du Réseau de financement et d'investissement en faveur de l'agriculture familiale (SAFIN) représente un premier pas important, qui permettra aux institutions internationales et aux gouvernements, aux organisations non gouvernementales, à la société civile et aux partenaires privés d'œuvrer ensemble. Sous l'égide du FIDA, ils partageront idées et bonnes pratiques, pour une action commune de plaidoyer en faveur de la finance au service de l'agriculture paysanne et, plus important encore, pour coordonner des initiatives concrètes visant à toucher les populations qui, jusqu'à présent, ne bénéficient des services offerts ni par les entités bancaires traditionnelles ni par les établissements de microfinancement.

Pour conclure, je voudrais exprimer au Président Nwanze, dont le mandat touche à sa fin, la gratitude du Gouvernement italien pour les résultats que cette institution a obtenus sous sa conduite, à une époque très difficile caractérisée par une flambée historique des prix et par les dramatiques conséquences de la crise alimentaire sur les populations des pays les plus pauvres du monde.

Je souhaite au Président Nwanze tout le succès possible pour son avenir professionnel.

Déclaration du Représentant du Japon

C'est pour moi un honneur de participer à cette quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Pour le Japon, cette réunion représente, avec la nomination du nouveau Président du FIDA et l'établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du Fonds, une occasion importante de promouvoir les efforts que cette organisation déploie à l'échelle internationale en faveur du développement agricole et rural. Le Japon attache une importance particulière aux trois axes essentiels ci-après, sur lesquels repose le partenariat qui l'unit au FIDA afin de promouvoir le développement agricole et rural:

- appui à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles;
- création de la chaîne de valeur alimentaire par le biais de partenariats public-privé; et
- instauration de sociétés durables moyennant des efforts destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

En premier lieu, l'appui à l'accroissement de la production et de la productivité agricoles dans les pays en développement. Avec la croissance rapide de la population mondiale, l'augmentation de la production vivrière, dans une optique d'amélioration de la sécurité alimentaire, est devenue un problème d'ampleur mondiale. Pour faire face à cette situation, le Japon a, par exemple, appuyé les efforts de la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), initiative établie dans le cadre de la quatrième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en 2008. En 2013, à l'occasion de TICAD V, le Japon a fait part de son intention de continuer à soutenir le programme CARD.

Deuxièmement, la création de la chaîne de valeur alimentaire par le biais de partenariats public-privé. Nous prenons acte du fait qu'il est essentiel de considérer la chaîne de valeur alimentaire dans son ensemble et de favoriser l'ajout de valeur, en fonction du marché, de sorte que les projets de développement dans le domaine de l'agriculture, de la foresterie et de la pêche aient pour effet direct l'accroissement des revenus des agriculteurs. Cela se traduira par un ajout de valeur, en particulier au profit de la chaîne alimentaire, moyennant la mise en lien de toutes les phases – production, transformation, distribution et consommation – tout en renforçant la valeur ajoutée de chaque phase. Dans cette optique, l'une des priorités de la Charte pour la coopération au développement, clé de voûte de la politique du Japon en matière d'aide publique au développement, porte sur la "croissance de qualité" et, partant, l'éradication de la pauvreté. Le Japon contribuera à développer l'agriculture, la foresterie et la pêche, notamment grâce à la promotion de filières alimentaires.

Troisièmement, l'instauration de sociétés durables et résilientes moyennant des efforts destinés à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. La sixième Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI) s'est tenue pour la première fois en Afrique, au Kenya, en août dernier. Le FIDA est l'un des dix membres du comité de pilotage de l'Initiative pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique, mise en place en 2016 dans le cadre de TICAD VI. Le Japon se félicite de la contribution du FIDA aux précédentes éditions de TICAD, en particulier l'appui financier offert à cette initiative.

Enfin, cette année, se tiendront les réunions de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA. À cette occasion, première reconstitution des ressources du FIDA depuis l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030 par l'Assemblée générale des Nations Unies, le Japon espère avoir des échanges fructueux non seulement sur l'orientation de l'action du FIDA, mais également sur la manière de renforcer la présence du Fonds au niveau international, en tirant au mieux parti des efforts qu'il déploie afin d'accroître les revenus des petits agriculteurs dans les zones rurales – mission centrale du Fonds – sur la base des Objectifs de développement durable. Le Japon continuera de contribuer activement à la réalisation des objectifs de développement au niveau international tels que l'éradication de la pauvreté et la garantie de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, par le biais d'une étroite collaboration avec le FIDA.

Déclaration du Représentant de Madagascar

La Délégation de Madagascar est honorée de prendre la parole devant cette auguste assemblée, à l'occasion de la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Je voudrais, pour commencer, remercier chaleureusement le Gouvernement et le peuple italiens pour leur hospitalité manifestée à notre endroit depuis notre arrivée.

Je voudrais également saisir cette occasion pour remercier chaleureusement M. Kanayo Nwanze pour le travail accompli en tant que Président du FIDA durant deux mandats, ce qui prouve la confiance qui lui a été accordée par l'ensemble des membres de l'Organisation.

Au nom du Gouvernement de la République de Madagascar, je voudrais féliciter le nouveau Président qui vient d'être élu. J'espère que sous votre Leadership, cette prestigieuse institution dont vous aurez la charge, continue à poursuivre et renforcer davantage l'appui aux populations rurales pauvres.

Par ailleurs, je me réjouis de la manière efficace et harmonieuse avec laquelle le Bureau conduit les travaux de cette session. Je saisis donc cette occasion pour transmettre au Président du Conseil et au Bureau les amitiés renouvelées de Son Excellence Monsieur Hery RAJAONARIMAMPIANINA, Président de la République de Madagascar, du Gouvernement et du peuple malagasy tout entier.

Je voudrais terminer mon allocution en réitérant encore une fois mes vifs remerciements au FIDA pour le soutien indéfectible au développement du secteur agricole et à la lutte contre la pauvreté dans le monde et dans les pays en voie de développement en particulier. Particulièrement, Madagascar a pu bénéficier de la participation active du FIDA lors de la Conférence des bailleurs et des investisseurs de Madagascar, qui s'est tenue à Paris en Décembre 2016. Nous en sommes entièrement reconnaissants.

En effet, Madagascar, a bénéficié de l'appui du FIDA dans plusieurs domaines de la production agricole et du développement rural, et nous nous sommes engagés à densifier notre réseau de partenaires techniques dans la mise en œuvre des programmes du FIDA pour atteindre les Objectifs du développement durable.

Je vous remercie de votre aimable attention.

Déclaration du Représentant des Maldives

C'est un grand honneur et un privilège pour ma délégation et moi-même d'être ici aujourd'hui. Au nom du Gouvernement et du peuple de la République des Maldives, je saisis cette occasion pour remercier et féliciter M. Kanayo F. Nwanze, le Président du FIDA, pour sa remarquable contribution à la mission du Fonds et aux progrès enregistrés aux Maldives ces huit dernières années, durant lesquelles il a dirigé avec brio l'institution. Ensemble, nous sommes parvenus au fil des ans à réaliser de nombreuses choses. Je tiens également à féliciter dès à présent le nouveau Président que nous nous apprêtons à élire. Je lui souhaite tout le succès possible pour porter cette organisation vers de nouveaux sommets.

Je voudrais aussi remercier le Gouvernement italien et les habitants de Rome, cette ville magnifique, ainsi que les hauts fonctionnaires et le personnel du FIDA pour l'accueil chaleureux qu'ils ont réservé à ma délégation et à moi-même.

À l'instar de nombreux autres petits États insulaires en développement, les Maldives sont confrontées à de multiples obstacles pour pouvoir trouver leur place dans l'économie mondiale. Notre population – 350 000 personnes environ – est disséminée sur près de 200 îles et plus de 800 kilomètres, du nord au sud, dans le vaste océan Indien. Par conséquent, nos marchés sont petits, et notre base de ressources naturelles est étroite, fragile et sujette aux bouleversements provoqués par les catastrophes naturelles. Pour ce qui est des recettes fiscales, des recettes en devises, de l'emploi et de la production intérieure, l'économie des Maldives repose exclusivement sur deux grands secteurs, à savoir la pêche et le tourisme. Malgré ces limites, et grâce à l'aide d'organisations telles que le FIDA, les Maldives ont considérablement progressé sur la voie du développement économique et social. De par la nature démographique du pays, les petites communautés établies dans les atolls périphériques sont plus vulnérables et leur subsistance et leurs moyens d'existence dépendent essentiellement de la pêche et de l'agriculture. C'est là que le FIDA nous a été d'une grande aide.

Les Maldives, comme d'autres petits États insulaires en développement, disposent d'une base économique très limitée. La pêche et l'agriculture continuent d'apporter leur contribution à l'économie, parallèlement au développement du tourisme où d'énormes progrès ont été réalisés. Compte tenu de la forte vulnérabilité du tourisme aux facteurs externes, la pêche et l'agriculture sont donc les seuls moyens dont nous disposons pour diversifier notre économie. Nous tirons parti du secteur du tourisme, qui s'est taillé une renommée mondiale, pour élargir les marchés de produits agricoles en provenance des coopératives à assise communautaire que cette grande institution a permis de créer. Nous sommes convaincus que de telles initiatives favoriseront la croissance dans le secteur de l'agriculture et de la pêche et, partant, permettront d'améliorer la sécurité alimentaire, de réduire la pauvreté et d'accroître les revenus des petits agriculteurs et des pêcheurs artisanaux. Plus de 50% des agriculteurs recensés aux Maldives sont des femmes. De ce fait, l'assistance en faveur de l'agriculture concourt également à l'autonomisation des femmes dans ce pays.

Alors que le projet de développement des coopératives touche à sa fin, nous devons examiner les résultats obtenus et tirer les enseignements des succès et des échecs du modèle de coopérative pour le développement de l'agriculture et de la pêche. Mais ce que nous souhaitons, c'est que le programme actuel puisse être étendu par le biais de nouveaux financements afin de développer d'autres coopératives à assise communautaire aux Maldives. Nous avons accordé la priorité à la création de filières, au développement et à la promotion des coopératives ainsi qu'aux réformes politiques susceptibles de favoriser la création, l'expansion et la stabilité des coopératives. Le Gouvernement des Maldives dispose de politiques centralisées visant à promouvoir les coopératives.

Le Projet de diversification de la pêche et de l'agriculture, rendu possible grâce à un prêt et à un don du FIDA aux Maldives, a été déterminant pour le renforcement des capacités dans ces secteurs. Il a conduit à l'adoption de nouvelles technologies et à une

augmentation d'ensemble des revenus des petits agriculteurs et des pêcheurs dans les îles périphériques des Maldives.

L'une des réalisations cruciales de ce projet a été la création de coopératives, l'accent étant mis sur l'accroissement de la production, la commercialisation et l'établissement de liens avec les distributeurs et les consommateurs. D'autre part, la formation et le développement des capacités au plan technique, de gestion et entrepreneurial ont renforcé la participation des communautés à la production et au développement agricole et halieutique, ce qui, à son tour, a renforcé la confiance du marché à l'égard des produits de l'agriculture et de la pêche – à la fois frais et à valeur ajoutée.

Compte tenu de l'expérience du modèle de filières actuellement mis en place dans le cadre du Projet de diversification de la pêche et de l'agriculture, nous sommes convaincus que de nouvelles coopératives de filières se développeront rapidement et auront un impact accru en termes de développement et de viabilité des activités pour de nombreuses communautés dans le besoin.

Les revenus tirés des ressources marines sont un domaine clé pour le Gouvernement des Maldives. Alors que les nations accordent une attention particulière aux ressources de la mariculture pour pouvoir tirer des avantages de l'immense zone marine, le don octroyé par le FIDA en faveur du Projet de développement de la mariculture a permis d'accroître les revenus et de créer des emplois pour les communautés à faible revenu. Le projet est axé sur la diversification des moyens d'existence et la réduction de la vulnérabilité, en particulier pour les jeunes et les femmes. Ces objectifs doivent être atteints par le biais du renforcement institutionnel et du développement de la filière de la mariculture.

Les possibilités d'emploi offertes aux agriculteurs et aux pêcheurs, notamment aux transformateurs des produits de la pêche et aux groupements féminins dans les îles, ont eu un impact global significatif sur le développement insulaire. Et dans le cadre de la priorité accordée par le FIDA aux politiques nationales favorisant l'égalité des sexes, le développement et le financement de projets sont envisagés dans des domaines où des emplois seraient créés à l'intention des femmes.

En conclusion, je voudrais exprimer toute ma gratitude au FIDA pour l'aide qu'il nous apporte et pour le rôle qu'il joue en faveur du renforcement de nos capacités nationales dans le secteur économique et social. Au fil des ans, ses efforts pour améliorer la qualité de vie des populations rurales grâce à des projets de développement ont eu un impact considérable. J'espère que les Maldives et le FIDA pourront continuer à œuvrer de concert au développement durable, que nous désirons tant.

Déclaration du Représentant du Népal

Ma délégation tient avant tout à féliciter chaleureusement tous les membres du Conseil des gouverneurs du FIDA qui prennent part à cette quarantième session. Je saisis cette occasion pour prendre acte de la contribution significative du Président en exercice, M. Kanayo F. Nwanze, à l'action et au dynamisme de l'organisation. Permettez-moi de saisir également cette occasion pour féliciter le Président du FIDA nouvellement élu, M. Gilbert F. Hounbo.

L'éradication de la pauvreté et le renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle constituent les éléments fondamentaux des objectifs de développement fixés à l'échelle internationale, tels que les Objectifs de développement durable (ODD). Pour pouvoir mener à bien le Programme de développement durable à l'horizon 2030, la communauté internationale se doit de satisfaire à ces exigences fondamentales.

Je pense qu'il est nécessaire d'harmoniser encore davantage les programmes et stratégies du FIDA de manière à pouvoir atteindre les ODD visés, au profit des pays et communautés pauvres qui doivent de toute urgence se libérer des effets débilissants de la pauvreté.

Au Népal, la stratégie de développement agricole sur 20 ans est en cours, son objectif étant de garantir la sécurité alimentaire et nutritionnelle et d'éliminer la pauvreté grâce à la modernisation, à la diversification et au renforcement de la production et de la productivité agricoles. Le Népal étant une nation majoritairement agraire où 80% de la population vit en milieu rural, il doit impérativement opérer une transformation structurelle durable du secteur agricole. Une agriculture moderne et commercialement viable sera à même de générer rapidement au profit des jeunes, au niveau local, des possibilités d'emplois agricoles et non agricoles. Les superficies cultivables à disposition sont limitées et l'agriculture paysanne prédomine; c'est pourquoi il est crucial pour nous de diversifier l'agriculture de manière à accroître la productivité. Pour ce faire, il est nécessaire de promouvoir l'innovation, l'introduction des technologies et intrants appropriés pour la culture, la transformation et la commercialisation des produits, la participation à des filières agricoles et l'adaptation à plus long terme au changement climatique. Notre pays dispose d'un atout – la diversité de ses paysages et de ses zones bioécologiques – qui nous ouvre des perspectives de croissance et de promotion d'activités telles que l'agroforesterie et l'agriculture biologique, ainsi que le développement de filières fondées sur la croissance verte et la demande du marché à cet égard.

Le Népal a bénéficié de financements octroyés par le FIDA, en appui à divers programmes de modernisation de la production agricole et de relance des communautés rurales. La prise en compte dans l'agriculture des questions relatives à l'égalité des sexes constitue désormais une autre question d'actualité. Nous espérons renforcer notre collaboration avec le FIDA et parvenir ainsi à éradiquer la pauvreté, à améliorer la sécurité alimentaire au niveau local et à transformer le paysage de notre développement rural.

Déclaration du Représentant du Nicaragua

Au nom du Gouvernement de la République du Nicaragua, j'ai l'honneur de féliciter le Président Nwanze pour l'excellente tâche qu'il a accomplie durant son mandat, parvenant ainsi à consolider la mission du FIDA en sa qualité de partenaire de choix dans le domaine du développement agricole et, en particulier, de l'éradication de la pauvreté en milieu rural.

Permettez-moi également de féliciter le nouveau Président de cette auguste institution. Mon gouvernement continuera de l'accompagner avec confiance et détermination face aux défis importants à relever.

Le nouveau programme mondial soulève des enjeux majeurs. Mon gouvernement redoublera donc d'efforts pour faire du Nicaragua un pays prospère et inclusif, moyennant la mise en œuvre de programmes visant à renforcer l'accès des agriculteurs aux marchés, aux services financiers et aux innovations technologiques.

À cet égard, l'évaluation dont ont récemment fait l'objet la stratégie et le programme mis en œuvre dans mon pays a non seulement conclu que la collaboration entre le FIDA et le Gouvernement du Nicaragua était essentielle, mais a également montré que ce partenariat stratégique, en favorisant l'appropriation et la participation, se traduisait par un impact notable en termes de réduction de la pauvreté au sein des communautés rurales et d'accumulation de nouveaux savoirs.

L'exécution du Projet de développement durable des familles rurales du Couloir sec du Nicaragua (NICAVIDA) a permis de recueillir des expériences et des bonnes pratiques dans des domaines jugés prioritaires par le Gouvernement du Président Ortega – adaptation de l'agriculture au changement climatique, création de filières et promotion de l'agriculture familiale au sein des communautés autochtones.

L'avantage comparatif du FIDA s'est indubitablement consolidé au cours des dernières années, faisant du Fonds une organisation reconnue au plan international pour son expertise et son action sur le terrain.

Le Programme 2030 mettra néanmoins le secteur rural sur le devant de la scène, avec de nouveaux enjeux et de nouvelles perspectives et options de développement, dans le respect de l'évolution de nos pays et de la croissance économique que nous connaissons.

À cet égard, les moyens d'exécution inclus dans les Objectifs de développement durable – mobilisation de ressources financières additionnelles et adoption de mesures spécifiquement destinées à promouvoir l'entrepreneuriat et l'innovation – supposent l'identification de nouvelles stratégies d'appui au développement rural, afin que les pays soient à même de se conformer aux priorités établies dans le cadre du Programme 2030.

Avec l'élargissement du champ d'action de la coopération, il est donc d'autant plus impératif de respecter l'engagement pris en faveur du financement du développement. En 2015, l'aide publique au développement pour le secteur rural n'a représenté que 9 milliards d'USD.

L'engagement et la volonté politique des gouvernements de notre région s'agissant de promouvoir et mettre en œuvre des stratégies de développement inclusives, durables et innovantes, l'éradication de la faim, l'égalité des sexes, l'action climatique, et la coopération Sud-Sud et triangulaire ont été entérinés dans la déclaration de politique générale et les déclarations spéciales faites à l'occasion du Cinquième sommet de la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est tenu à Punta Cana le mois dernier.

Alors que nos économies, en particulier l'économie rurale, sont parvenues à un nouveau stade de transformation, nous sommes convaincus que la spécificité de la mission du FIDA va dans le sens de notre engagement précis, dans la mesure où le Fonds s'attache à générer de nouvelles opportunités à plus grande échelle, à favoriser la croissance et à renforcer les capacités de tous les producteurs ruraux laissés pour compte du fait de la mondialisation.

Conscient de cette responsabilité, le Nicaragua réaffirme son engagement à collaborer avec cette institution et entend faire, le moment venu, son annonce de contribution à la Onzième reconstitution des ressources du FIDA.

Déclaration du Représentant des Seychelles

La République des Seychelles souhaite exprimer ses remerciements et sa reconnaissance au Président sortant du FIDA, M. Kanayo Nwanze, pour la clairvoyance, la précision et le dynamisme dont il a fait preuve au cours des huit dernières années. Nous ne doutons pas qu'il continuera à soutenir les causes pour lesquelles il a tant œuvré ici, au FIDA et nous lui souhaitons tout le succès qu'il mérite dans ses nouvelles fonctions.

C'est au cours du mandat du Président sortant que les Seychelles ont renoué leurs relations avec le FIDA, après une interruption d'une vingtaine d'années.

Le Projet d'innovations locales compétitives pour l'agriculture paysanne (CLISSA) vient de parvenir au terme de sa troisième année de mise en œuvre. Après deux premières années assez hésitantes, au cours desquelles nous avons eu beaucoup à apprendre du fait de l'absence de partenariat récent avec le FIDA, nous sommes heureux de vous annoncer que le projet a dépassé de 50% le niveau d'exécution financière. Nous espérons que le taux d'exécution du projet aura dépassé les 75% d'ici à la fin de cette année et que le projet sera mené avec succès jusqu'à son achèvement au cours de l'année 2018.

À ce jour, le projet a offert une formation à des petits agriculteurs et pêcheurs dans des domaines tels que le traitement après récolte, la transformation des produits, la gestion des pesticides, la sécurité en mer et le développement des agro-industries.

Il a également permis de réparer les équipements d'irrigation et d'en augmenter la capacité sur deux îles, améliorant ainsi la fourniture en eau d'irrigation, y compris pendant les périodes plus sèches. Compte tenu des variations climatiques et des incertitudes en la matière, tout doit être mis en œuvre pour assurer un approvisionnement stable et constant.

Le projet CLISSA a aidé des établissements, tels que le Centre de recherche de l'Agence agricole et les magasins d'approvisionnement, à renforcer leur capacité afin d'améliorer la qualité des services et des conseils offerts au secteur agricole en matière de technologies et d'intrants. Un soutien similaire a été apporté aux établissements de formation agricole et halieutique.

L'un des programmes les plus concrets du CLISSA est la formation en techniques d'agriculture périurbaines proposée aux jardiniers amateurs dans diverses communautés. Au cours des deux dernières années, environ 300 personnes ont appris à mieux utiliser la surface limitée dont ils disposent pour cultiver des fruits et des légumes.

Ce programme a eu des effets bénéfiques notables sur la nutrition et le budget des familles. Simultanément, la pratique de l'agriculture au niveau familial se communique aux enfants avec ses plaisirs et ses avantages et peut sûrement contribuer à la formation de la prochaine génération d'agriculteurs!

En outre, le programme du pays concourt à la constitution d'un stock de matériel génétique végétal dans les trois principales îles des Seychelles.

Pendant ces trois années, l'organisme chef de file du projet CLISSA, l'équipe de gestion de projet et les partenaires d'exécution ont beaucoup appris et ont acquis une expérience précieuse. Le Gouvernement des Seychelles se joint à toutes ces personnes pour remercier le Conseil d'administration, la direction et le personnel technique du FIDA pour leur soutien inestimable qui a permis d'accomplir des progrès constants.

Nous nous appuyerons sur les succès obtenus grâce au projet CLISSA pour poursuivre notre engagement auprès du FIDA. Nous envisageons d'aider les petits cultivateurs et les pêcheurs artisanaux, notamment les femmes et les jeunes, à créer des agro-industries dans le cadre d'un programme national de relance du développement de l'agriculture et de la pêche, dont l'objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et d'augmenter la quantité de produits locaux attractifs pour l'industrie touristique et hôtelière.

Les Nations Unies ont proclamé 2017 Année internationale du tourisme durable pour le développement. C'est à juste titre, selon nous, que le tourisme, principal secteur économique du pays, bénéficie aussi directement aux petits agriculteurs et pêcheurs, ces derniers pouvant contribuer au développement d'un tourisme durable.

Comme dans d'autres petits États insulaires en développement, l'écosystème et l'économie des Seychelles sont extrêmement vulnérables aux facteurs environnementaux et économiques mondiaux. L'adaptation au changement climatique est un défi majeur, de même que l'instauration d'une économie viable.

Compte tenu du peu de terres dont dispose un État insulaire, nous devons nous tourner vers l'océan pour assurer notre sécurité alimentaire et notre développement. Nous devons renforcer la capacité des petits pêcheurs à participer à l'initiative "Économie bleue" du pays et à en retirer des bénéfices.

Le FIDA est un partenaire précieux dans notre lutte pour la réduction de la pauvreté, l'autonomisation des femmes et des jeunes et le développement durable en général. Les activités soutenues par le FIDA atteignent les régions qui en ont le plus besoin. Dans un pays comme les Seychelles, un don ou un prêt apparemment modeste peut jouer un grand rôle dans la résolution de problèmes majeurs en matière de développement. Sans cet appui, les problèmes s'aggravaient, laissant un potentiel inexploité considérable. Les acquis obtenus de haute lutte nécessitent un soutien ciblé pour être pérennes.

Nous espérons accroître le partenariat fructueux que nous avons de nouveau établi avec le FIDA.

Nous encourageons le FIDA à collaborer avec la FAO et d'autres agences des Nations Unies, ainsi qu'avec d'autres partenaires multilatéraux. Nous accueillons favorablement toute participation à des programmes sous-régionaux ciblant des populations démunies et vulnérables de différents pays.

Les Seychelles félicitent le nouveau Président du FIDA pour sa nomination. Nous présentons à M. Gilbert Houngbo nos meilleurs vœux de succès à la tête du FIDA, afin que celui-ci contribue, conformément à son mandat, à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030.

Déclaration du Représentant de l'Afrique du Sud

Tout d'abord, je tiens à vous exprimer toute la reconnaissance de l'Afrique du Sud pour votre gestion fructueuse du FIDA. Nous vous souhaitons tout le succès possible dans le cadre de vos activités futures et espérons que votre successeur continuera de consolider les bases jetées durant votre mandat, exercé avec brio.

Permettez-moi de vous remercier pour votre excellente allocution lors de la conférence. Nous avons particulièrement apprécié vos précieuses observations.

Alors que le Conseil des gouverneurs se réunit pour la présente session, le monde fait face à des défis importants, mais aussi à des opportunités exceptionnelles. Il est donc impératif que nous apportions, de toute urgence, une solution à ces problèmes et que nous saisissons les opportunités qui peuvent se présenter pour garantir, en définitive, l'amélioration de la qualité de vie de tous les citoyens du monde, et notamment des plus vulnérables d'entre eux.

L'Afrique du Sud est déterminée à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, adopté en 2015, pour garantir le mieux-être de tous nos citoyens. L'Afrique du Sud, comme beaucoup de pays du Sud, est aux prises avec le défi croissant de l'éradication de la faim et de la pauvreté, en particulier dans les zones rurales. Pour relever ce défi, l'Afrique du Sud a décidé de concentrer son action sur l'investissement dans la production alimentaire, le développement d'infrastructures rurales visant à améliorer l'efficacité de la production agricole et l'accès des agriculteurs aux marchés. L'Afrique du Sud estime en outre qu'il importe de renforcer l'attention portée à la formation des petits exploitants, notamment, parmi eux, les femmes et les jeunes.

Le monde est confronté à un défi de taille, à savoir nourrir une population qui ne cesse de croître. Pour relever ce défi, l'une des solutions est d'encourager nos citoyens à se bâtir un avenir dans l'agriculture. Pour atteindre ce but, toutefois, les agriculteurs devront trouver les financements nécessaires pour acquérir l'équipement dont ils ont besoin et des semences résistantes à la sécheresse, et accéder à des méthodes d'irrigation adéquates pour lutter contre la dégradation de l'environnement, comme l'érosion des sols.

Collectivement, ces approches pourront, nous en sommes convaincus, commencer à endiguer le phénomène mondial d'exode des zones rurales vers les villes de personnes convaincues qu'elles y trouveront de meilleures opportunités. L'attention constante portée au secteur agricole dans les communautés rurales contribuera également au développement de perspectives d'emploi durables dans ces zones rurales, et favorisera une plus grande cohésion sociale et l'utilisation durable des ressources naturelles.

En conséquence, l'Afrique du Sud se félicite de l'engagement du FIDA d'investir dans les populations rurales et de contribuer à la transformation des zones rurales dans le but d'améliorer le sort des plus vulnérables, qui dépendent de l'agriculture pour leur survie au quotidien.

L'Afrique du Sud reconnaît que pour atteindre son objectif ambitieux d'élimination de la faim et de la pauvreté, il convient de ne pas perdre de vue l'aspect environnemental. Ces dernières années, la région de l'Afrique australe a été touchée par de graves sécheresses en raison du phénomène El Niño. L'Afrique du Sud s'est donc concentrée sur une agriculture intelligente face au climat qui prévoit l'utilisation de techniques pratiques éprouvées et d'approches pouvant aider l'agriculture, un secteur essentiel, à assurer la sécurité alimentaire, l'adaptation à la situation climatique actuelle et l'atténuation de ses effets sur notre production alimentaire.

L'Afrique du Sud apprécie le rôle clé qu'a joué, et que continue de jouer, le FIDA pour garantir que l'Afrique du Sud, mais aussi tous les pays en développement qui ont besoin d'assistance, est en mesure de faire de sa vision du développement rural, instrument de lutte contre la faim et la pauvreté, une réalité.

En conclusion, permettez-moi d'affirmer que le jour où les habitants des zones rurales pleureront uniquement pour de belles choses, nous estimerons alors qu'en effet le gouvernement aura tenu sa promesse d'"une vie meilleure pour tous".

Déclaration du Représentant de la Turquie

Je voudrais commencer par remercier M. Nwanze pour sa précieuse contribution au développement agricole tout au long de son mandat.

L'agriculture est un secteur stratégique, qui représente 40% de l'emploi mondial et 70% de la principale source de revenu des populations pauvres.

Les crises politiques, économiques et environnementales internationales fragilisent plus sévèrement les pauvres et les agriculteurs.

Nous nous félicitons de la place importante accordée dans le programme du FIDA aux Objectifs de développement durable visant à en éliminer les répercussions.

La Turquie considère le FIDA comme un partenaire majeur dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement rural.

Nous n'avons cessé d'augmenter notre contribution au FIDA; les travaux préparatoires de l'ouverture du bureau de pays du FIDA en Turquie ont également été menés à leur terme.

Au cours des 14 dernières années, la Turquie, dont le poids économique a doublé, s'est hissée au sommet de l'Europe en matière de production agricole.

La Turquie a accru son aide publique au développement international à hauteur de 4 milliards d'USD par an.

D'une certaine façon, nous supportons seuls le fardeau de l'Europe en accueillant plus de 3 millions de réfugiés en provenance de Syrie et d'Iraq.

Nous avons déjà dépensé plus de 20 milliards d'USD pour subvenir aux besoins essentiels de ces réfugiés.

Nous continuons néanmoins à soutenir les efforts déployés par les organisations internationales et à coopérer avec ces dernières pour répondre aux enjeux mondiaux.

À cette fin:

- Nous avons lancé la "Plateforme technique sur les pertes et gaspillages alimentaires" pendant la présidence turque du G20.
- Nous avons pris la tête de l'initiative ayant abouti à la déclaration par les Nations Unies de l'année 2016 comme "Année internationale des légumineuses" et contribué de façon significative aux travaux y afférents tout au long de l'année.
- Nous organiserons à Antalya, au moins d'avril prochain, la "Réunion des Ministres de l'agriculture turque et africains".

Dans un monde où la nature des enjeux et des conflits change, une évolution de l'architecture politique internationale est indispensable.

Il est donc essentiel que les organisations internationales adoptent une approche préventive et proactive.

C'est dans ce contexte que nous nous réunissons pour désigner le nouveau Président du FIDA.

Au moment de désigner le Président qui prendra les rênes du FIDA pour quatre ans, les Gouverneurs doivent porter une attention particulière aux caractéristiques suivantes:

- Les responsabilités assumées par le pays candidat dans l'arène internationale.
- Les compétences et les références des candidats.

La Turquie est un candidat légitime à la présidence du FIDA, compte tenu de son soutien aux efforts de développement international et des responsabilités qu'elle assume dans la crise des réfugiés.

Notre candidat est M. Ra it Perteve, que vous connaissez tous.

- Il a occupé avec succès le poste de Secrétaire du FIDA au cours des deux dernières années; il travaille depuis 30 ans dans le domaine de l'agriculture et du développement agricole.
- Il a collaboré avec de nombreuses organisations internationales, notamment la Fédération internationale des producteurs agricoles et la Banque mondiale.
- Il a également une grande expérience des politiques de haut niveau et de la diplomatie.

Précurseur expérimenté en matière d'agriculture et de développement rural, réformateur efficace capable de restructurer et d'obtenir des résultats, M. Perteve est à même, selon moi, de donner une nouvelle impulsion au FIDA.

C'est pourquoi je vous invite à soutenir le candidat de la Turquie, M. Perteve, à l'élection du Président du FIDA.

En conclusion, je tiens à ajouter que nous continuerons à contribuer à l'action du FIDA dans la lutte contre la pauvreté rurale.

Déclaration du Représentant des États-Unis d'Amérique

Nous remercions le Président Nwanze pour sa vision et la façon dont il a dirigé l'organisation durant ces huit dernières années, nous laissant ainsi un héritage formidable et durable. Le FIDA est une organisation soucieuse de l'excellence et de la responsabilité, qui s'attache à obtenir des résultats sur le terrain. Nous sommes impatients de travailler avec le successeur du Président Nwanze afin de mettre à profit ces succès et de consolider le rôle crucial que joue le FIDA s'agissant d'aider les pays à aller de l'avant sur la voie de la réalisation des Objectifs de développement durable et de la vision du Programme 2030.

Nous félicitons la direction et le personnel du FIDA pour leurs compétences et nous saluons leur engagement au service du développement rural, plaçant ainsi le Fonds à l'avant-garde du développement rural et des efforts déployés chaque jour dans l'intérêt de millions de petits agriculteurs. Nous tenons également à féliciter le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), source indispensable de savoir et d'analyse pour la direction et les États membres du Fonds, qui favorise un débat intense et sincère à propos des forces et des faiblesses de l'organisation tout en garantissant à l'action du FIDA intégrité et réflexion méthodologiques.

Grâce à l'intérêt qu'il prête à la croissance économique rurale dans des zones isolées où rares sont les donateurs qui interviennent, le FIDA aide à promouvoir des activités destinées à lutter contre la faim et la pauvreté dans le monde entier. L'engagement du FIDA contribue à favoriser une croissance inclusive et l'élimination de la pauvreté, de la faim et de la malnutrition dans les pays pauvres. De plus, le FIDA facilite l'accès des petits agriculteurs aux marchés et accroît la rentabilité de leurs activités agricoles. Il s'agit là de résultats susceptibles de renforcer la stabilité dans les États fragiles et de réduire les flux migratoires.

Lorsque le FIDA collabore de manière stratégique et responsable avec ses États membres, l'action de l'institution gagne en force et en efficacité. Nous encourageons vivement le Fonds à trouver les moyens de stimuler son efficacité en matière de développement et de promouvoir une utilisation optimale de ses ressources. Pour pouvoir exploiter les gains d'efficacité opérationnelle et porter à son maximum l'impact de développement, le FIDA devrait identifier des domaines de collaboration stratégique avec les autres organismes ayant leur siège à Rome qui œuvrent en faveur de la sécurité alimentaire mondiale ainsi qu'avec les institutions financières internationales. Alors que le FIDA envisage de modifier son modèle financier, nous invitons également la direction à accorder une attention particulière aux considérations d'ordre programmatique, administratif, légal et financier.

Au cours de l'année à venir, nous espérons poursuivre notre collaboration avec le FIDA et travailler de concert avec le nouveau Président pour construire une institution encore plus efficiente et efficace.

Chapitre 4

Déclarations et allocutions spéciales



Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus
Gurib-Fakim
Président de la République de Maurice



Son Excellence Maurizio Martina
Ministre des politiques agricoles,
alimentaires et forestières de la République
italienne



M. Kanayo F. Nwanze
Président du FIDA



Le Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze reçoit une plaque d'appréciation



M. Dinesh Sharma
Président du Conseil des gouverneurs



M Gilbert F. Houngbo
Président élu du FIDA

Allocution de bienvenue prononcée par le Président du FIDA à Son Excellence Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice

Merci Monsieur le président,

C'est pour moi un grand honneur que de souhaiter la bienvenue à Son Excellence la Présidente de la République de Maurice, Mme Ameenah Gurib-Fakim, à la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Permettez-moi, Excellence, au nom des États membres du Fonds, de vous exprimer nos plus vifs remerciements pour avoir bien voulu accepter de prendre la parole à la présente réunion.

Au fil des années, vous avez joué un rôle de tout premier plan en fournissant orientations et conseils en tant que Directrice générale du Centre International de Développement Pharmaceutique, Recherche et Innovation, que Professeur de Chimie organique, que Doyen de la Faculté des sciences et pro- Vice-chancelière de l'Université de Maurice, et aujourd'hui comme première femme Présidente de la République de Maurice.

Maurice a, dans l'ensemble, atteint les Objectifs du Millénaire pour le développement, spécialement dans les domaines de l'égalité entre les sexes et de la réduction de la pauvreté. Des progrès considérables ont été réalisés dans l'amélioration des conditions de vie de la population, et l'économie de Maurice est considérée comme l'une des plus propices aux activités commerciales en Afrique.

Il est très rassurant de noter que, nonobstant cela, Maurice continue d'accorder une grande importance à l'élimination de la pauvreté et à l'inclusion sociale, éléments considérés comme indispensables au développement durable au niveau mondial.

Excellence, je ne doute pas que nous profiterons de votre sagesse et de votre expérience, et nous attendons votre discours avec beaucoup d'intérêt.

Monsieur le président, avant que vous ne lui donniez formellement la parole, permettez-moi une fois encore de souhaiter la bienvenue au FIDA à la Présidente Ameenah Gurib-Fakim et d'exprimer nos sincères remerciements pour sa présence parmi nous aujourd'hui.

Discours liminaire de Son Excellence Mme Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Bonjour, et tous mes remerciements pour votre invitation. Je me sens particulièrement honorée de me trouver parmi vous en cette occasion de bon augure. Je souhaite remercier Son Excellence M. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA, pour son invitation à prendre la parole devant cette illustre assemblée.

Vous avez devant vous une femme africaine, qui est née et qui a grandi sur la petite île de Maurice. Mon pays insulaire m'a donné le meilleur de ce qu'il avait à offrir, et c'est là que j'ai pu observer de mes propres yeux l'immense contribution des femmes au programme de développement de mon pays.

Lorsque je voyage sur le continent, je suis émerveillée de constater l'ampleur de la contribution de celles qui "soutiennent la moitié du ciel" au développement des sociétés. Lorsque je pense aux femmes illustres de l'Afrique, me vient immédiatement à l'esprit le nom de Wangari Maathai, qui a passé toute sa vie à protéger l'environnement et les forêts de son Kenya natal.

Je pense à Dora Akunyili du Nigeria, qui a consacré une si grande partie de son temps au progrès de médicaments de qualité. Il y a aussi les musiques inoubliables de l'égyptienne Oum Kalthoum, et de Miriam Makeba, du Transkei, en Afrique du Sud.

Le continent africain regorge de talents, de ressources et de potentiel. Lorsque je pense à l'évolution du continent, je ne peux qu'envisager un avenir où l'énergie, la créativité et les talents, ainsi que le potentiel des savoirs traditionnels et ancestraux de notre peuple contribueront à nous définir.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

En tant que scientifique et que femme musulmane, j'ai bâti toute ma carrière en me hissant sur les épaules de femmes anonymes qui ont si généreusement partagé avec moi leurs immenses savoirs, infiniment précieux.

J'ai eu le grand honneur d'explorer ce précieux savoir traditionnel dans mon pays et, par la suite, celui trouvé sur le continent. Mais pour être honnête, après plus de 20 années passées dans ce domaine, je n'ai fait qu'effleurer la surface. De ce point d'observation, je fais toujours référence à la biodiversité africaine et aux données associées comme "l'or vert de l'Afrique".

C'est que les systèmes de savoirs autochtones, s'ils sont correctement mobilisés, peuvent accroître les rendements agricoles, promouvoir une meilleure santé, et préserver notre approvisionnement en eau dans un climat en évolution. Il existe de nombreux domaines communs, où science et savoirs traditionnels se rencontrent, et peuvent être des alliés naturels pour le bien commun de nos sociétés.

Les femmes africaines sont les gardiennes de ces informations. Vu dans ce contexte, le moment est venu de poser plusieurs questions essentielles. Si elle est équipée du savoir scientifique adéquat et si elle dispose des instruments appropriés, quel rôle la femme africaine peut-elle jouer dans l'orientation des conversations reposant sur des données factuelles sur le développement du continent?

En cette période de transformation rapide du continent, comment peut naître une narration positive et pleine d'espoir? Les femmes africaines sont-elles à la hauteur de la tâche pour créer cet espace pour une citoyenneté participative plus active, pour se saisir des débats nécessaires et les diriger pour soutenir les évolutions positives en Afrique, que ce soit dans le domaine de l'agriculture ou de tout autre domaine d'activité? Sont-elles suffisamment autonomisées?

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Notre réunion se tient à un moment important de l'évolution de l'Afrique. L'Afrique, et en particulier l'Afrique subsaharienne, connaît des transformations sans précédent – économiques, sociales et culturelles. Les taux de croissance économique sont en hausse depuis deux décennies; plusieurs facteurs se sont conjugués pour contribuer à cette robuste croissance: envolée des cours des produits de base, amélioration de la gouvernance, solidité des fondamentaux macroéconomiques, engagement en faveur des réformes, et découverte de nouvelles ressources.

Le "continent sans espoir", comme l'avait décrit un magazine de premier plan, est devenu un "continent en essor". Malheureusement, la baisse récente des cours des produits de base se traduira, selon les estimations pour 2017, par une croissance atone, inférieure à 2%. Les estimations montrent que la croissance demeurera forte dans les pays d'Afrique à faible revenu, ce qui est de bon augure pour la lutte contre la pauvreté, la faim, la malnutrition et la maladie.

Mais ces évolutions, qu'il faut accueillir avec satisfaction, doivent aussi être replacées dans le contexte de réalités moins enthousiasmantes, de sorte que le célèbre verre ne soit plus qu'à moitié plein. L'Afrique subsaharienne demeure le centre de gravité de la pauvreté, où un trop grand nombre de nos concitoyens vivent sous le seuil de pauvreté.

Aujourd'hui, près de deux enfants sur cinq souffrent de malnutrition, et une femme sur huit souffre d'insuffisance pondérale. Les évolutions démographiques, les forts taux de croissance de la population, l'urbanisation rapide, l'affaissement des cours des produits de base et l'effondrement des prix du pétrole sont autant de facteurs qui constituent d'importants défis et menacent d'inverser les progrès durement acquis en matière de développement.

Je ferais preuve de négligence si je n'évoquais pas le changement climatique et la menace fondamentale qu'il représente pour le développement équilibré de l'Afrique subsaharienne. Dans cette région du monde, la production vivrière devra augmenter de 60% au cours des 15 prochaines années, et le secteur de l'agriculture sera le plus durement touché.

Faute d'adaptation, l'Afrique connaîtra de sévères baisses des rendements dans d'importantes zones de production vivrière, par exemple, les zones de culture du maïs dans l'ensemble de l'Afrique australe. Les précipitations sont de plus en plus irrégulières, en particulier dans les zones hyper-arides du Sahel. Les événements météorologiques extrêmes – sécheresses en Afrique orientale, inondations et cyclones en Afrique australe – voient leur fréquence et leur intensité augmenter.

Vous n'ignorez pas que quelque trois milliards de personnes vivent dans les zones rurales des pays en développement. Elles constituent environ 40% de la population mondiale, mais représentent plus de 70% de ceux qui, dans le monde, souffrent le plus de la pauvreté et de la faim. La plupart d'entre elles dépendent de l'agriculture pour leur vie et leurs moyens d'existence.

Il est donc essentiel, pour atteindre l'ODD1 (éliminer la pauvreté) et l'ODD2 (éliminer la faim) d'axer notre attention sur les populations rurales pauvres, et en particulier les petits agriculteurs. Ce n'est là qu'un instantané fugace des grands défis auxquels fait face notre continent. L'Afrique pourrait facilement doubler la productivité de sa production vivrière, simplement par une meilleure gestion des terres agricoles existantes. C'est un fait bien établi que l'agriculture constitue, dans les pays en développement, un moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté.

En Afrique, ce sont les femmes des zones rurales qui nourrissent leurs régions respectives. Investir dans l'autonomisation des femmes améliorera la production agricole et réduira la facture des importations alimentaires de l'Afrique, qui s'élève aujourd'hui à près de 35 milliards d'USD par an, non compris le poisson. L'agriculture devrait demeurer au cœur de la transformation technologique de l'Afrique, puisque le continent

possède 60% des terres arables de la planète. Plus d'un milliard de personnes, dans le monde, vivent encore en situation de pauvreté, dont un fort pourcentage sur le continent africain. En l'absence d'un secteur agricole prospère, les Africains seront en majorité exclus de la vague montante de la prospérité.

Les biotechnologies modernes peuvent aussi offrir des moyens de transformer les produits agricoles, ainsi que des technologies radicalement innovantes pour lutter contre des maladies rares et réduire notre empreinte écologique. Ainsi, plus de 18 millions d'agriculteurs, à travers le monde, utilisent les biotechnologies agricoles pour accroître les rendements, prévenir les dommages causés par les insectes et les ravageurs, et réduire l'impact de l'agriculture sur l'environnement. Les bio-raffineries peuvent convertir la biomasse renouvelable pour contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Il est désormais établi que les innovations dans le domaine des TIC modifient de manière spectaculaire les modèles opérationnels des gouvernements et des entreprises en Afrique, et constituent en dernière analyse un moteur pour l'entrepreneuriat et la croissance économique. Le Kenya a ouvert la voie, avec le programme Kilimo Salama, qui fournit une assurance récolte aux agriculteurs par le biais de la passerelle de paiement M-PESA et les aide à mieux gérer les risques naturels comme la sécheresse ou les précipitations excessives.

Au Malawi, un projet en rapport avec la déforestation forme les communautés locales afin qu'elles puissent cartographier leurs villages au moyen de dispositifs GPS, et il les autonomise afin qu'elles parviennent à élaborer des stratégies locales d'adaptation grâce à la participation des communautés.

Les TIC contribuent aussi à promouvoir la bonne gouvernance en Afrique, en rationalisant la fourniture des services publics, en augmentant la participation des citoyens à la gouvernance et en contribuant à accroître la transparence, l'efficacité et la redevabilité. Il devient de plus en plus évident qu'investir dans la science, la technologie et l'innovation n'est plus une simple option. Le développement durable de la recherche et du développement en Afrique exigera un investissement accru et à long terme des gouvernements dans les domaines de la science et de la technologie, ainsi qu'une reconnaissance formelle des savoirs traditionnels, afin que nous puissions cultiver le capital humain et créer, pour aujourd'hui et pour l'avenir, un cadre de scientifiques équipé pour faire face aux défis multiples que doit surmonter notre continent.

C'est là que les institutions comme le FIDA font la différence.

Dans le rapport de 2016, le FIDA, par le biais de ses près de 40 années d'expérience, a ouvert la voie à la création de savoirs pour le développement rural. Le rapport montre que lorsque les populations rurales peuvent s'organiser et disposer d'un accès fiable à la terre, aux ressources naturelles, aux technologies, à la finance et aux marchés, leurs moyens d'existence et leurs communautés peuvent prospérer.

Cette transformation inclusive du monde rural peut être encouragée par le biais d'un développement axé sur les personnes, dans lequel les "bénéficiaires", et notamment les femmes, peuvent devenir les agents de leur propre développement. Ils peuvent participer à la prise de décisions, à l'exécution et contribuer à la transformation du monde rural.

La politique du FIDA en matière d'égalité entre les sexes et d'autonomisation des femmes garantit aussi que nos interventions contribuent à la réalisation de l'ODD5 concernant l'égalité entre les sexes. Les femmes ayant reçu une formation devraient aussi être encouragées à devenir des entrepreneuses. C'est là une bonne approche pour absorber les jeunes hautement qualifiées sortant des universités. Mais, dans le même temps, une culture de l'entrepreneuriat est essentielle.

Lors de sa visite au Kenya, le Président Obama avait souligné l'urgente nécessité de promouvoir l'entrepreneuriat en Afrique. Je le cite:

"L'entrepreneuriat crée de nouveaux emplois et de nouvelles entreprises, de nouvelles manières de fournir des services de base, de nouvelles façons de voir le monde – c'est

l'étincelle qui déclenche la prospérité. Il aide les citoyens à revendiquer leurs droits et à lutter contre la corruption.

L'entrepreneuriat offre une solution de rechange positive aux idéologies de violence et de division qui peuvent trop souvent hélas combler le vide lorsque les jeunes ne parviennent pas à imaginer un avenir pour eux-mêmes.

L'entrepreneuriat signifie appropriation et autodétermination, au lieu de dépendre simplement de quelqu'un d'autre pour vos moyens d'existence et votre avenir.

L'entrepreneuriat fait tomber les barrières entre les communautés et les cultures et bâtit des ponts qui nous aident à faire face ensemble aux défis communs.

Parce qu'il y a une chose que les entrepreneurs comprennent, c'est qu'il n'est pas nécessaire que vous soyez d'un certain type, ou que vous pratiquiez une certaine foi, ou que vous ayez un certain nom pour avoir une bonne idée".

En tant que scientifique qui s'est intéressée aux savoirs traditionnels, je suis devenue une femme entrepreneuse et j'ai transformé ces savoirs en une entreprise. Je suis demeurée convaincue, contre toute attente, que si les savoirs traditionnels sont explorés en mobilisant des technologies de pointe, les résultats seraient époustouflants.

Je suis si heureuse que les travaux de la chercheuse chinoise Youyou Tu m'aient donné raison: elle vient de recevoir le prix Nobel de médecine pour ses travaux sur la médecine traditionnelle chinoise et en particulier sur la plante médicinale *Artemisia annua* (Qing Hao), dont a été extraite l'artémisinine, un puissant agent de lutte contre le paludisme.

Par leurs savoirs traditionnels, les pays africains ont aussi donné au monde l'iboga, l'huile d'argan, le beurre de karité ainsi que des ingrédients extraits, entre autres, du baobab.

Il est clair que le développement commence par les personnes. Cela signifie qu'il faut écouter les populations locales détentrices de savoirs traditionnels. Elles n'ont peut-être pas fréquenté une université, mais elles peuvent faire preuve d'innovation. Elles peuvent nous faire découvrir des modes de réflexion et des pratiques qui ne sont pas limités par nos expériences et nos formations propres, et contribuer à atténuer, entre autres, les impacts du changement climatique.

Cela signifie aussi qu'il faut prendre le temps d'écouter ceux qui pratiquent les savoirs traditionnels, ceux qui ont transformé ces savoirs en projets et en produits. Très souvent, ce sont des femmes! Et pourtant, en Afrique, les femmes sont fortement sous-représentées dans les cours et les professions dans les domaines de l'éducation, de la science et de la technologie. Quelques pays, sur le continent, comme le Rwanda, montrent la voie et ont accru l'accès des filles aux niveaux primaire et secondaire.

Le fossé entre les sexes est toutefois profond. Dans les études débouchant sur des diplômes dans les domaines de la science et de la technologie, les étudiantes sont en moyenne de 30 à 40% moins nombreuses, alors qu'un accès équitable doit être au cœur de tout système éducatif moderne.

Il est désormais évident qu'investir dans la science, la technologie et l'innovation n'est plus une simple option. Le développement durable de la recherche et du développement en Afrique exigera un investissement accru et à long terme des gouvernements dans les domaines de la science et de la technologie, afin que nous puissions cultiver le capital humain et créer, pour aujourd'hui et pour l'avenir, un cadre de scientifiques équipé pour faire face aux défis multiples que doit surmonter notre continent. Ceux, peu nombreux, qui ont été formés ont déjà quitté le continent, entraînés par l'exode des cerveaux.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Cette évolution doit être inversée pour que l'Afrique prenne sa juste place dans une économie mondiale pleinement intégrée. Mobiliser les nouvelles technologies, promouvoir la recherche et le développement, concrétiser la recherche universitaire par

Le biais de l'entrepreneuriat, constituent autant de moyens de promouvoir la productivité, les possibilités d'emploi et la capacité de progresser vers le haut des filières de production.

L'Afrique ne progressera pas et ne prendra pas sa juste place aux premiers rangs mondiaux si elle ne va pas au-delà de la mentalité démodée des siècles passés, et tant qu'elle n'offrira pas à nos filles les mêmes droits et les mêmes possibilités qu'à nos fils.

Le Mahatma Gandhi a déclaré un jour:

"Lorsque vous investissez dans un homme, vous investissez dans une personne. Mais lorsque vous investissez dans une femme, vous investissez dans une communauté, une société et un pays".

Au sein des ménages ruraux, les femmes sont les principales dispensatrices de soins; et lorsqu'elles ont des revenus monétaires, elles sont davantage susceptibles que les hommes de les dépenser pour l'alimentation de leur famille et pour l'éducation et les soins de santé de leurs enfants. Il existe des preuves irréfutables de ce que l'éducation des femmes, leur santé, leur état nutritionnel et leur capacité de prendre des décisions ont un impact significatif sur la santé et l'état nutritionnel des enfants.

D'une productivité agricole accrue à l'augmentation de la production d'énergie, depuis des services de TIC plus efficaces et plus largement disponibles à de meilleures probabilités d'embauche autour des industries extractives, ainsi que le soutien au développement du capital humain dans le domaine de la science et la technologie, tous ces facteurs sont d'une importance décisive pour l'autonomisation de l'Afrique afin qu'elle tire parti de ses forces et des occasions qui se présentent.

L'Afrique est en marche. Nous avons toutes les raisons d'être optimistes pour notre continent. Mais, pour le développement soutenu et l'amélioration du sort de nos populations, nous continuerons à compter pendant encore de nombreuses années sur le soutien et l'engagement inébranlables des institutions internationales telles que le FIDA.

Sur ces paroles, je voudrais exprimer une fois encore ma sincère gratitude au FIDA pour l'invitation qu'il m'a adressée.

Je vous souhaite bonne chance et beaucoup de réussite dans vos projets.

Je vous remercie de votre attention.

Allocution de bienvenue prononcée par le Président du FIDA à Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne

C'est également un grand privilège pour moi que de souhaiter la bienvenue à Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne, à notre siège à Rome, à l'occasion de la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Il ne fait pas de doute que notre gouvernement hôte demeure, parmi ceux qui apportent leur appui au FIDA, l'un des plus solides et des plus généreux.

Nombre d'entre nous se souviendront que la sécurité alimentaire a été le thème majeur de l'EXPO Milan 2015.

Il y a à peine plus de deux semaines, nous avons été les hôtes conjoints d'une conférence internationale particulièrement réussie sur le thème "Investir dans la transformation inclusive du monde rural: approches novatrices en matière de financement." L'un des résultats de cette conférence a été l'annonce de la création du Réseau de financement et d'investissement en faveur de l'agriculture paysanne (SAFIN), une initiative visant à résoudre les défis du financement rural par le biais d'interventions et d'investissements coordonnés entre les secteurs privé, public et philanthropique, et les agriculteurs et les entreprises rurales.

La présidence italienne du G7, cette année, offrira une autre occasion importante de mettre en lumière le rôle pilote que joue l'Italie, au plan mondial, dans le domaine de la sécurité alimentaire et de l'agriculture.

Notre partenariat, qui se déploie sur plusieurs axes, ouvre la voie à de nouvelles possibilités fructueuses de transformation de l'agriculture, dans les pays en développement, en un secteur moderne, compétitif et dynamique sur le plan commercial.

Permettez-moi, Monsieur le président, d'exprimer mes sincères remerciements au Ministre Martina pour sa présence parmi nous aujourd'hui.

Discours liminaire de Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne

Monsieur le Président du FIDA,
 Madame la Présidente de la République de Maurice,
 Monsieur le président de la 40^{ème} session du Conseil des gouverneurs,
 Mesdames et Messieurs les Ministres et Gouverneurs,
 Mesdames et Messieurs les délégués,
 Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un privilège que de participer à la cérémonie d'ouverture de la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Au nom du Gouvernement italien, je voudrais souhaiter chaleureusement la bienvenue à Rome aux délégations des États membres et des observateurs.

Je souhaite, avant tout, exprimer ma profonde gratitude au Président Nwanze: au cours des huit années passées à la tête du FIDA, il a apporté une contribution significative au développement rural et à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales.

Les zones rurales ont connu, au cours de la décennie écoulée, une transformation toujours plus spectaculaire, qui a créé de nouveaux défis et de nouvelles possibilités pour les populations et les zones rurales à travers le monde.

La transformation du monde rural peut être, en effet, un puissant moteur de développement, capable d'extraire de la pauvreté des centaines de millions de femmes et d'hommes.

Pour que cela puisse se produire, il faut veiller à ce que – comme l'a souligné le Rapport sur le développement rural publié l'an dernier par le FIDA – ce processus soit inscrit sur une trajectoire inclusive et durable.

Inclusion et durabilité, comme le montre le Programme 2030, sont indissolublement liées. Une croissance qui ne produit de prospérité que pour quelques-uns, qui aggrave les inégalités, qui marginalise les composantes les plus fragiles de la société, ne peut prétendre être durable.

Pareillement, nous ne pouvons pas parler d'inclusion et de justice sociale sans promouvoir un accès équitable aux ressources naturelles et une utilisation responsable de ces ressources, dans le souci des générations futures.

Ce modèle de développement est fondé, avant tout, sur les personnes. Il s'appuie sur les petits agriculteurs et les producteurs ruraux, sur leurs énergies, et sur les espoirs de leurs enfants.

Il est fondé sur les femmes, piliers de l'économie rurale, encore trop souvent privées de leurs droits fondamentaux, à commencer par la propriété de la terre et des moyens de production.

Il est fondé sur les jeunes, à qui nous devons offrir la possibilité de construire leur propre avenir sur les terres où ils sont nés, et qui peuvent devenir la Génération Faim zéro: la génération qui sera victorieuse face au défi de la sécurité alimentaire.

Il est fondé, également, sur les communautés autochtones, dont le Forum a tenu ces jours derniers, à Rome, sa troisième réunion mondiale organisée par le FIDA. Leurs cultures et leurs savoirs traditionnels représentent une ressource précieuse, que le FIDA peut valoriser en fournissant les innovations nécessaires pour en garantir un avenir durable.

Investir dans les populations rurales, dans leur ténacité et leur créativité: tel a été, dès l'origine, le cœur de la mission du FIDA. Pour faire de ces femmes et de ces hommes les acteurs de la transformation du monde rural, il faut, en effet, supprimer les obstacles qui en limitent le potentiel, et en tout premier lieu la difficulté d'accès au crédit et à la couverture d'assurance, comblant ainsi le fossé entre le capital humain et le capital financier.

Aujourd'hui, le Conseil des gouverneurs est aussi appelé à élire le prochain Président du FIDA, dont nous espérons qu'il saura manifester une capacité de direction politique et une vision stratégique à long terme à la fois ambitieuse et réaliste, et gérer l'action du Fonds de manière efficiente et efficace.

Le développement rural inclusif et durable et la sécurité alimentaire figurent parmi les grands défis de notre époque. Dans un monde toujours plus interconnecté, la faim et la pauvreté, en particulier dans les zones rurales, constituent très souvent le premier maillon de la chaîne de facteurs qui conduit aux conflits, à l'instabilité, aux situations d'urgence humanitaire et aux migrations, thèmes auxquels nous porterons une attention considérable dans le cadre de notre présidence du G7.

Pour mettre un terme à ces fléaux, nous devons donc consolider – et dans certains cas, construire – les fondations de la paix, comme l'a rappelé à plusieurs reprises, y compris dans cette enceinte, le Président de la République, M. Mattarella.

La contribution des Nations Unies face à ce défi, et en particulier l'engagement conjoint du FIDA, de la FAO et du PAM, est remarquable. Et c'est justement pour cette raison, comme vous l'a dit hier notre "sherpa" du G7, que nous avons choisi de travailler conjointement avec les trois institutions à la préparation de l'Initiative de Taormina, avec la conviction que là où il y a la faim, il ne peut y avoir ni dignité ni sécurité.

Je voudrais par conséquent transmettre à ces trois institutions, et aux milliers de femmes et d'hommes de toutes les nationalités qui y travaillent chaque jour avec dévouement à travers le monde, souvent dans des conditions difficiles et dangereuses, le soutien et la reconnaissance du peuple italien.

L'Italie s'enorgueillit d'accueillir à Rome les sièges de ces trois grandes institutions des Nations Unies. Le rôle de pays hôte comporte d'importantes responsabilités. Il ne s'agit pas seulement d'en appuyer les activités avec conviction et générosité, comme nous le faisons, par exemple, à travers notre coopération au développement.

Il s'agit d'en faire vivre les idéaux dans la vie quotidienne de chacun des citoyens. Et de s'efforcer de diffuser ces valeurs de paix, de justice, de progrès et de soin pour notre planète. C'est cet objectif que nous avons défini dans le cadre de l'EXPO Milano 2015; ce sont les idées et les engagements concrets que nous avons voulu promouvoir avec la Charte de Milan, en commençant par la lutte contre les gaspillages et les pertes alimentaires.

Il s'agit de rappeler à chacun d'entre nous – des gouvernements aux organisations internationales, des associations de la société civile aux entreprises privées, des autorités locales aux simples citoyens – qu'un jour, la faim et la malnutrition auront disparu.

Pouvons-nous dire si ce jour est proche? Cela dépendra de l'engagement de chacun de nous. Chaque enfant, chaque femme, chaque homme, chaque personne âgée doit pouvoir atteindre l'objectif de "vivre à l'abri du besoin", dont nous avait parlé Franklin Delano Roosevelt dans le discours qui a posé les fondations mêmes des Nations Unies.

Le défi est extrêmement ambitieux, mais la victoire est possible. Il y a quelques années à peine, nous parlions simplement de réduire le nombre de personnes souffrant de la faim et de la malnutrition, et de réduire l'extrême pauvreté; aujourd'hui, nous proclamons haut et fort qu'il n'existe pas de chiffre acceptable. Nous œuvrons avec détermination, tous ensemble, vers l'horizon Faim Zéro, vers un développement rural qui mettra fin à la pauvreté.

Discours du Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze

Monsieur le président du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Bienvenue à la quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Permettez-moi tout d'abord de remercier nos orateurs de marque – Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib Fakim, Présidente de la République de Maurice, et Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne – pour leurs remarques pertinentes et leur plaidoyer en faveur de l'agriculture paysanne.

Je tiens également à saluer plus particulièrement les représentants des peuples autochtones, dont la réunion vient tout juste de prendre fin. Le FIDA s'est engagé à ce qu'ils puissent mieux faire entendre leur voix sur la scène internationale, et le débat qui se déroulera demain sera pour nous l'occasion d'écouter ce qu'ils ont à nous dire.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans quelques minutes débutera le processus qui conduira à la nomination du prochain Président du FIDA. Alors que le monde est confronté à des problèmes tels que les conflits, les migrations, le changement climatique et l'instabilité politique, et que les nations se sont engagées à éliminer la pauvreté et la faim d'ici à 2030 – 13 ans à peine –, choisir la personne appropriée est une lourde responsabilité. Je sais que votre choix sera guidé avant tout par ce qui est le mieux pour les populations rurales et leur développement et par ce qui est le mieux pour le FIDA, votre institution.

La vie des populations rurales est importante. Et le FIDA est important pour la vie des populations rurales.

S'il y a un enseignement tiré de l'expérience du FIDA que je souhaite vous voir transmettre à vos capitales respectives, c'est celui-ci: pour les nations qui sont fermement résolues à mettre en œuvre le Programme 2030, investir dans les zones rurales des pays en développement n'est pas un choix, mais une nécessité. Pourquoi? Parce que, si nous ne transformons pas les zones rurales en économies dynamiques, nous ne parviendrons jamais à éliminer la pauvreté et la faim.

Le développement rural constitue aussi une obligation morale. Lorsque les personnes n'ont d'autre perspective que de mourir de pauvreté et de faim, elles émigrent – vers les villes ou à l'étranger.

Aucun océan n'est assez vaste, aucune barrière n'est assez haute, aucune frontière n'est assez inviolable pour retenir des femmes, des enfants et des hommes désespérés.

Les drames qui poussent des individus à braver tous les dangers, à risquer leur vie et même celle de leurs enfants, nous concernent tous. C'est pourquoi le FIDA privilégie les solutions à long terme, même si nous savons que le secours est essentiel.

Si nous nions toute perspective aux 3,4 milliards de personnes qui, dans le monde, vivent en milieu rural, alors la pauvreté rurale se transforme en pauvreté urbaine, la faim des zones rurales s'étend aux zones urbaines, et la désillusion rurale devient un malaise urbain.

Il ne doit pas en être ainsi. Car si nous investissons en faveur du développement économique et social des zones rurales, et si nous apportons aux zones rurales eau potable, électricité, routes et services financiers, alors nous bâtissons des communautés que les membres ne sont pas contraints de désert. Si nous transformons leur vie et leurs moyens d'existence, nous transformons également les communautés.

Mesdames et Messieurs,

Aujourd'hui, grâce aux réformes menées au cours de ces huit dernières années, je suis convaincu que le FIDA a gagné en force et en efficacité, et est bien placé pour œuvrer à vos côtés, vous, nos États membres, à la réalisation des engagements pris au titre du Programme 2030.

C'est la dernière fois que je m'adresse au Conseil des gouverneurs du FIDA, et je voudrais saisir cette occasion pour récapituler ce que nous avons accompli ensemble, et pour donner un aperçu de certains des enjeux auxquels mon successeur se trouvera confronté.

En 2009, je me suis engagé à faire en sorte que "l'agriculture devienne pour les gouvernements l'axe central des efforts déployés en faveur de la réduction de la pauvreté et de la faim". Depuis lors, j'ai mis tout en œuvre pour tenir parole et ai intensifié les activités de plaidoyer du FIDA sur la scène internationale, ce dès le Sommet du G8 tenu à L'Aquila en 2009, puis lors des réunions du G20, du Forum économique mondial, du Prix mondial de l'alimentation et des réunions de la COP sur le changement climatique, entre autres. L'agriculture paysanne et le développement rural inclusif sont maintenant partie intégrante du Programme 2030.

Aujourd'hui, le FIDA est toujours plus reconnu comme le chef de file de la transformation du monde rural. Ainsi, lors de la conférence sur le financement du développement qui s'est tenue à Addis-Abeba, il a été pris acte de la contribution du FIDA au développement et des avantages significatifs que le développement agricole et rural inclusif est susceptible de générer au profit de la réalisation de tous les objectifs de développement durable.

Et, dans le discours d'acceptation de la présidence que j'ai prononcé le 18 février 2009, je me suis également engagé à "consolider et approfondir le processus de changement et de réforme".

Afin de guider ce processus, j'ai introduit "quatre piliers de changement transformationnel". Grâce au travail acharné et au dévouement du personnel du FIDA, ainsi qu'à l'appui de notre Conseil d'administration et de nos Gouverneurs, chaque pilier est désormais solidement ancré, faisant ainsi du FIDA une organisation parfaitement adaptée à sa mission.

Avec le premier pilier, il s'agissait de modifier le modèle opérationnel du FIDA en en faisant une organisation moins centrée sur Rome. À l'heure actuelle, le FIDA, qui compte 40 bureaux de pays et supervise l'ensemble de ses projets et programmes, est davantage axé sur les pays. Mais il est de surcroît devenu une organisation moins centralisée, dotée d'un Portail clients qui offre des services bancaires électroniques et des services de technologies de l'information 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Le deuxième pilier, qui portait sur le réaménagement des processus internes, de la gestion et des ressources humaines du FIDA, a permis de renforcer la solidité mais également la souplesse et la réactivité de l'organisation.

Le troisième pilier visait à faire du FIDA une institution de savoir, dotée d'une culture d'évaluation scientifique rigoureuse de l'impact et de diffusion des savoirs. Le FIDA est désormais en mesure de prendre des décisions d'ordre opérationnel fondées sur des données factuelles et de participer plus activement à l'élaboration des politiques et au plaidoyer au niveau mondial.

Quant au dernier pilier, il concernait la transformation de notre architecture financière et la mise en place d'une gamme diversifiée d'instruments tout en renforçant nos capacités internes, de manière à pouvoir faire face à un contexte financier aléatoire.

Nous avons nommé notre tout premier Responsable principal des finances en 2011, obtenu notre premier prêt souverain auprès de la Banque KfW en 2015, et élaboré le premier Cadre d'emprunt souverain en 2016. Le FIDA est parvenu à mobiliser des ressources additionnelles et à les gérer avec une plus grande souplesse, lui permettant

ainsi de maintenir son programme de prêts et dons à un niveau moyen de 1 milliard d'USD par an.

Suite à ces réformes, ces huit dernières années ont été caractérisées par un certain nombre d'inédits au sein du FIDA, à savoir:

- une initiative d'évaluation de l'impact, toute première tentative par un organisme de développement d'évaluer de manière scientifique l'impact de l'institution dans son ensemble;
- le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) qui constitue désormais, à l'échelle mondiale, la principale source de financement en appui aux activités d'adaptation des petits agriculteurs au changement climatique;
- le tout premier Rapport sur le développement rural;
- le premier organisme des Nations Unies évalué de manière exhaustive par la Commission européenne, qui a estimé que le FIDA remplissait les conditions requises pour pouvoir bénéficier de tout type de ressources de financement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Le FIDA est votre meilleur allié pour mener à bien les engagements que vous avez pris en faveur de la réalisation de l'ODD1 et de l'ODD2 dans la mesure où il bénéficie d'une confiance exceptionnelle tant de la part des gouvernements et du secteur privé que des populations rurales pauvres.

C'est grâce à l'identité unique en son genre du FIDA et à la spécificité de son mandat que nous sommes parvenus, en 40 ans, à instaurer ce climat de confiance.

Pour nos partenaires du secteur privé, le FIDA est une institution financière qui saisit l'importance du retour sur investissement. Pour les femmes et les hommes aux côtés desquels nous œuvrons au sein des communautés rurales isolées, le FIDA jouit d'une grande crédibilité en sa qualité de partenaire indépendant et impartial dont l'action est axée sur les personnes.

Il appartiendra à mon successeur, avec l'aide de nos États membres et de nos organes directeurs, de cultiver les deux aspects de cette double identité qui caractérise le Fonds. Le FIDA n'est ni la Banque mondiale, ni l'Oxfam, ni la FAO. Son caractère hybride fait sa force.

Et je voudrais saisir ici l'occasion de plaider en faveur d'un Conseil d'administration plus fort et plus informé et engagé, à même d'offrir des orientations stratégiques au FIDA alors que l'organisation évolue pour s'adapter à un monde en mutation.

Si je peux me permettre, je souhaiterais adresser à mon successeur les quatre recommandations ci-après.

En premier lieu, aller de l'avant à la recherche de nouvelles solutions pour diversifier la base de ressources du FIDA, car il est probable que les financements provenant uniquement de la reconstitution ne suffiront pas à satisfaire la demande dont les services du FIDA sont l'objet.

En second lieu, continuer de promouvoir la décentralisation institutionnelle afin que le Fonds demeure proche de ses clients et que ses activités se traduisent par un impact fort et de bons résultats.

En troisième lieu, poursuivre sur la voie du renforcement du FIDA en tant qu'institution de savoir.

Et enfin, promouvoir l'adoption de meilleures pratiques en matière de ressources humaines et l'instauration d'un environnement de travail moderne – notamment en continuant à primer et encourager l'excellence et en favorisant l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée – afin que le FIDA soit en mesure d'attirer et de retenir les meilleurs éléments.

C'est mon dernier Conseil des gouverneurs, et je voudrais remercier le personnel du FIDA, au siège et sur le terrain. Je n'aurais pu souhaiter membres du personnel plus engagés et plus dévoués. Nous leur avons demandé d'obtenir davantage de résultats et des résultats de plus grande qualité, de voyager loin de chez eux et de travailler dans des conditions difficiles. Je suis conscient des sacrifices que les membres du personnel et leurs familles ont dû faire.

Je souhaite également remercier mon épouse, Juliana, qui a toujours été présente à mes côtés, même dans les moments où le travail prenait le pas sur la famille. Sans elle, je n'aurais pas été en mesure de réaliser ce parcours avec succès.

Et je voudrais exprimer ma plus profonde gratitude au Conseil des gouverneurs du FIDA et à tous les membres du Conseil d'administration pour leur appui. Je suis fier de ce que nous avons accompli ensemble.

Ce fut pour moi un véritable privilège que d'avoir eu la possibilité d'œuvrer en faveur des populations rurales pauvres.

Arrivé au FIDA en qualité de chercheur en agronomie, j'en repars convaincu que les sciences physiques, biologiques et sociales – et bien d'autres disciplines – revêtent une égale importance pour le développement inclusif! Il nous faut appréhender chacune d'elles si nous voulons que nos investissements se traduisent par un impact durable sur le terrain.

Au cours des voyages que j'ai effectués pour visiter des dizaines de zones de projet, j'ai appris que l'agriculture, à quelque échelle que ce soit, est une entreprise, et que les populations rurales pauvres possèdent à cet égard d'extraordinaires capacités.

J'ai découvert que les populations rurales pauvres n'attendent pas de subsides, mais que si nous leur donnons les outils nécessaires, elles bâtiront un avenir meilleur, pour elles-mêmes, leurs communautés et leurs nations.

Je me suis rendu compte qu'avec de petits investissements, il est possible d'améliorer la situation nutritionnelle et de réduire la pauvreté de manière significative.

Et j'ai constaté que les femmes rurales sont le cœur et l'âme des zones rurales, et que si nous investissons en faveur des femmes, nous investissons en faveur des communautés.

Dans l'ouvrage que vous avez devant vous: A Bucket of Water ("Un seau d'eau"), j'ai tenté de livrer ces enseignements, et d'autres encore, tirés de mes visites dans des zones où sont mis en œuvre des projets appuyés par le FIDA. Mais j'invite tous ceux d'entre vous qui en ont la possibilité à se rendre dans les zones rurales, à visiter nos projets et à constater par eux-mêmes. Il faut voir ce que les populations rurales parviennent à réaliser, avec peu de ressources et malgré de multiples obstacles, pour y croire. Et j'ai été convaincu.

Mesdames et Messieurs, il nous faut reconnaître que ce ne sont pas les agriculteurs d'aujourd'hui qui nourriront le monde en 2050. Ce sont les jeunes d'aujourd'hui qui devront produire les aliments de demain. Ce sont principalement les jeunes des zones rurales qui contribuent à la croissance démographique mondiale. Ils représentent une ressource inexploitée et constituent une priorité de développement.

Je voudrais vous quitter sur une dernière réflexion. Le développement agricole et rural ne constitue pas une activité à court terme. Il ne se prête pas aux opportunités politiques car les graines que nous semons aujourd'hui ne donneront pas de fruits demain, mais dans les mois et les années à venir.

Et une graine correctement semée et entretenue deviendra le moment venu un arbre qui donnera des fruits pendant de nombreuses années – de fait, il est probable qu'il survivra à nous tous. C'est ce que l'on appelle la durabilité. Les projets d'hier continueront de donner des résultats demain – il le faut, si nous voulons éliminer la pauvreté, la faim et le désespoir et bâtir un monde meilleur pour nos enfants et petits-enfants.

Alors que vous vous apprêtez à vous retirer pour entamer vos délibérations, sachez que nous sommes tous convaincus que vous saurez prendre une décision sage et clairvoyante, dans l'intérêt des populations rurales – femmes et hommes – au service desquelles nous œuvrons, non seulement aujourd'hui et demain mais pour les années à venir.

Je vous remercie.

Forum des peuples autochtones au FIDA, 2017 Synthèse des délibérations

Préambule

Nous, peuples autochtones d'Afrique, d'Asie et du Pacifique, et d'Amérique latine et des Caraïbes, saluons les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones et dans le renforcement des partenariats entre les peuples autochtones et le FIDA.

La participation accrue des peuples autochtones aux opérations du FIDA s'est traduite par un meilleur ciblage et une meilleure qualité de la conception des stratégies de pays du FIDA, ainsi que d'un certain nombre de projets et de leur exécution.

Nous reconnaissons le rôle de premier plan joué par le FIDA dans la recherche de voies permettant aux peuples autochtones de promouvoir leur concept de développement autodéterminé. Nous avons hautement apprécié, en particulier, l'engagement résolu du Président sortant du FIDA, M. Kanayo Nwanze, et nous prions la nouvelle équipe dirigeante d'accroître l'efficacité du FIDA en matière de développement, avec les peuples autochtones et dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

Dans cet esprit, nous proposons les recommandations et les engagements suivants:

Recommandations adressées au FIDA

- Élaborer une approche holistique à l'appui de l'autonomisation économique des peuples autochtones, sur la base du respect et de la protection de leurs droits collectifs sur la terre et les ressources, et en assurant l'interconnexion entre les dimensions sociale, organisationnelle, culturelle et spirituelle qui caractérisent les moyens d'existence et les modes de vie des peuples autochtones – en prenant en compte les besoins et les priorités spécifiques des femmes et des jeunes.
- Dans le cadre du modèle opérationnel du FIDA, promouvoir des mécanismes fondés sur un programme garantissant la participation systématique des peuples autochtones à la conception et l'exécution de projets, et leur participation à l'élaboration des politiques nationales, et veiller à ce que ces mécanismes appuient la consultation avec les femmes et les jeunes autochtones, et leur participation, conformément à la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
- Appuyer le renforcement des capacités suivant les besoins et les priorités spécifiques des populations autochtones, y compris les femmes et les jeunes au niveau national, et faciliter l'échange de meilleures pratiques – notamment celles résultant de projets financés par le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones – dans ou entre les pays et les régions.
- Considérer le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones comme un partenaire stratégique dans le cadre de la politique du FIDA en matière de dons. Encourager les gouvernements et les donateurs à contribuer au Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones en tant qu'instrument pour renforcer davantage la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones.
- Établir des partenariats avec les peuples autochtones en vue de mobiliser, par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat, des fonds qui appuieront des initiatives en matière de résilience et d'adaptation des communautés, en faisant appel aux savoirs traditionnels des peuples autochtones et aux innovations.
- Apporter un appui direct à l'accès aux marchés pour les produits des peuples autochtones – y compris ceux des femmes et des jeunes. Faciliter les liaisons avec des collaborations innovantes et inclusives dans lesquelles les peuples autochtones sont partenaires sur un pied d'égalité, et notamment des partenariats public-privé reconnaissant la valeur des paysages naturel et culturel

des peuples autochtones.

- Dans les systèmes de suivi, veiller à la ventilation des données concernant les peuples autochtones et inclure des indicateurs sur les aspects sociaux, économiques, culturels et institutionnels, y compris l'identité et le bien-être des peuples autochtones, conformément au Cadre stratégique du FIDA 2016-2025, qui contribueront à la réalisation des Objectifs de développement durable pour les peuples autochtones.
- Nous prions enfin le FIDA de soutenir et de poursuivre le renforcement des instruments définis pour la mise en œuvre de la Politique, à savoir: le bureau du FIDA spécialement chargé des questions autochtones et tribales; le Forum des peuples autochtones au FIDA, avec ses processus régionaux et nationaux; le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones; et les processus de participation à l'élaboration des politiques nationales.

Recommandations adressées aux gouvernements

- Appuyer la participation des femmes et des jeunes autochtones à tous les processus de développement respectant les droits des peuples autochtones, et garantir l'inclusion de leurs besoins et priorités dans les plans et initiatives les concernant, parallèlement à l'allocation de ressources suffisantes.
- Appuyer les peuples autochtones pour qu'ils cartographient ou sécurisent autrement leurs territoires, et faciliter les processus qui garantissent la sécurité foncière pour tous les écosystèmes des peuples autochtones, y compris les pasteurs, chasseurs-cueilleurs et autres communautés marginalisées.
- Veiller à la reconnaissance et l'inclusion des peuples autochtones dans la planification, l'exécution, le suivi et l'examen des plans nationaux au titre des Objectifs de développement durable, avec des indicateurs pertinents sur le plan culturel et une ventilation des données concernant les peuples autochtones, pour atteindre l'objectif du Programme 2030 de ne laisser personne de côté.
- Générer des ressources financières, avec l'assistance du FIDA le cas échéant, pour appuyer les institutions gouvernementales pertinentes ayant compétence pour les questions relatives aux peuples autochtones, afin qu'elles puissent mettre en œuvre des politiques et des programmes d'autonomisation des peuples autochtones.

En tant que peuples autochtones, nous nous engageons à:

- Établir et renforcer nos réseaux de peuples autochtones pour parler d'une seule voix et nous engager de façon constructive avec les gouvernements, les partenaires du développement et d'autres organisations à tous les niveaux pour appuyer la reconnaissance des droits des peuples autochtones, y compris le droit à notre développement autodéterminé.
- Participer activement à la concertation sur les politiques, sensibiliser davantage et poursuivre le plaidoyer en faveur de l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de programmes d'autonomisation des peuples autochtones – y compris les femmes et les jeunes – à tous les niveaux.

Discours de M. Gilbert Fossoun Hougbo lors de sa nomination en qualité de Président du FIDA

Excellences, Mesdames et Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, inutile de commencer par vous dire que c'est avec émotion que je me retrouve ici, à cette heure aussi tardive, pour vous exprimer toute ma gratitude. Et il me sera permis, Mesdames et Messieurs, de commencer par remercier le Comité d'organisation pour un travail qui a été abattu avec professionnalisme, avec rigueur, avec comme seul objectif la recherche de l'excellence, la recherche du mérite, ce qui d'ailleurs va continuer sous ma présidence.

Et donc ce matin, les huit candidats étaient assis les uns à côté des autres, et tous sont tombés d'accord que le processus a été un processus très transparent, très professionnel, même si parfois on est un peu stressé. Et donc je voudrais sincèrement commencer par exprimer – et je crois que je parle au nom de tous les candidats: toutes mes félicitations à l'équipe d'organisation sous la guidance du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs.

Mes félicitations aussi vont aux sept autres candidats pour une campagne qui a été assez rigoureuse et en même temps assez collégiale, dans le respect des normes et des valeurs que véhiculent cette institution financière et la Communauté internationale en général.

Permettez-moi aussi de remercier vous toutes et vous tous qui m'ont assisté dans la conquête, si je peux m'exprimer ainsi, de ce poste. Ce matin en partant de l'hôtel, je me suis dit que quel que soit le résultat, il faudra dresser la liste des personnes à remercier, mais j'ai vite compris qu'il s'agissait là d'une peine vaine. Je ne saurai jamais vous remercier assez. Je ne saurai jamais faire une liste exhaustive à qui je dois dire merci, et surtout dans des conditions pareilles, il serait une erreur, ne serait-ce qu'une erreur politique, de chercher à nommer spécifiquement certains pays. Mais je voudrais implorer votre indulgence pour me permettre de mentionner 3 pays qui sont liés à ma vie personnelle. Il s'agit bien évidemment du Togo, mon pays d'origine. Le peuple togolais, au moment où je vous parle, retient son souffle et je présume qu'à travers les réseaux sociaux, ils sont maintenant au courant. Et à travers le peuple togolais, c'est son gouvernement, c'est son Chef d'État, qui n'ont ménagé aucun effort pour m'assister et me conseiller.

Mais je me dois aussi de remercier ce qui me tient très émotionnellement à cœur. Durant les auditions, j'ai dit clairement que je suis issu du monde rural. La pénibilité de la vie rurale je l'ai connue, je l'ai vécue, et si, comme plusieurs d'entre nous, j'ai réussi à m'en sortir, c'est aussi parce que j'ai eu l'occasion d'étudier, non seulement d'étudier chez moi au Togo, mais aussi dans les pays qui m'ont accueilli, qui m'ont ouvert les portes de leurs universités comme jeune étudiant, qui m'ont ouvert leur marché du travail comme jeune professionnel, et qui ont fini par m'adopter et adopter aussi ma famille. Je veux parler du Canada et de la France.

Ceci étant, je voudrais sincèrement remercier vous tous, États membres du FIDA et, au moment où l'on peut considérer que c'est le temps de la célébration, je voudrais vous dire tout de suite en toute sincérité, au fond de moi-même, ma petite cervelle a déjà changé de fréquence.

Mesdames et Messieurs, à l'heure où je vous parle, je crois que le temps de la célébration sera très bref. Mes pensées vont déjà à jeudi, lorsque nous entamerons nos discussions dans le cadre du processus de reconstitution de FIDA11. J'ai écouté avec attention l'intervention de Son Excellence la Présidente de Maurice, le rapport d'activité présenté par le Président Nwanze et les diverses déclarations générales qui, outre ce que j'ai moi-même proposé ici, délimitent les priorités sur lesquelles se concentrera notre attention.

Je suis fermement convaincu que le moment est venu pour le FIDA d'élargir la portée de son action. Je n'ai pas honte de le dire; ce n'est pas de la naïveté que de dire cela alors que l'aide publique au développement (APD) ne croît pas au rythme souhaité, alors que

nous savons que la demande en faveur de l'aspect humanitaire est si forte qu'elle prend parfois le pas sur l'aspect développement. Il ne fait aucun doute que nous devons faire en sorte que notre ambition reste réaliste et pragmatique, et je crois que le Ministre de l'agriculture italien s'est parfaitement exprimé en ce sens.

Je suis convaincu que si nous pensons au milliard de personnes qui ont besoin d'aide, au Programme 2030, aux succès que cette institution financière a obtenus par le passé, il ne fait aucun doute que le FIDA peut et doit élargir l'impact de son action en faveur de la réduction de la pauvreté rurale, en particulier de l'extrême pauvreté. Pour ce faire, il ne doit pas se contenter d'améliorer la productivité en collaborant différemment avec le secteur privé, il ne doit pas se contenter de mettre en place une agriculture intelligente face au climat – je crois que ce point a été soulevé par le Gouverneur pour l'Allemagne ce matin, dans le cadre des discussions sur l'ASAP –, mais il lui faut également s'attacher à promouvoir l'emploi des jeunes en milieu rural et à mobiliser le secteur privé au profit de nos jeunes femmes et de nos jeunes hommes.

Je pense également que nous devons préserver nos succès en favorisant l'égalité des sexes – au profit des femmes et des jeunes filles – non seulement moyennant la prise en compte systématique de cet aspect dans nos activités, mais aussi en mettant en place des initiatives spécialement destinées aux femmes et aux jeunes filles.

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, vous avez également évoqué les aspects relatifs à la gestion interne au sein de l'architecture actuelle du développement et aux attentes au niveau international, non seulement en relation avec des institutions financières telles que le FIDA, mais également de la communauté internationale du développement. Nous devons démontrer que nous parvenons à faire un usage optimal de chaque dollar investi. Comme je l'ai déjà dit, cela signifie que nous devons améliorer ou aller de l'avant sur la voie de l'amélioration des processus opérationnels en cours. Président Nwanze, vous nous avez dit ce matin qu'il nous faut promouvoir la décentralisation et la mettre en œuvre. Je suis convaincu que décentraliser ne signifie pas seulement ouvrir des bureaux de pays, mais également veiller à encourager la participation de nos communautés rurales, à faire en sorte que le programme de transformation du monde rural bénéficie de l'attention qu'il mérite dans le débat et les processus stratégiques de développement au niveau national.

Nous souhaitons élargir la portée des activités tout en sachant que l'APD pose des difficultés; il va donc sans dire qu'il nous faut trouver des sources alternatives de financement. Mais plus nous parviendrons à garantir que l'APD reste la clé de voûte de cette institution financière, plus il nous sera facile de développer des mécanismes alternatifs de financement. Je suis plus que convaincu que le FIDA devrait mobiliser des ressources sur le marché des capitaux. À mon avis, la question n'est pas de savoir s'il doit le faire mais plutôt quand il devra le faire. Et cela sera fonction de notre aptitude à faire en sorte que notre gestion interne soit à même de garantir que l'institution est prête; que le FIDA est prêt pour une notation triple A; et que la gestion des risques dans son ensemble bénéficie d'une analyse très fiable et est correctement prise en compte.

À cette fin, il nous faudra également veiller à ce que l'élargissement et le renforcement de notre base de ressources ne constituent pas une fin en soi, le but ultime restant de parvenir à réduire la pauvreté par le biais de l'agriculture et des activités agricoles et non agricoles. L'accès au marché des capitaux constitue un moyen à notre disposition, et je suis prêt à associer le Conseil afin qu'il nous aide à opérer un certain nombre de choix stratégiques prenant en compte les dimensions et préoccupations propres à certains groupes, qu'ils soient ou non associés aux différentes listes. Mais je crois fermement qu'il est possible de travailler tous ensemble. Ce sera mon défi en tant que Président.

Je ne veux pas parler trop longuement, mais je souhaite revenir sur l'une des questions qui a été soulevée à maintes reprises ce matin, notamment par le Président du Conseil des gouverneurs, à savoir la coopération entre les organismes ayant leur siège à Rome. Monsieur le Président du Conseil, je tiens à vous remercier pour avoir souligné que l'enjeu que constitue la coopération ne concerne pas uniquement les organismes ayant leur siège à Rome mais s'étend également aux banques multilatérales de

développement. J'irai même plus loin en parlant d'autres partenaires de développement, en particulier sur le terrain. Je prends ici l'engagement de présenter périodiquement, à vous-même ainsi qu'au Conseil d'administration, des rapports élaborés en collaboration avec le PAM et la FAO, afin que vous puissiez nous faire bénéficier de directives appropriées.

Parmi les quatre conseils que le Président Nwanze a donnés ce matin à celui qui lui succéderait, un point portait précisément sur les personnes, la gestion des personnes. Je m'engage ici, encore une fois, à ce que la gestion du personnel soit un élément central de ma stratégie, de ma façon de travailler. Cela signifie aussi qu'il nous faudra peut-être faire preuve d'innovation afin de trouver les moyens d'inciter le personnel et de garantir que les postes soient pourvus sur la base des compétences. Tout comme aujourd'hui, et après aujourd'hui, nous devons veiller à donner l'exemple. Cela signifie également innover dans la manière dont nous gérons notre principal actif, c'est-à-dire les ressources humaines, en faisant en sorte de ne pas rester dans l'immobilisme.

Pour conclure, permettez-moi de redire ce que j'ai déjà dit lors des discussions. Je crois que c'est à l'article 8 d), qui dit – et je paraphrase – que le Président dirige le personnel et, sous le contrôle du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs, conduit les affaires de l'institution. Il s'agit là pour moi d'un point fondamental dans ma façon de voir et de souhaiter des relations de travail collégiales – je dirais décomplexées – avec les membres du Conseil d'administration et du Conseil des gouverneurs. Cela signifie également qu'il nous faudra – qu'il me faudra – parvenir à travailler avec mon équipe de manière à ce que les interactions ne se limitent pas nécessairement au Conseil d'administration et au Conseil des gouverneurs. Certains pays ou groupes de pays peuvent avoir des préoccupations spécifiques qui ne doivent pas nécessairement être abordées à travers les canaux ordinaires. Je pense notamment aux petits États insulaires en développement, aux pays enclavés, aux États fragiles.

En un mot, permettez-moi, Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs, de remercier le Président Kanayo Nwanze, que j'ai rencontré pour la première fois il y a près de huit ans. Je ne prétends certainement pas me mettre à votre place, je ne le pourrais tout simplement pas, mais je tiens à vous assurer que la tâche que vous avez accomplie au cours des huit dernières années sera pour moi un principe directeur pour faire en sorte de ne pas revenir en arrière mais, de concert avec le Conseil d'administration, le personnel et sous l'égide du Conseil des gouverneurs, porter l'institution vers de nouveaux sommets.

Je vous remercie.

Déclaration du Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze à la séance de clôture de la quarantième session du Conseil des gouverneurs

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs,
Excellences,
Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,
Mesdames et Messieurs,

Dans quelques minutes, notre président du Conseil des gouverneurs, M. Dinesh Sharma, du Ministère des finances indien, clôturera cette quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA.

Avant cela, permettez-moi d'exprimer mes remerciements au président et à ses coprésidents pour l'excellent travail accompli au cours de ces deux longues journées. Je voudrais également remercier nos invités d'honneur, ainsi que les représentants des peuples autochtones, dont la présence ici nous rappelle l'essence de l'action du FIDA – atteindre les populations rurales et changer leur vie et leurs moyens d'existence.

À nos États membres, je tiens à dire que je sais combien il n'était pas facile de choisir un nouveau Président parmi de si nombreux candidats hautement qualifiés et compétents. Je voudrais vous féliciter pour la sagesse de votre choix.

Et à M. Gilbert Houngbo, je renouvelle mes plus sincères félicitations. Je me réjouis à la perspective de travailler avec vous, au cours des semaines qui précéderont mon départ, pour assurer un relais harmonieux et une transition en douceur.

Au début de notre réunion, Son Excellence Gurib Fakim, Présidente de la République de Maurice, a évoqué l'immense contribution des femmes au programme de développement, et la nécessité d'autonomiser les femmes africaines et de réduire les inégalités entre sexes. Et elle nous a donné matière à réflexion sur ce que peuvent offrir les savoirs traditionnels à la science et au développement.

M. Martina, le Ministre italien de l'agriculture, nous a rappelé que la pauvreté rurale et la faim sont les premiers maillons d'une chaîne qui mène au conflit, à l'instabilité, aux situations d'urgence et aux migrations. L'entendre dire que notre pays hôte, l'Italie, mettra ces questions au premier plan à l'occasion de sa présidence du G7, cette année, a été une source de réconfort.

Et la table ronde qui s'est tenue aujourd'hui sur les peuples autochtones nous a rappelé qu'il est crucial de créer des mécanismes qui garantissent une participation pleine et efficace de ces peuples à l'élaboration de stratégies qui ne laissent véritablement personne de côté.

Je crois comprendre que lors de sa rencontre, ce matin, avec les délégués des peuples autochtones, immédiatement avant la table ronde, le Pape François a aussi mis l'accent sur la nécessité de reconnaître l'importance des peuples autochtones et de les consulter, et a invité le FIDA à utiliser son financement et son expertise pour créer un monde meilleur.

Le thème de l'ambition future des opérations du FIDA a fait hier l'objet d'un examen approfondi au cours du Dialogue des gouverneurs. Compte tenu du caractère universel du Programme 2030 et de l'absolue nécessité d'atteindre les zones rurales négligées et marginalisées, les Gouverneurs ont reconnu que le FIDA devra élargir l'échelle de ses opérations – et ce besoin a été réaffirmé, hier également, par le Président élu, M. Houngbo, dans son discours d'acceptation.

Mais, s'il y avait bien un consensus sur la nécessité de l'expansion ou de la reproduction à plus grande échelle, un débat a aussi eu lieu sur les moyens d'y parvenir — emprunter sur le marché, faire appel aux fondations privées ou à la philanthropie, pour ne citer que ces quelques possibilités.

De plus, l'accent a été mis sur la nécessité d'un appui robuste aux ressources de base. Le Dialogue a apporté de précieux éclairages pour orienter l'action du FIDA, et quelques questions essentielles ont également été formulées auxquelles des réponses devront être

trouvées au cours de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi de vous remercier pour les déclarations faites au Conseil des gouverneurs. Naturellement, c'est maintenant au Président élu Houngbo qu'il appartiendra de travailler avec vous pour déterminer la forme que prendra, au cours des prochaines années, l'action du FIDA.

Mais je peux vous dire, fort de l'expérience de mes dix années de travail avec mes collègues, dans tous les domaines et à tous les niveaux du FIDA, que le personnel du Fonds peut jouer son rôle – et il le fera – pour que vous, nos États membres, puissiez réaliser le Programme 2030, et briser une fois pour toutes la chaîne du désespoir.

Étant donné que je prends aujourd'hui pour la dernière fois la parole devant le Conseil des gouverneurs en tant que Président du FIDA, permettez-moi de vous adresser à tous mes remerciements pour m'avoir donné la possibilité d'être, à votre service, le principal administrateur de votre institution, le FIDA. Cela a été un privilège, et cela a été une expérience unique au cours de ces huit années qu'a duré ma présidence. Aux membres de notre Conseil d'administration, je veux dire merci pour votre appui, vos conseils et votre engagement. Mon successeur aura besoin de votre soutien; ce parcours de partenariat et de collaboration appelle une supervision éclairée et stratégique.

Vous êtes les ambassadeurs du FIDA dans vos capitales, et les principaux défenseurs de la cause des enfants, des femmes et des hommes pauvres qui vivent en milieu rural.

Je suis certain que, lorsque vous retournerez chez vous, vous emporterez avec vous le sentiment de l'urgence de la transformation du monde rural, et de l'impérieux besoin de construire un monde où la pauvreté et la faim n'ont pas leur place et où les populations rurales peuvent vivre dignement, confiantes pour les générations futures. Je suis aussi persuadé que vous ferez connaître le rôle important que joue le FIDA en catalysant l'action en faveur de la transformation du monde rural, mais également en partageant son savoir et son expérience, et en plaidant en faveur des populations rurales. Le succès du FIDA, tout bien considéré, est le succès du monde.

À mes collègues de la direction et aux membres du personnel du FIDA, je tiens à dire que cette réunion n'est pas la dernière; nous aurons donc encore l'occasion de célébrer nos succès, de dire au revoir et merci, et je peux donc attendre jusque-là.

Et au Président élu, M. Houngbo, je tiens à dire que la présidence du FIDA est une tâche exigeante, souvent épuisante, mais je peux vous assurer qu'elle est toujours satisfaisante. Et lorsque le fardeau de la présidence pèsera trop lourd sur vos épaules, évadez-vous sur le terrain.

Vous-même savez ce que c'est que de vivre dans les zones rurales d'un pays à faible revenu ou d'un des pays les moins avancés. Mais lorsque vous voyagez pour le FIDA et que vous rencontrez des femmes et des hommes dont la vie a été transformée grâce à nos projets et programmes, vous vous sentez incroyablement récompensé. Vous serez revigoré et libéré de la frustration qui accompagne parfois vos fonctions de Président du FIDA, et vous serez reconnaissant d'avoir la possibilité d'être au service des populations rurales, membres trop souvent oubliés et négligés de l'humanité. Bonne chance.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Merci de votre appui constant au FIDA. Aux nombreux d'entre vous qui prennent le chemin du retour vers leurs capitales, je souhaite un bon voyage. Merci.

Discours de clôture du président du Conseil des gouverneurs

Nous voici parvenus à la conclusion de cette quarantième session du Conseil des gouverneurs du FIDA. Je crois que nous pouvons tous tirer un bilan positif d'une session extrêmement productive, marquée par le succès du processus de nomination du prochain Président du FIDA.

Au cours de cette session, nous avons unanimement réaffirmé le rôle fondamental que le FIDA continue de jouer s'agissant d'éradiquer la pauvreté, d'atteindre l'objectif faim zéro et, avant tout, de faire en sorte, en travaillant aux côtés des petits agriculteurs dans les zones rurales les plus reculées, que personne ne soit laissé pour compte. Vos déclarations générales et les discussions qui se sont déroulées hier après-midi lors du Dialogue des gouverneurs témoignent amplement de votre engagement en faveur du Fonds.

Mesdames et Messieurs les Gouverneurs,

Mesdames et Messieurs les Délégués,

Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi avant tout de remercier chacun de vous pour sa contribution. Alors que nous nous apprêtons, dès demain, à entamer les consultations sur la reconstitution, je suis convaincu que vous continuerez à manifester votre engagement.

Alors que nous arrivons au terme de cette session du Conseil des gouverneurs, je voudrais en retracer certains des faits saillants.

Son Excellence Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice, et Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne nous ont fait l'honneur de participer à la séance inaugurale en tant qu'orateurs de marque. La Présidente Gurib-Fakim a attiré notre attention sur les défis auxquels l'Afrique se trouve aujourd'hui confrontée, elle a mis l'accent sur l'importance que revêt l'agriculture en tant que moteur de croissance économique et de réduction de la pauvreté et elle a insisté sur la nécessité de concilier savoir traditionnel, innovation et recherche. Parallèlement, elle a souligné combien il est essentiel de promouvoir une culture de l'entrepreneuriat, notamment parmi les femmes, et de favoriser l'équité des sexes.

Le Ministre Martina nous a rappelé l'une des conclusions du Rapport du FIDA sur le développement rural, à savoir que la transformation du monde rural ne peut être efficace qu'à la condition d'être inclusive et durable. Il a également souligné que, pour le bien des générations actuelles et futures, l'inclusivité sociale et l'égalité devaient aller de pair avec l'égalité d'accès aux ressources naturelles et l'exploitation avisée de celles-ci; et que les petits agriculteurs, les femmes, les jeunes et les peuples autochtones constituent la clé de voûte de ce modèle de développement.

Dans le discours qu'il a prononcé devant le Conseil des gouverneurs, le Président Nwanze a donné un aperçu des réalisations et des changements transformationnels qui ont marqué le Fonds durant son mandat. Il nous a fait part d'un certain nombre d'idées et de recommandations que son successeur pourrait prendre en considération afin de renforcer encore davantage le FIDA, comme par exemple aller de l'avant à la recherche de nouvelles solutions pour diversifier la base de ressources du FIDA; promouvoir la décentralisation institutionnelle; renforcer le FIDA en tant qu'institution de savoir; et enfin favoriser l'adoption de meilleures pratiques en matière de ressources humaines et l'instauration d'un environnement de travail moderne. Le Président Nwanze a également plaidé en faveur d'un Conseil d'administration plus fort, plus informé et plus engagé, à même d'offrir des orientations stratégiques au FIDA alors que l'organisation évolue pour répondre aux besoins d'un monde en rapide mutation. Il a enfin insisté sur la nécessité d'investir dans les femmes et les jeunes ruraux, et a souligné combien il est important de garantir la durabilité de l'impact généré par les projets appuyés par le FIDA.

Cette session du Conseil des gouverneurs revêtait une importance d'autant plus grande que nous avons nommé le prochain Président du FIDA, M. Gilbert Fossoun Hounbo, de la République togolaise, qui dirigera le Fonds au cours des quatre années à venir. Je suis certain que tous les délégués se joignent à moi pour exprimer au Président élu notre confiance et l'assurer de notre appui sans réserve. Nous sommes impatients de travailler avec lui. Je tiens à remercier plus particulièrement les trois scrutateurs représentant les listes des États membres du FIDA, le Secrétariat et tous ceux qui ont contribué à l'excellence de l'organisation du processus électoral.

Cette année, le Dialogue des gouverneurs avait pour thème central l'itinéraire du FIDA à l'horizon 2030, occasion pour les Gouverneurs d'avoir des échanges fructueux sur des questions essentielles pour l'avenir du FIDA. Nous avons discuté de l'objectif que nous souhaitons atteindre et avons abordé la question de la mobilisation des ressources nécessaires pour y parvenir.

Le Débat interactif des peuples autochtones nous a permis d'écouter ce que ces derniers avaient à nous dire quant à la façon dont la collaboration du FIDA a évolué au cours des dix dernières années, et de prendre acte des perspectives futures dans ce domaine.

Au titre des points inscrits à l'ordre du jour, le Conseil a examiné puis approuvé les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2017 ainsi que le budget d'IOE pour la même année.

Il a également approuvé ce qui suit:

- le Rapport du Comité des émoluments;
- l'Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA;
- les États financiers consolidés du FIDA pour 2015;
- le Rapport de situation du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance; et
- la Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA.

Le Conseil des gouverneurs a par ailleurs pris note du Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA et des Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du Fonds, tous deux présentés pour information.

Je voudrais exprimer ma reconnaissance à chacun d'entre vous ainsi qu'à mes collègues membres du Bureau – les Gouverneurs pour la Finlande et l'Indonésie. Je suis sûr de me faire leur porte-parole en vous remerciant de la confiance que vous avez témoignée au Bureau du Conseil des gouverneurs. Je souhaite également remercier la Secrétaire du FIDA par intérim et les membres de son personnel, nos interprètes, le personnel technique, les messagers, les personnes chargées de mettre les informations sur les réseaux sociaux, et tous ceux qui ont travaillé dur afin que cette session du Conseil des gouverneurs soit couronnée de succès. Merci.

Alors que ce Conseil des gouverneurs touche à sa fin et que s'ouvre la Consultation sur FIDA11, nous allons de l'avant pleinement convaincus que le rôle joué par le FIDA dans le cadre des efforts déployés au plan mondial afin d'éradiquer la pauvreté et la faim est plus important que jamais. Continuons à soutenir le Fonds et sa nouvelle direction pour que sa mission puisse être menée à bien.

Sur cette note, je déclare close la quarantième session du Conseil des gouverneurs.



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

قائمة المندوبين في الدورة الأربعين لمجلس المحافظين

Delegations at the fortieth session of
the Governing Council

Délégations de la quarantième session
du Conseil des gouverneurs

Delegaciones del 40º período de
sesiones del Consejo de Gobernadores

رئيس المجلس:

Chairperson: Dinesh Sharma (India)
Président:
Presidente:

نائب رئيس المجلس:

Vice-Chairpersons: Elina Kalkku (Finland)
Vice-Présidents: Rionald Silaban (Indonesia)
Vicepresidentes:

الدول الأعضاء

MEMBER STATES

ÉTATS MEMBRES

ESTADOS MIEMBROS

AFGHANISTAN

Governor	Abdul Waheed OMER Ambassador Permanent Representative of the Islamic Republic of Afghanistan to IFAD Rome
Adviser	Ghulam Maroof ORYA Aid Coordination Specialist Aid Management Directorate Ministry of Finance Kabul
Adviser	Abdul Razak AYAZI Agricultural Attaché Alternate Permanent Representative of the Islamic Republic of Afghanistan to IFAD Rome
Adviser	Ahmad MASOOD Communications Assistant Embassy of the Islamic Republic of Afghanistan Rome

ALBANI A

Adviser	Anila BITRI LANI Ambassador Permanent Representative of the Republic of Albania to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
---------	--

* في كل مرة تظهر إشارة () في القائمة، فهي تعني أن التفويض لهذه الدورة فقط.

* In any instance where a lozenge appears on the list, it indicates that the accreditation is for this session only.

* Dans tous les cas où un losange apparaît sur la liste, cela signifie que l'accréditation est uniquement à cette session.

* En cualquier caso en el que aparece un rombo en la lista, significa que la acreditación es solo para esta sesión.

ALBANIA (cont'd)

Adviser	Gentiana MBURIMI Counsellor Deputy Permanent Representative of the Republic of Albania to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Artur BARDHI Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of Albania to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
ALGERIA	
Gouverneur	Abdesselam CHELGHOUM Ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche Alger
Gouverneur suppléant	Abdelhamid SENOUCI BEREKSI Ambassadeur Représentant permanent de la République algérienne démocratique et populaire auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Nacim GAOUAOU Sous-directeur des institutions financières internationales et des organisations transrégionales à vocation économique Direction générale des relations économiques et de la coopération internationale (DGRECI) Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale Alger
Conseiller	Imed SELATNIA Conseiller Représentant permanent suppléant de la République algérienne démocratique et populaire auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome

ALGERIA (cont'd)

Conseiller

Abdenmour GOUGAM
 Secrétaire des affaires étrangères
 Représentant permanent suppléant de
 la République algérienne démocratique et
 populaire auprès des organisations
 spécialisées des Nations Unies
 Rome

Conseiller

Fatiha BAGHOUS
 Chargée d'études et de synthèse
 Ministère de l'agriculture,
 du développement rural
 et de la pêche
 Alger

Conseiller

Aomar AIT AMER MEZIANE
 Consultant
 Ministère de l'agriculture,
 du développement rural
 et de la pêche
 Alger

ANGOLA

Gouverneur suppléant

Florêncio Mariano DA CONCEIÇÃO DE ALMEIDA
 Ambassadeur
 Représentant permanent de
 la République d'Angola
 auprès du FIDA
 Rome

Conseiller

José Amaro TATI
 Secrétaire d'État de l'agriculture
 Ministère de l'agriculture
 Luanda

Conseiller

David TUNGA
 Directeur général
 Institut pour le développement agraire
 Ministère de l'agriculture
 Luanda

Conseiller

Carlos Alberto AMARAL
 Ministre Conseiller
 Représentant permanent adjoint
 de la République d'Angola
 auprès du FIDA
 Rome

ANGOLA (cont'd)

Conseiller	Maria Esperança PIRES DOS SANTOS Conseillère Représentante permanente suppléante de la République d'Angola auprès du FIDA Rome
Conseiller	Olinda GRACIETH SOBRINHO Chef du Cabinet des relations internationales Ministère de l'agriculture Luanda
Conseiller	Klaus BENVINDO RAUL SEBASTIÃO Attaché au Protocole Ambassade de la République d'Angola Rome
Conseiller	Pedro LEITÃO NUNES Assistant Représentation Permanente de la République d'Angola auprès du FIDA Rome
Conseiller	Ângelo DO ROSÁRIO RAFAEL Conseiller Représentant permanent suppléant de la République d'Angola auprès du FIDA Rome
Conseiller	Antonio SAMPAIO Chef de la presse Ambassade de la République d'Angola Rome
ARGENTINA	
Gobernador	Claudio Javier ROZENCWAIG Embajador Representante Permanente de la República Argentina ante la FAO, el FIDA y el PMA Roma
Asesor	Daniela RAPOSO Jefe de la Unidad de Desarrollo Productivo Unidad de Cambio Rural (UCAR) Ministerio de Agroindustria Buenos Aires

ARGENTINA (cont'd)

Asesor

Nazareno Cruz MONTANI CAZABAT
 Secretario
 Representante Permanente Alterno
 de la República Argentina ante
 la FAO, el FIDA y el PMA
 Roma

ARMENIA

Adviser

Arman HOVHANNISYAN
 First Secretary
 Embassy of the Republic of Armenia
 Rome

AUSTRIA

Alternate Governor

Verena HAGG
 Adviser
 International Financial Institutions
 Federal Ministry of Finance
 Vienna

Adviser

Konstanze GEIGER
 First Secretary
 Embassy of the Republic of Austria
 Rome

AZERBAIJAN

Alternate Governor

Mammad Bahaddin AHMADZADA
 Ambassador
 Permanent Representative of
 the Republic of Azerbaijan to
 the United Nations Agencies
 for Food and Agriculture
 Rome

Adviser

Zaur GADIMALIYEV
 Second Secretary
 Deputy Permanent Representative
 of the Republic of Azerbaijan to
 the United Nations Agencies
 for Food and Agriculture
 Rome

BANGLADESH

Governor

Abul Maal Abdul MUHITH
 Minister for Finance
 Dhaka

BANGLADESH (cont'd)

Adviser	Abdus Sobhan SIKDER Ambassador Permanent Representative of the People's Republic of Bangladesh to IFAD Rome
Adviser	Md. Mafizur RAHMAN Economic Counsellor Alternate Permanent Representative of the People's Republic of Bangladesh to IFAD Rome
Adviser	Sultana AFROZ Additional Secretary and Wing Chief Economic Relations Division Ministry of Finance Dhaka
Adviser	S.M. Jakaria HOQ Private Secretary to the Minister Ministry of Finance Dhaka
Adviser	Mantasha AHMED Executive Assistant to the Minister Ministry of Finance Dhaka
BELGIUM	
Gouverneur	Guy BERINGHS Ministre Plénipotentiaire Représentant permanent adjoint de la Belgique auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Lieselot GERMONPREZ Attaché Représentant permanent suppléant de la Belgique auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome

BENIN

Gouverneur	Delphin Olorounto KOUDANDE Ministre de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche Cotonou
Gouverneur suppléant	Evelyne TOGBE-OLORY Ambassadeur Représentante Permanente de la République du Bénin auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Emilienne AGOSSA Attachée Représentante permanente suppléant de la République du Bénin auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
BHUTAN	
Governor	Rinzin DORJI Secretary Ministry of Agriculture and Forests Thimphu
Adviser	Jamyang Phuntsho RABTEN Senior Planning Officer Policy and Planning Division Ministry of Agriculture and Forests Thimphu
BOLIVIA (PLURINATIONAL STATE OF)	
Gobernador	Luis SÁNCHEZ-GÓMEZ CUQUERELLA Consejero Encargado de Negocios, a.i. Embajada del Estado Plurinacional de Bolivia Roma
Gobernador Suplente	Roxana Wilma OLLER CATOIRA Segundo Secretario Representante Permanente Alterno del Estado Plurinacional de Bolivia ante el FIDA Roma

BOSNIA AND HERZEGOVINA

Alternate Governor

Vesela PLANINIC
 Minister Counsellor
 Chargé d'affaires, a.i.
 Embassy of Bosnia and Herzegovina
 Rome

BOTSWANA

Governor

Kgotla K. AUTLWETSE
 Assistant Minister
 Ministry of Agricultural Development
 and Food Security
 Gaborone

Adviser

Galeitsiwe Taelo RAMOKAPANE
 Director
 Crop Production and Forestry Department
 Ministry of Agricultural Development
 and Food Security
 Gaborone

Adviser

Orman ROY
 Project Manager
 Agricultural Services Support Project
 Ministry of Agricultural Development
 and Food Security
 Gaborone

Adviser

Michael MANOWE
 Agricultural Attaché
 Permanent Mission of the
 Republic of Botswana to the
 United Nations Office and other
 International Organizations
 Geneva

BRAZIL

Governor

Jorge Saba ARBACHE FILHO
 Secretary for International Affairs
 Ministry of Planning, Development
 and Management
 Brasilia

Adviser

Rafael RANIERI
 General Coordinator of Relations
 with International Organizations
 Secretariat of International Affairs
 Ministry of Planning, Development
 and Management
 Brasilia

BRAZIL (cont'd)

Adviser

Antonio Otávio SÁ RICARTE
 Minister Counsellor
 Deputy Permanent Representative
 of the Federative Republic of Brazil
 to the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

BURKINA FASO

Gouverneur

Hadizatou Rosine COULIBALY SORI
 Ministre de l'économie, des finances et
 du développement
 Ouagadougou

Conseiller

Joséphine OUEDRAOGO-GUISSOU
 Ambassadeur
 Représentante Permanente-désigné du
 Burkina Faso auprès de la FAO,
 du PAM et du FIDA
 Rome

Conseiller

Moussa MAÏGA
 Secrétaire Général
 Ministère de l'agriculture et
 des aménagements hydrauliques
 Ouagadougou

Conseiller

W. Jean Marie KIEBRE
 Chargé du Portefeuille FIDA
 Direction générale de la coopération
 Ministère de l'économie, des finances et
 du développement
 Ouagadougou

Conseiller

Alice Gisèle SIDIBE-ANAGO
 Conseillère (agriculture)
 Représentante permanente adjointe
 du Burkina Faso auprès de la FAO,
 du PAM et du FIDA
 Rome

BURUNDI

Gouverneur

Phil Domitien NDIHOKUBWAYO
 Ministre des finances, du budget
 et de la privatisation
 Bujumbura

Gouverneur suppléant

Déo Guide RUREMA
 Ministre de l'agriculture et de l'élevage
 Bujumbura

BURUNDI (cont'd)

Conseiller

Justine NISUBIRE
Ambassadeur
Représentant permanent de
la République du Burundi
auprès du FIDA
Rome

Conseiller

Gérard NIYOKWIZIGIRA
Conseiller au Cabinet du Ministre
Ministère des finances, du budget
et de la privatisation
Bujumbura

CABO VERDE

Gouverneur

Manuel AMANTE DA ROSA
Ambassadeur
Représentant permanent de
la République de Cabo Verde auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies
Rome

Gouverneur suppléant

Sónia Cristina MARTINS
Conseillère
Représentante permanente adjointe de
la République de Cabo Verde auprès
des organisations spécialisées
des Nations Unies
Rome

CAMBODIA

Governor

PEN Vuth
Adviser and Project Manager
Project for Agriculture Development
and Economic Empowerment (PADEE)
Ministry for Agriculture, Forestry
and Fisheries
Phnom Penh

Adviser

HOK Kimthourn
Deputy Director
Department of Planning and Statistics
Secretariat Manager for the Agriculture
Services Programme for Innovation,
Resilience and Extension (ASPIRE)
Ministry of Agriculture, Forestry
and Fisheries
Phnom Penh

CAMBODIA (cont'd)

Adviser
 RANY Vireak
 Deputy Director
 Department of International Cooperation
 Ministry of Agriculture, Forestry
 and Fisheries
 Phnom Penh

Adviser
 KEO Vibol
 Vice-Chief of the
 Multilateral Cooperation Bureau
 Department of Cooperation and
 Debt Management
 Ministry of Economy and Finance
 Phnom Penh

CAMEROON

Gouverneur suppléant
 Dominique AWONO ESSAMA
 Ambassadeur
 Représentant permanent de
 la République du Cameroun
 auprès du FIDA
 Rome

Conseiller
 Médi MOUNGUI
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent adjoint
 de la République du Cameroun
 auprès du FIDA
 Rome

Conseiller
 Gisèle BEDOUNG
 Inspecteur général du développement rural
 Ministère de l'agriculture et
 du développement rural
 Yaoundé

CANADA

Governor
 Sarah FOUNTAIN-SMITH
 Assistant Deputy Minister
 Global Issues and Development Branch
 Global Affairs Canada (GAC)
 Ottawa

Adviser
 Peter McGOVERN
 Ambassador
 Permanent Representative
 of Canada to the United Nations
 Food and Agricultural Agencies
 Rome

CANADA (cont'd)

Adviser	Karen GARNER Counsellor Deputy Permanent Representative of Canada to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	David CUMING Adviser Permanent Mission of Canada to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Maria Carolina RAMIREZ SERRANO Senior Program Officer Global Programs and Initiatives Food Security Division Global Issues and Development Branch Global Affairs Canada (GAC) Ottawa

CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Gouverneur	Honoré FEIZOURE Ministre de l'agriculture et du développement rural Bangui
------------	---

CHILE

Gobernador	Luis Fernando AYALA GONZÁLEZ Embajador Representante Permanente de la República de Chile ante el FIDA Roma
Asesor	Rodrigo Antonio OLSEN OLIVARES Consejero Representante Permanente Adjunto de la República de Chile ante el FIDA Roma
Asesor	Rodrigo WAGHORN Segundo Secretario Representante Permanente Alterno de la República de Chile ante el FIDA Roma

CHINA

Governor	SHI Yaobin Deputy Minister for Finance Ministry of Finance Beijing
Adviser	LIU Weihua Deputy Director-General Department of International Economic and Financial Co-operation Ministry of Finance Beijing
Adviser	SHI Jiaoqun Counsellor Deputy Permanent Representative of the People's Republic of China to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	ZANG Fazhen Director Department of International Economic and Financial Co-operation Ministry of Finance Beijing
Adviser	XIE Sheng Director Ministry of Finance Beijing
Adviser	ZHANG Ji Official Department of International Economic and Financial Co-operation Ministry of Finance Beijing
Adviser	HUANG Xionghua Second Secretary Alternate Permanent Representative of the People's Republic of China to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	LANG Pengfei Third Secretary Alternate Permanent Representative of the People's Republic of China to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome

COLOMBIA

Asesor
Rafael Juan Carlos ESPINOSA ESCALLÓN
Ministro Plenipotenciario
Representante Permanente Adjunto
de la República de Colombia
ante el FIDA
Roma

Asesor
Maria Camila SIERRA RESTREPO
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno
de la República de Colombia
ante el FIDA
Roma

Asesor
Daniela VASQUEZ
Pasante
Embajada de la República
de Colombia
Roma

CONGO

Gouverneur suppléant
Mamadou KAMARA DEKAMO
Ambassadeur
Représentant permanent de
la République du Congo
auprès du FIDA
Rome

Conseiller
Georges GANONGO
Conseiller politique du Ministre d'État
Ministère de l'agriculture, de l'élevage
et de la pêche
Brazzaville

Conseiller
Marc MANKOUSSOU
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Congo
auprès du FIDA
Rome

COSTA RICA

Gobernador Suplente
Miguel Ángel OBREGÓN LÓPEZ
Ministro Consejero
Representante Permanente Adjunto
de Costa Rica ante la FAO,
el FIDA y el PMA
Roma

COSTA RICA (cont'd)

Asesor

Luis Fernando CECILIANO PIEDRA
Consejero
Representante Permanente Alterno
de Costa Rica ante la FAO,
el FIDA y el PMA
Roma

CÔTE D'IVOIRE

Gouverneur suppléant

Seydou CISSÉ
Ambassadeur
Représentant permanent de la
République de Côte d'Ivoire
auprès du FIDA
Rome

Conseiller

Kouamé KANGA
Conseiller
Représentant permanent adjoint
de la République de Côte d'Ivoire
auprès du FIDA
Rome

CROATIA

Governor

Ilija ŽELALI
Minister Plenipotentiary
Deputy Chief of Mission
Embassy of the Republic
of Croatia
Rome

CUBA

Gobernador Suplente

Alba Beatriz SOTO PIMENTEL
Embajadora
Representante Permanente de
la República de Cuba
ante el FIDA
Roma

Asesor

Rebeca CUTIÉ CANCINO
Consejera
Representante Permanente Adjunta
de la República de Cuba
ante el FIDA
Roma

CUBA (cont'd)

Asesor

Yissel González GARCÍA
Tercera Secretaria
Representante Permanente Alternativa
de la República de Cuba
ante el FIDA
Roma

CYPRUS

Alternate Governor

Spyridon ELLINAS
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Cyprus to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC OF KOREA

Alternate Governor

RIM Song Chol
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Democratic People's Republic
of Korea to IFAD
Rome

Adviser

KIM Jong Hyok
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Democratic People's Republic
of Korea to IFAD
Rome

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO

Gouverneur

Patrick MAYOMBE MUMBYOKO
Ministre de l'agriculture
Kinshasa

Gouverneur suppléant

Léopold MULUMBA MFUMU KAZADI
Secrétaire général à l'agriculture,
de la pêche et de l'élevage
Ministère de l'agriculture
Kinshasa

Conseiller

Louis Paulin LUBINGO KHOJI A KASANGA
Conseiller
Chargé d'affaires, a.i.
Ambassade de la République
démocratique du Congo
Rome

DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE CONGO (cont'd)

Conseiller
 Gradie MAYOMBE BOBOTO
 Secrétaire particulier du
 Cabinet du Ministre
 Ministère de l'agriculture
 Kinshasa

DENMARK

Alternate Governor
 Vibeke Gram MORTENSEN
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative of
 the Kingdom of Denmark to IFAD
 Rome

Adviser
 Morten FRØSLEV BRUUN
 Intern
 Multilateral Department
 The Royal Danish Embassy
 Rome

DJI BOUTI

Gouverneur
 Ayeid Mousseid YAHYA
 Ambassadeur de la République de Djibouti
 en France
 Paris

DOMINICAN REPUBLIC

Gobernador
 Antonio VARGAS HERNÁNDEZ
 Ordenador Nacional de los
 Fondos Europeos y Director General
 de Cooperación Multilateral
 Ministerio de Economía, Planificación
 y Desarrollo
 Santo Domingo

Gobernador Suplente
 Mario ARVELO CAAMAÑO
 Embajador
 Representante Permanente de la
 República Dominicana ante
 el FIDA
 Roma

Asesor
 Josefina STUBBS
 Candidata a la Presidencia de FIDA
 Santo Domingo

Asesor
 Ángel ESTÉVEZ BOUDIERD
 Ministro de Agricultura
 Santo Domingo

DOMINICAN REPUBLIC (cont'd)

Asesor	César MEDINA Viceministro Ministerio de Relaciones Exteriores Santo Domingo
Asesor	Hugo RIVERA Viceministro Ministerio de Relaciones Exteriores Santo Domingo
Asesor	Alba María CABRAL-PEÑA GÓMEZ Embajadora de la República Dominicana ante la República Italiana Roma
Asesor	Aníbal De CASTRO Embajador de la República Dominicana en España Madrid
Asesor	Federico CUELLO Embajador de la República Dominicana en el Reino Unido Londres
Asesor	Hans DANNENBERG CASTELLANOS Embajador de la República Dominicana en la India Nueva Delhi
Asesor	Viridiana BERIGÜETE Encargada de la División de Candidaturas Ministerio de Relaciones Exteriores Santo Domingo
Asesor	Hamlet GÓMEZ Consejero Ministerio de Relaciones Exteriores Santo Domingo
Asesor	Denisse CABRAL Secretaria Ejecutiva del Ministro Ministerio de Relaciones Exteriores Santo Domingo
Asesor	Laura NAUT Directora de Cooperación Internacional Ministerio de Agricultura Santo Domingo

DOMINICAN REPUBLIC (cont'd)

Asesor	Argentina BETANCES Directora Proyecto de Apoyo a la Transición Competitiva Agroalimentaria (PATCA) Ministerio de Agricultura Santo Domingo
Asesor	Julia VICIOSO VARELAS Ministra Consejera Representante Permanente Alternativa de la República Dominicana ante el FIDA Roma
Asesor	Diana INFANTE QUIÑONES Consejera Representante Permanente Alternativa de la República Dominicana ante el FIDA Roma
Asesor	Liudmilla KUZMICHEVA Consejera Representante Permanente Alternativa de la República Dominicana ante el FIDA Roma
Asesor	María Cristina LAUREANO PEÑA Primera Secretaria Representante Permanente Alternativa de la República Dominicana ante el FIDA Roma
ECUADOR	
Asesor	Juan Fernando HOLGUÍN FLORES Embajador Representante Permanente de la República del Ecuador ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
Asesor	Nelson David TROYA ESQUIVEL Tercer Secretario Representante Permanente Alternativo de la República del Ecuador ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma

EGYPT

Alternate Governor

Abdelbaset Ahmed Aly SHALABY
Agricultural Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Ayman Tharwat Amin ABDEL AZIZ
Counsellor
Chargé d'affaires, a.i.
Embassy of the Arab Republic
of Egypt
Rome

Adviser

Anas S.A. SHADI
Second Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Arab Republic of Egypt to
the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

EL SALVADOR

Gobernador

Sandra Elizabeth ALAS GUIDOS
Embajadora
Representante Permanente de
la República de El Salvador
ante el FIDA
Roma

Asesor

Maria Abelina TORRES RIVAS
Ministra Consejera
Embajada de la República de El Salvador
Roma

EQUATORIAL GUINEA

Asesor

Cecilia OBONO NDONG NCHAMA
Embajadora
Representante Permanente de la
República de Guinea Ecuatorial
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

EQUATORIAL GUINEA (cont'd)

Asesor	Mateo NSOGO NGUERE MICUE Consejero Representante Permanente Alterno de la República de Guinea Ecuatorial ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
Asesor	Mercedes SERICHE WIABUA Segunda Secretaria Representante Permanente Alternata de la República de Guinea Ecuatorial ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
ERI TREA	
Alternate Governor	Fessahazion PIETROS Ambassador Permanent Representative of the State of Eritrea to IFAD Rome
Adviser	Asmerom KIDANE Counsellor Alternate Permanent Representative of the State of Eritrea to IFAD Rome
ESTONIA	
Governor	Ruve ŠANK Minister Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Estonia to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Galina JEVGRAFOVA Counsellor (Agricultural Affairs) Embassy of the Republic of Estonia Rome

ETHIOPIA

Governor

Mitiku TESSO JEBESSA
 Minister Plenipotentiary
 Deputy Permanent Representative
 of the Federal Democratic Republic
 of Ethiopia to IFAD
 Rome

Adviser

Tarekegn Tsegie HAILE
 Minister Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the Federal Democratic Republic
 of Ethiopia to IFAD
 Rome

FIJI

Alternate Governor

Viam PILLAY
 Assistant Minister for Agriculture
 Ministry of Agriculture
 Suva

Adviser

Deo SARAN
 Ambassador of the
 Republic of Fiji to Italy
 Brussels

FINLAND

Governor

Elina KALKKU
 Under-Secretary of State
 Development Policy and Cooperation
 Ministry of Foreign Affairs
 Helsinki

Alternate Governor

Max VON BONSDORFF
 Director
 Unit for Development Financing Institutions
 Department for Development Policy
 Ministry of Foreign Affairs
 Helsinki

Adviser

Pekka HIRVONEN
 Counsellor
 Unit for Development Financing Institutions
 Department for Development Policy
 Ministry of Foreign Affairs
 Helsinki

FINLAND (cont'd)

Adviser

Anna GEBREMEDHIN
 Minister Counsellor
 Permanent Representative
 of the Republic of Finland
 to the United Nations Food
 and Agriculture Agencies
 Rome

Adviser

Tanja RAJAMÄKI
 Adviser
 Embassy of the Republic of Finland
 Rome

FRANCE

Gouverneur

Guillaume CHABERT
 Chef du Service des affaires
 multilatérales et du développement (SAMD)
 Direction générale du Trésor
 Ministère de l'économie et
 des finances
 Paris

Conseiller

May GICQUEL
 Chef du Bureau
 Financement multilatéral
 du développement et du climat
 Direction générale du Trésor
 Ministère de l'économie et
 des finances
 Paris

Conseiller

Serge TOMASI
 Ambassadeur
 Représentant permanent
 de la République française
 auprès de l'OAA, PAM et FIDA
 Rome

Conseiller

Jérôme AUDIN
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint
 de la République française
 auprès de l'OAA, PAM et FIDA
 Rome

Conseiller

Arnaud GUIGNÉ
 Conseiller économique
 Adjoint au Chef du
 service économique régional
 Ambassade de France
 Rome

FRANCE (cont'd)

Conseiller

Bruno MENAT
 Adjoint du Chef de Bureau
 Financement multilatéral du
 développement et du climat
 Direction générale du Trésor
 Ministère de l'économie et
 des finances
 Paris

GABON

Gouverneur

Patricia TAYE ZODI
 Ministre délégué
 Chargée de l'agro-industrie
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage,
 chargé de la mise en œuvre
 du programme graine
 Libreville

Gouverneur suppléant

Rachelle EWOMBA-JOCKTANE
 Directrice nationale des projets du FIDA
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage,
 chargé de la mise en œuvre
 du programme graine
 Libreville

Conseiller

Charles ESSONGHÉ
 Ambassadeur
 Représentant permanent de
 la République gabonaise
 auprès du FIDA
 Rome

Conseiller

Bernard BOUTSIKA-NGAVET
 Conseiller du Premier Ministre
 Chef de département
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage,
 chargé de la mise en œuvre
 du programme graine
 Libreville

GAMBIA (THE)

Alternate Governor

Lang YABOU
 Ambassador
 Permanent Representative of
 the Republic of The Gambia
 to IFAD
 Madrid

GAMBIA (THE) (cont'd)

Adviser
Sait DRAMMEH
Permanent Secretary
Ministry of Agriculture
Banjul

GEORGIA

Governor
Nodar KERESLIDZE
First Deputy Minister for Agriculture
Ministry of Agriculture
Tbilisi

Adviser
Khatia TSILOSANI
Head of International Relations Department
Ministry of Agriculture
Tbilisi

Adviser
Zaal MARGVELASHVILI
Senior Counsellor
Alternate Permanent Representative
of Georgia to IFAD
Rome

Adviser
Lali DURMISHIDZE
Project Manager
Ministry of Agriculture
Tbilisi

Adviser
Tamar TSINTSADZE
Project Staff
Monitoring and Evaluation
Ministry of Agriculture
Tbilisi

GERMANY

Governor
Peter FAILER
Director-General
International Development Policy
Federal Ministry of Economic
Cooperation and Development
Berlin

Adviser
Hinrich THÖLKEN
Ambassador
Permanent Representative of the
Federal Republic of Germany to the
International Organizations
Rome

GERMANY (cont'd)

Adviser
Martina METZ
Minister
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations
Rome

Adviser
Hannah WIRTZFELD
Desk Officer
Regional Development Banks and Funds
Federal Ministry of Economic
Cooperation and Development
Berlin

Adviser
Alexandra VON BÜLOW
Intern
Permanent Representation of the
Federal Republic of Germany to the
International Organizations
Rome

GHANA

Adviser
Khadija IDDRISU
Minister Plenipotentiary
Chargé d'affaires, a.i.
Embassy of the Republic of Ghana
Rome

Adviser
Nii QUAYE-KUMAH
Minister
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Ghana to IFAD
Rome

GREECE

Governor
Themistoklis DEMIRIS
Ambassador
Permanent Representative of the
Hellenic Republic to IFAD
Rome

Alternate Governor
Alexios Marios LYBEROPOULOS
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Hellenic Republic to IFAD
Rome

Adviser
Sarandis ANDRICOPOULOS
Special Adviser
Embassy of the Hellenic Republic
Rome

GUATEMALA

Gobernador

Stephanie HOCHSTETTER SKINNER-KLÉE
Embajadora
Directora General de Relaciones
Multilaterales y Económicas
Representante Permanente de la
República de Guatemala ante los
Organismos de las Naciones Unidas
Roma

Gobernador Suplente

Sylvia WOHLERS DE MEIE
Ministra Consejera
Representante Permanente Adjunta
de la República de Guatemala ante los
Organismos de las Naciones Unidas
Roma

GUI NEA

Conseiller

Abdoulaye TRAORÉ
Conseiller économique
Représentant permanent adjoint
de la République de Guinée
auprès du FIDA
Rome

Conseiller

Mohamed Nassir CAMARA
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République de Guinée
auprès du FIDA
Rome

GUYANA

Adviser

John Ronald Deep FORD
Ambassador
Permanent Representative-designate
of the Republic of Guyana to the
United Nations Office and other
International Organizations
Geneva

Adviser

Bibi ALLY
Counsellor
Permanent Mission of the
Republic of Guyana to the
United Nations Office and other
International Organizations
Geneva

HAITI

Conseiller

Yves THEODORE
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République d'Haïti
auprès du FIDA
Rome

Conseiller

Jean Turgot Abel SENATUS
Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République d'Haïti
auprès du FIDA
Rome

HONDURAS

Asesor

Giampaolo RIZZO ALVARADO
Embajador
Encargado de Negocios, a.i.
Misión Permanente de la
República de Honduras ante
la Oficina de las Naciones Unidas
Ginebra

HUNGARY

Governor

Katalin TÓTH
Deputy State Secretary of
International Relations
Ministry of Agriculture
Budapest

Alternate Governor

Zoltán KÁLMÁN
Counsellor
Permanent Representative of Hungary
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Dóra EGRI
Assistant
Office of the Permanent Representative
of Hungary to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

ICELAND

Governor

Jón Erlingur JÓNASSON
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of
the Republic of Iceland to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

INDIA

Governor

Dinesh SHARMA
Special Secretary
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

Adviser

Rishikesh SINGH
Director (MI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance
New Delhi

Adviser

Madan Mohan SETHI
First Secretary
Embassy of the Republic of India
Rome

INDONESIA

Adviser

Bambang P. S. BRODJONEGORO
Minister for National Development
Planning (BAPPENAS)
Candidate for IFAD President
Jakarta

Governor

Rionald SILABAN
Senior Adviser to the Minister for
Finance on Macro Economy
and International Finance
Ministry of Finance
Jakarta

Adviser

August PARENGKUAN
Ambassador
Permanent Representative of
the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Adviser

Hari PRIYONO
Secretary-General
Ministry of Agriculture
Jakarta

INDONESIA (cont'd)

Adviser	Gellwyn Daniel Hamzah JUSUF Deputy Minister for National Development Planning (BAPPENAS) Ministry of National Development and Planning Jakarta
Adviser	Des ALWI Minister Deputy Chief of Mission Deputy Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome
Adviser	Muhsin SYIHAB Director for Environment and Economic Development Ministry of Foreign Affairs Jakarta
Adviser	Mesah TARIGAN Head International Co-operation Bureau Ministry of Agriculture Jakarta
Adviser	Aries ASRIADI Minister Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome
Adviser	Royhan Nevy WAHAB First Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome
Adviser	Carolina TINANGON Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome
Adviser	Charles Ferdinand HUTAPEA Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome

INDONESIA (cont'd)

Adviser	Yusral TAHIR Agricultural Attaché Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome
Adviser	Era HERISNA Head Division for Investment and Financial Contribution for International Organizations Ministry of Finance Jakarta
Adviser	Yanuar Ardhitya PRIBADI Staff Directorate for Environment and Economic Development Ministry of Foreign Affairs Jakarta
Adviser	Shohib MASYKUR Staff Directorate for Environment and Economic Development Ministry of Foreign Affairs Jakarta
Adviser	Danang Rizky GINANJAR Special Staff Ministry for National Development Planning (BAPPENAS) Jakarta
Adviser	Aisyah Murtina ALLAMANDA Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of Indonesia to IFAD Rome

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF)

Governor	Majid BIZMARK Director-General for International Affairs of Environment and Sustainable Development Ministry of Foreign Affairs Tehran
----------	---

IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) (cont'd)

Adviser
Shahin GHORASHIZADEH
Attaché
Chargé d'affaires, a.i.
Permanent Mission of the
Islamic Republic of Iran to the
United Nations Agencies
Rome

IRAQ

Governor
Falah Hassan ZAIDAN
Minister for Agriculture
Baghdad

Alternate Governor
Ahmad A.H. BAMARNI
Ambassador
Permanent Representative
of the Republic of Iraq to IFAD
Rome

Adviser
Kutaiba Muhammad HASSAN
Director
Planning and Follow up Department
Ministry of Agriculture
Baghdad

Adviser
Kauther Safaa Ahmed AL-NADAWI
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Iraq to IFAD
Rome

Adviser
Arshed Abbood KHALAF
Assistant to the Minister
Ministry of Agriculture
Baghdad

IRELAND

Governor
Bobby McDONAGH
Ambassador
Permanent Representative of
Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Alternate Governor
Damien KELLY
First Secretary (Agriculture)
Deputy Permanent Representative
of Ireland to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

ISRAEL

Governor	Ofer SACHS Ambassador Permanent Representative of the State of Israel to IFAD Rome
Alternate Governor	Olga DOLBURT Minister Counsellor (Economic and Scientific Affairs) Deputy Permanent Representative of the State of Israel to IFAD Rome
Adviser	Giovanna Elisabetta LA ROCCA Economic and Scientific Affairs Officer Permanent Representation of the State of Israel to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
ITALY	
Governor	Enrico MORANDO Deputy Minister for Economy and Finance Ministry of Economy and Finance Rome
Adviser	Pierfrancesco SACCO Ambassador Permanent Representative of the Italian Republic to IFAD Rome
Adviser	Pietro SEBASTIANI Director-General Directorate General for Development Co-operation Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation Rome
Adviser	Paolo DE CASTRO Candidate for IFAD President Rome
Adviser	Adolfo DI CARLUCCIO Executive Board Representative of IFAD for Italy Director Multilateral Development Banks Department of the Treasury Ministry of Economy and Finance Rome

ITALY (cont'd)

Adviser	Michele QUARONI Minister Plenipotentiary Diplomatic Adviser of the Minister Ministry of Economy and Finance Rome
Adviser	Luca ZELIOLI First Counsellor Directorate-General for Development Co-operation Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation Rome
Adviser	Andrea SILVESTRI First Counsellor Diplomatic Adviser to the Minister Ministry of Agricultural, Food and Forestry Policy Rome
Adviser	Valentina MUIESAN First Counsellor Deputy Permanent Representative of the Italian Republic to IFAD Rome
Adviser	Adriana APOLLONIO First Counsellor Directorate-General for Development Co-operation Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation Rome
Adviser	Gelsomina VIGLIOTTI Director-General Directorate-General for International Financial Relations (Directorate III) Department of the Treasury Ministry of Economy and Finance Rome
Adviser	Alberto COGLIATI Senior Adviser International Relations Directorate Department of the Treasury Ministry of Economy and Finance Rome

ITALY (cont'd)

Adviser	Lavinia MONTI Assistant Office of the Minister Ministry of Economy and Finance Rome
Adviser	Graziella ROMITO Manager International Relations Office Ministry of Agriculture, Food and Forestry Policy Rome
Adviser	Stefano LIGRONE Second Secretary Deputy Head of the Office for Multilateral Development Co-operation Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation Rome
Adviser	Bruno CALZIA Adviser to the Candidate Rome
Adviser	Felice ADINOLFI Consultant on Scientific Issues University of Bologna Bologna
Adviser	Maria PENTIMALLI Officer Office of Multilateral Development Co-operation Directorate-General for Development Co-operation Ministry of Foreign Affairs and International Co-operation Rome
Adviser	Elisabetta LANZELLOTTA Officer Office of International Relations Ministry of Agriculture, Food and Forestry Policy Rome
Adviser	Claudio VERSIENTI Security Manager Ministry of Economy and Finance Rome

ITALY (cont'd)

Adviser Antonella ALVISINI
Personal Assistant to the Candidate
Rome

Adviser Jessyama FORLINI
Consultant
Office of Multilateral
Development Co-operation
Directorate-General for
Development Co-operation
Ministry of Foreign Affairs and
International Co-operation
Rome

JAMAICA

Alternate Governor Wayne McCOOK
Ambassador
Permanent Representative of
Jamaica to the United Nations
Specialized Agencies
Geneva

JAPAN

Governor Kazuyoshi UMEMOTO
Ambassador
Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Alternate Governor Osamu KUBOTA
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Adviser Takashi KIKKAWA
Official
Global Issues Co-operation Division
International Co-operation Bureau
Ministry of Foreign Affairs
Tokyo

Adviser Akiko MUTO
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

JORDAN

Governor

Zaid AL LOZI
 Ambassador
 Permanent Representative
 of the Hashemite Kingdom
 of Jordan to IFAD
 Rome

Alternate Governor

Fiesal Rasheed Salamh AL ARGAN
 Agricultural Attaché
 Deputy Permanent Representative
 of the Hashemite Kingdom
 of Jordan to IFAD
 Rome

KAZAKHSTAN

Governor

Sergey NURTAYEV
 Ambassador of the Republic
 of Kazakhstan to Italy
 Rome

Alternate Governor

Seit NURPEISSOV
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Kazakhstan to
 the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

KENYA

Governor

Willy BETT
 Cabinet Secretary for Agriculture,
 Livestock and Fisheries
 Nairobi

Adviser

Harriet NDUMA
 First Counsellor
 Chargé d'affaires, a.i.
 Embassy of the Republic
 of Kenya
 Rome

Adviser

Jacinta Muthoni NGWIRI
 Assistant Director of Agriculture
 Ministry of Agriculture,
 Livestock and Fisheries
 Nairobi

KENYA (cont'd)

Adviser
 Kahoro KINARO
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Kenya to the
 United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

KIRIBATI

Governor
 Tebao AWERIKA
 Minister for Environment, Lands
 and Agricultural Development
 Tarawa

Alternate Governor
 Moannata IENTAAKE
 Secretary
 Ministry of Environment, Lands
 and Agricultural Development
 Tarawa

Adviser
 Kinaai KAIRO
 Director for Agriculture
 Ministry of Environment, Lands
 and Agricultural Development
 Tarawa

Adviser
 Peter SMITH
 Executive Assistant to the Minister
 Ministry of Environment, Lands
 and Agricultural Development
 Tarawa

Adviser
 Terengaiti AWERIKA
 Tarawa

KUWAIT

Alternate Governor
 Hesham I. AL-WAQAYAN
 Deputy Director-General
 Kuwait Fund for Arab
 Economic Development
 Kuwait City

Adviser
 Yousef Ghazi AL-BADER
 Regional Manager for Central
 Asian and European Countries
 Operations Department
 Kuwait Fund for Arab
 Economic Development
 Kuwait City

KUWAIT (cont'd)

Adviser	Salah Al BAZZAZ Technical Adviser Embassy of the State of Kuwait Rome
---------	--

LAO PEOPLE'S DEMOCRATIC REPUBLIC

Governor	Thippakone CHANTHAVONGSA Deputy Minister for Finance Ministry of Finance Vientiane
Alternate Governor	Phouang Parisak PRAVONGVIENGKHAM Deputy Minister for Agriculture and Forestry Ministry of Agriculture and Forestry Vientiane
Adviser	Somphanh CHANPHENGXAY Director-General Livestock and Fisheries Department Ministry of Agriculture and Forestry Vientiane
Adviser	Savanh HANEPHOM Deputy Director-General Planning and Cooperation Department Ministry of Agriculture and Forestry Vientiane
Adviser	Angkhansada MOUANGKHAM Deputy Director-General External Finance Department Ministry of Finance Vientiane

LEBANON

Gouverneur	Karim KHALIL Conseiller Chargé d'affaires, a.i. Ambassade de la République libanaise Rome
Conseiller	Majida MCHEIK Chef du Département des programmes Ministère de l'Agriculture Beyrouth

LESOTHO

Alternate Governor

Nchemo MAILE
Principal Secretary
Ministry of Agriculture and Food Security
Maseru

Adviser

Lineo Irene MOLISE-MABUSELA
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Lesotho to IFAD
Rome

Adviser

'Mathoriso MOLUMELI
Director
Department of Planning and Policy Analysis
Ministry of Agriculture and Food Security
Maseru

LIBERIA

Adviser

A. Haruna-Rashid KROMAH
Attaché
Embassy of the Republic of Liberia
Rome

LIBYA

Adviser

Mahmud K. AL-TELLISI
Ambassador
Permanent Representative of Libya
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Salem HAROUN
Agricultural Counsellor
Alternate Permanent Representative of
Libya to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

LUXEMBOURG

Gouverneur

Romain SCHNEIDER
Ministre de la coopération et de
l'action humanitaire
Luxembourg

Conseiller

Janine FINCK
Ambassadeur
Représentant permanent du
Grand-Duché de Luxembourg
auprès du FIDA
Rome

LUXEMBOURG (cont'd)

Gouverneur suppléant

Manuel TONNAR
 Directeur adjoint
 Direction de la coopération au
 développement et de l'action humanitaire
 Ministère des affaires étrangères
 et européennes
 Luxembourg

MADAGASCAR

Gouverneur

RAKOTOVAO Rivo
 Ministre auprès de la Présidence,
 Chargé de l'agriculture et l'élevage
 Antananarivo

Conseiller

TIANAMAHEFA Onipatsa Helinoro
 Conseillère
 Chargée d'affaires, a.i.
 Ambassade de la République
 de Madagascar
 Rome

Conseiller

RATOHIARIJAONA RAKOTOARISOLO Suzelin
 Conseiller
 Représentant permanent adjoint de
 la République de Madagascar auprès
 des organisations spécialisées
 des Nations Unies
 Rome

MALAWI

Adviser

Tedson Aubrey KALEBE
 Ambassador
 Permanent Representative of
 the Republic of Malawi to the
 United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Brussels

MALAYSIA

Alternate Governor

Abdul Samad OTHMAN
 Ambassador
 Permanent Representative of Malaysia
 to the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

MALAYSIA (cont'd)

Adviser

Mohamad Nazrain NORDIN
 Second Secretary (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative
 of Malaysia to the United Nations
 Food and Agriculture Agencies
 Rome

MALDIVES

Governor

Mohamed SHAINEE
 Minister for Fisheries and Agriculture
 Malé

Adviser

Mariyam FAZNA
 Project Director
 Project Implementation Unit
 Ministry of Fisheries and Agriculture
 Malé

MALI

Gouverneur suppléant

Bruno MAIGA
 Ambassadeur
 Représentant permanent de
 la République du Mali
 auprès du FIDA
 Rome

Conseiller

Mamadou SOGODOGO
 Deuxième Conseiller
 Représentant permanent suppléant
 de la République du Mali
 auprès du FIDA
 Rome

MALTA

Adviser

Gabriella MAR ELJA
 Attaché for Multilateral Cooperation
 Embassy of the Republic of Malta
 Rome

MAURITANIA

Gouverneur

Moctar Ould DJAY
 Ministre de l'économie et des finances
 Nouakchott

MAURITANIA (cont'd)

Gouverneur suppléant

Abass SYLLA
 Directeur général des
 investissements publics et de
 la coopération économique
 Ministère de l'économie et
 des finances
 Nouakchott

Conseiller

Marièm AOUFFA
 Ambassadeur
 Représentant permanent de
 la République islamique de
 Mauritanie auprès du FIDA
 Rome

MAURITIUS

Governor

Mahen Kumar SEERUTTUN
 Minister for Agro-Industry and
 Food Security
 Port Louis

MEXICO

Gobernador

Martha Elena Federica BÁRCENA COQUI
 Embajadora
 Representante Permanente de
 los Estados Unidos Mexicanos
 ante el FIDA
 Roma

Gobernador Suplente

Benito Santiago JIMÉNEZ SAUMA
 Segundo Secretario
 Representante Permanente Alterno
 de los Estados Unidos Mexicanos
 ante el FIDA
 Roma

Asesor

Maria Eugenia CASAR
 Directora Ejecutiva de la
 Agencia Mexicana de Cooperación
 Internacional para el Desarrollo
 Secretaría de Relaciones Exteriores
 Candidata a la Presidencia del FIDA
 Ciudad de México

Asesor

Juan Carlos Gonzalo CANESCO GÓMEZ
 Jefe de Unidad de Asuntos Internacionales
 Secretaría de Hacienda y Crédito Público
 Ciudad de México

MEXICO (cont'd)

Asesor	Noel GONZÁLEZ SEGURA Coordinador de Foros Multilaterales de Cooperación Internacional Secretaría de Relaciones Exteriores Ciudad de México
Asesor	Diego Alonso SIMANCAS GUTIÉRREZ Director General Adjunto para Asuntos Económicos y Sociales Dirección General para Temas Globales Secretaría de Relaciones Exteriores Ciudad de México
Asesor	María de los Ángeles GÓMEZ AGUILAR Segunda Secretaria Representante Permanente Alternativa de los Estados Unidos Mexicanos ante el FIDA Roma
MONGOLIA	
Governor	Purev SERGELEN Minister for Food, Agriculture and Light Industry Ulaanbaatar
Alternate Governor	Tserendorj JAMBALDORJ Ambassador Permanent Representative of Mongolia to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Sanjmyatav ZANDANBAL Director International Cooperation Division Ministry of Food, Agriculture and Light Industry Ulaanbaatar
Adviser	Dawadash SAMBUU Counsellor Alternate Permanent Representative of Mongolia to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome

MONTENEGRO

Adviser

Darko KONJEVI
Director-General
Directorate for Rural Development
Ministry of Agriculture and
Rural Development
Podgorica

MOROCCO

Gouverneur

Mohammed SADIKI
Secrétaire général
Département de l'agriculture
Ministère de l'agriculture
et de la pêche maritime
Rabat

Conseiller

Hassan ABOUYOUB
Ambassadeur
Représentant permanent
du Royaume du Maroc
auprès du FIDA
Rome

Conseiller

Ismahane ELOUAFI
Directeur général
Centre international d'agriculture
biosaline (ICBA)
Candidat à la présidence du FIDA
Dubai

Gouverneur suppléant

Jaouad ZHAR
Chef du Service des relations avec
les organismes financiers internationaux
Direction du Trésor et
des finances extérieures
Ministère de l'économie et des finances
Rabat

Conseiller

Hicham RAHALI
Directeur central des affaires
Administratives et Juridiques
Ministère de l'économie et des finances
Rabat

Conseiller

Mariam BENLAMLIH
Responsable
Division communication
Ministère de l'agriculture
et de la pêche maritime
Rabat

MOROCCO (cont'd)

Conseiller	Mohamed Amine BOUKHRIS Responsable Division communication Ministère de l'économie et des finances Rabat
Conseiller	Rim JIRARI Responsable Division des organisations internationales et Nations Unies Ministère de l'économie et des finances Rabat
Conseiller	Jaouad BAHAJI Directeur central de l'éducation, formation et recherche Ministère de l'agriculture et de la pêche maritime Rabat
Conseiller	Mohammed ASRI Ministre plénipotentiaire Représentant permanent adjoint du Royaume du Maroc auprès du FIDA Rome
Conseiller	Ikram NAJIB Ministre plénipotentiaire Représentant permanent suppléant du Royaume du Maroc auprès du FIDA Rome
MOZAMBIQUE	
Adviser	Maria Manuela DOS SANTOS LUCAS Ambassador Permanent Representative of the Republic of Mozambique to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Joana Jacinto David MATSOMBE Member of the Board Central Bank of Mozambique Maputo

MOZAMBIQUE (cont'd)

Adviser	Mohamed Rafik VALÁ National Director Ministry of Agriculture and Food Security Maputo
Adviser	Ester DOS SANTOS JOSÉ Deputy National Director Ministry of Economy and Finance Maputo
Adviser	Anchia Nhaca ESPÍRITO SANTO GUEBUZA Adviser Central Bank of Mozambique Maputo
Adviser	Inácio Tomás MUZIME Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of Mozambique to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Melquisedec MUAPALA Assistant Embassy of the Republic of Mozambique Rome
MYANMAR	
Governor	Myint NAUNG Ambassador Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Kaung MYAT Second Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of the Union of Myanmar to the United Agencies for Food and Agriculture Rome

NEPAL

Alternate Governor

Suroj POKHREL
Secretary
Ministry of Agricultural Development
Kathmandu

Adviser

Deepak DHITAL
Ambassador
Permanent Representative of Nepal
to IFAD
Geneva

Adviser

Suresh NEUPANE
Under-Secretary
Ministry of Agricultural Development
Kathmandu

NETHERLANDS

Alternate Governor

Hans HOOGEVEEN
Ambassador
Permanent Representative of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Adviser

Wierish RAMSOEKH
Counsellor
Deputy Permanent Representatives of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

Adviser

Jan Willem VAN DE WALL BAKE
Head
International Financial Institutions Division
Multilateral Institutions and
Human Rights Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

Adviser

Frans VAN DER STRAATEN
Cluster Coordinator, Regional
and Development Banks
International Financial Institutions Division
Multilateral Institutions and
Human Rights Department
Ministry of Foreign Affairs
The Hague

NETHERLANDS (cont'd)

Adviser

Hein GEVERS
Intern
Permanent Representation of the
Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NEW ZEALAND

Governor

Patrick John RATA
Ambassador
Permanent Representative of
New Zealand to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Claudia GROSSO
Policy Adviser
Embassy of New Zealand
Rome

NICARAGUA

Gobernador

Mónica ROBELO RAFFONE
Embajadora
Representante Permanente de
la República de Nicaragua
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

Asesor

Junior Andrés ESCOBAR FONSECA
Agregado Técnico para Asuntos
de Cooperación
Representante Permanente Alternativo
de la República de Nicaragua
ante los Organismos de las
Naciones Unidas
Roma

NIGER

Gouverneur suppléant

Amina Djibo DIALLO
Ambassadeur
Représentant permanent
de la République du Niger
auprès du FIDA
Rome

NIGERIA

Adviser	Heineken LOKPOBIRI Minister of State for Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Shehu Mahmud Usman AHMED Permanent Secretary Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Alternate Governor	Mahmoud ISA-DUTSE Permanent Secretary Federal Ministry of Finance Abuja
Adviser	Musibau Olumuyiwa AZEEZ Director Department of Agribusiness and Market Development (FMARD) Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Eniye AMBAKEDEREMO Special Adviser to the Minister of Agriculture and Rural Development Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Ibrahim Abubaker MATAZU Chief Admin Officer (Agriculture) IFAD Desk Officer Federal Ministry of Finance Abuja
Adviser	Ameh ONOJA National Programme Coordinator Assisted Value-Chain Development Programme (VCDP) Federal Ministry of Agriculture and Rural Development Abuja
Adviser	Yaya O. OLANIRAN Minister Permanent Representative of the Federal Republic of Nigeria to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome

NORWAY

Governor	Hans Jacob FRYDENLUND Director Section for United Nations Policy Department for United Nations and Humanitarian Affairs Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs Oslo
Adviser	Inge NORDANG Ambassador Permanent Representative of the Kingdom of Norway to IFAD Rome
Adviser	Gunnvor BERGE Senior Adviser Section for United Nations Policy Department for United Nations and Humanitarian Affairs Royal Norwegian Ministry of Foreign Affairs Oslo
Adviser	Margot SKARPETEIG Counsellor Deputy Permanent Representative of the Kingdom of Norway to IFAD Rome
Adviser	Emily Ryen GLOINSON Intern Royal Norwegian Embassy Rome
OMAN	
Alternate Governor	Ahmed Salim Mohamed BAOMAR Ambassador Permanent Representative of the Sultanate of Oman to IFAD Rome
Adviser	Haroun Mohamed AHMED Staff Embassy of the Sultanate of Oman Rome

PAKISTAN

Governor	Sikandar Hayat KHAN BOSAN Minister for National Food Security and Research Islamabad
Adviser	Khalid MEHBOOB Adviser Alternate Permanent Representative of the Islamic Republic of Pakistan to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Tanveer AHMED Counsellor Alternate Permanent Representative of the Islamic Republic of Pakistan to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
PANAMA	
Asesor	Eduardo Enrique CARLES PÉREZ Ministro de Desarrollo Agropecuario Panamá
Asesor	Angélica Maria JÁCOME Agregada Representante Permanente de la República de Panamá ante el FIDA Roma
Asesor	Ana Melissa MOTTA Asesora Ministerio de Desarrollo Agropecuario Panamá
Asesor	Marco MASTELLARI Asesor Instituto de Mercadeo Agropecuario Panamá
PAPUA NEW GUINEA	
Governor	Patrick PRUAITCH Minister for Treasury Waigani

PAPUA NEW GUINEA (cont'd)

Adviser
Clarence Brian GOMEZ
Advisor to the Minister
Department of Treasury
Waigani

Adviser
Bobbie McCARTHY
Executive Assistant
Office of the Minister
Department of Treasury
Waigani

PARAGUAY

Gobernador
Martín Raúl María LLANO-HEYN
Embajador
Representante Permanente de
la República del Paraguay
ante el FIDA
Roma

Gobernador Suplente
Mirko SOTO SAPRIZA
Consejero
Representante Permanente Alterno
de la República del Paraguay
ante el FIDA
Roma

PERU

Gobernador
Luis Carlos Antonio IBÉRICO NÚÑEZ
Embajador
Representante Permanente
de la República del Perú ante
los Organismos Internacionales
Roma

Asesor
Claudia Elizabeth GUEVARA DE LA JARA
Consejera
Representante Permanente Alternativa
de la República del Perú ante
los Organismos Internacionales
Roma

PHILIPPINES

Governor
Domingo P. NOLASCO
Ambassador
Permanent Representative of the
Republic of the Philippines
to IFAD
Rome

PHILIPPINES (cont'd)

Adviser
Lupiño J. LAZARO
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Philippines
to IFAD
Rome

Adviser
Theodore Andrei P. BAUZON
Third Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Philippines
to IFAD
Rome

Adviser
Marion L. REYES
Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of the Philippines
to IFAD
Rome

PORTUGAL

Governor
Cláudia COSTA PEREIRA
Deputy Director
Office of Planning, Policies and Administration
Ministry of Agriculture, Forestry and
Rural Development
Lisbon

Alternate Governor
Rosa Maria FERNANDES LOURENÇO CAETANO
Director for International Affairs
Office of Planning, Strategy and
International Affairs (GPEARI)
Ministry of Finance
Lisbon

Adviser
Luís Alberto RAMOS DA SILVA CAIANO
Counsellor
(Agriculture, Fisheries and Food Affairs)
Alternate Permanent Representative
of the Portuguese Republic to the
United Nations Agencies for Food
and Agriculture
Rome

QATAR

Governor

Abdulaziz Ahmed Al Malki AL-JEHANI
Ambassador
Permanent Representative of the
State of Qatar to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Alternate Governor

Akeel HATOOR
Adviser
Embassy of the State of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

Governor

LEE Yong-joon
Ambassador
Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Adviser

JEONG Il-jeong
Director-General
International Cooperation Bureau
Ministry of Agriculture,
Food and Rural Affairs
Sejong-si

Adviser

JOO Won Chul
Counsellor (Agricultural Attaché)
Alternate Permanent Representative of the
Republic of Korea to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
Rome

Adviser

HAN Woori
First Secretary
Ministry of Agriculture,
Food and Rural Affairs
Sejong-si

Adviser

YOON Ji Wan
Deputy Director
Department of International Cooperation
Korea FAO Association
Seoul

REPUBLIC OF MOLDOVA

Governor	Iurie USURELU Deputy Minister for Agriculture and Food Industry Ministry of Agriculture and Food Industry Chisinau
Adviser	Stela STINGACI Ambassador Permanent Representative of the Republic of Moldova to IFAD Rome
Adviser	Victor ROSCA Director Country Program Implementation Unit Ministry of Agriculture and Food Industry Chisinau
Adviser	Andrian POPESCU First Secretary Deputy Permanent Representative of the Republic of Moldova to IFAD Rome
ROMANIA	
Gouverneur	Lucian DUMITRU Secrétaire général adjoint Ministère de l'agriculture et du développement rural Bucarest
Conseiller	Florentin-Gheorghe MILEA Conseiller affaires européennes Ministère de l'agriculture et du développement rural Bucarest
Conseiller	Vlad MUSTACIOSU Conseiller Représentant permanent adjoint de la Roumanie auprès du FIDA Rome

RUSSIAN FEDERATION

Governor	Andrey BOKAREV Director International Financial Relations Department Ministry of Finance Moscow
Adviser	Alexander GORBAN Ambassador Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Evgenii BESSONOV Minister Counsellor Deputy Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Anna VALKOVA Deputy Director International Financial Relations Department Ministry of Finance Moscow
Adviser	Evgeny VAKULENKO First Secretary Alternate Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Ivan PERSHIN Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Russian Federation to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
RWANDA	
Governor	Géraldine MUKESHIMANA Minister for Agriculture and Animal Resources Kigali

RWANDA (cont'd)

Alternate Governor

Jacques KABALE NYANGEZI
Ambassador
Permanent Representative of
the Republic of Rwanda to IFAD
Paris

SAINT LUCIA

Adviser

Guy MAYERS
High Commissioner
Permanent Representative-designate
of Saint Lucia to the United Nations
Food and Agriculture Agencies
London

SAMOA

Adviser

Giovanni CAFFARELLI
Honorary Consul-General
Deputy Permanent Representative
of the Independent State of Samoa
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Margaret CAFFARELLI
Executive Assistant
Honorary Consulate-General of the
Independent State of Samoa
Rome

SAUDI ARABIA

Alternate Governor

Sulaiman M. AL-TURKI
Deputy Minister for Finance
for International Financial Affairs
Ministry of Finance
Riyadh

Adviser

Abdulaziz bin Abdulrahman AL HOWEESH
Director-General
Department of International Cooperation
and Agricultural Investment Abroad
Ministry of Environment, Water
and Agriculture
Riyadh

Adviser

Mohammed Ahmed M. ALGHAMDI
Minister Plenipotentiary
Permanent Representative of the
Kingdom of Saudi Arabia to FAO
Rome

SAUDI ARABIA (cont'd)

Adviser	Bandar bin Abdel Mohsin AL-SHALHOOB Counsellor Deputy Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO Rome
Adviser	Tareq AbdulKarim A. ALDRIWEESH First Secretary Alternate Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO Rome
Adviser	Salah bin AbdelRazaq AL KHODER Third Secretary Alternate Permanent Representative of the Kingdom of Saudi Arabia to FAO Rome

SENEGAL

Gouverneur suppléant	Mamadou Saliou DIOUF Ambassadeur Représentant permanent de la République du Sénégal auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Mohamed Bassirou NIANG Premier Secrétaire Représentant permanent suppléant de la République du Sénégal auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome

SEYCHELLES

Governor	Bernard Francis SHAMLAYE Ambassador Permanent Representative of the Republic of Seychelles to IFAD Paris
Alternate Governor	Micheal NALLETAMBY Principal Secretary Ministry of Fisheries and Agriculture Victoria

SIERRA LEONE

Adviser

Marie M. JALLOH
Deputy Minister for Agriculture,
Forestry and Food Security
Ministry of Agriculture, Forestry
and Food Security
Freetown

Adviser

Mary Hawa TURAY
Agri-business Expert
Ministry of Agriculture, Forestry
and Food Security
Freetown

Adviser

Festus A. TARAWALIE
Liaison Officer to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Honorary Consulate-General of
the Republic of Sierra Leone
Rome

SOMALIA

Alternate Governor

Ibrahim Hagi ABDULKADIR
Ambassador
Permanent Representative of the
Federal Republic of Somalia
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
Rome

SOUTH AFRICA

Governor

Nomatemba TAMBO
Ambassador
Permanent Representative of the
Republic of South Africa to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

Adviser

Mzamo Michael MLENGANA
Director-General
Department of Agriculture,
Forestry and Fisheries
Pretoria

Adviser

Nthutang Khumoetsile SELEKA
Director
Department of International Relations
and Cooperation
Pretoria

SOUTH AFRICA (cont'd)

Adviser	Moshibudi Priscilla RAMPEDI Deputy Director-General Department of Agriculture, Forestry and Fisheries Pretoria
Adviser	Anna-Marie MOULTON Counsellor (Multilateral Affairs) Alternate Permanent Representative of the Republic of South Africa to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
SOUTH SUDAN	
Adviser	Ajing Adiang MARIK Ambassador Permanent Representative of the Republic of South Sudan to IFAD Rome
Adviser	Anthony Utong Nyikalo AKARO Counsellor Alternate Permanent Representative of the Republic of South Sudan to IFAD Rome
Adviser	Angela SAJDAK Second Secretary Alternate Permanent Representative of the Republic of South Sudan to IFAD Rome
SPAIN	
Gobernador	Jesús Manuel GARCIA ALDAZ Embajador Representante Permanente de España ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
Asesor	Juan Claudio DE RAMÓN JACOB-ERNEST Primer Secretario Embajada de España Roma

SPAIN (cont'd)

Asesor

María ABAD ZAPATERO
 Técnico Superior Experto en Cooperación
 Dirección de Cooperación Multilateral,
 Horizontal y Financiera
 Agencia Española de Cooperación
 Internacional para el Desarrollo (AECID)
 Madrid

SRI LANKA

Governor

Daya Srikantha John PELPOLA
 Ambassador
 Permanent Representative of
 the Democratic Socialist Republic
 of Sri Lanka to IFAD
 Rome

Adviser

M. Somasena MAHADIULWEWA
 Minister Counsellor (Commercial)
 Deputy Permanent Representative of
 the Democratic Socialist Republic
 of Sri Lanka to IFAD
 Rome

SUDAN

Governor

Ibrahim Adam Ahmed ELDUKHERI
 Federal Minister for Agriculture
 and Forestry
 Khartoum

Adviser

Amira Daoud HASSAN GORNASS
 Ambassador
 Permanent Representative of
 the Republic of the Sudan to
 the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

Adviser

Mohammed Elghazali Eltigani SIRRAG
 Deputy Head of Mission
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of the Sudan to
 the United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

Adviser

Ali Musa Abkar EISSA
 Executive Director of the
 Office of the Minister
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Khartoum

SUDAN (cont'd)

Adviser
 Mohamed Elhag SIRELKHATIM IBRAHIM
 IFAD Desk Officer
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Khartoum

Adviser
 Radalla Elabbas Adam ELHASSAN
 Agricultural Engineer
 Ministry of Agriculture and Forestry
 Khartoum

SWAZI LAND

Governor
 Moses Malindane VILAKATI
 Minister for Agriculture
 Mbabane

Alternate Governor
 Eric MAZIYA
 Under-Secretary (Development)
 Ministry of Agriculture
 Mbabane

Adviser
 Jennifer NEVES
 First Secretary
 Permanent Mission of the
 Kingdom of Swaziland
 Chambesy

SWEDEN

Governor
 Inger BUXTON
 Deputy Director-General
 Global Agenda Department
 Ministry of Foreign Affairs
 Stockholm

Alternate Governor
 Victoria JACOBSSON
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of Sweden to IFAD
 Rome

Adviser
 Robert RYDBERG
 Ambassador
 Permanent Representative
 of Sweden to IFAD
 Rome

Adviser
 Emil WANNHEDEN
 Desk Officer
 Section for Multilateral Development Banks
 Global Agenda Department
 Ministry of Foreign Affairs
 Stockholm

SWEDEN (cont'd)

Adviser

Madelene SPENCER
Junior Officer
Embassy of Sweden
Rome

SWITZERLAND

Gouverneur

Pio WENNUBST
Ambassadeur
Vice-directeur de la Direction du
développement et de la coopération (DDC)
Chef du Domaine de
direction coopération globale
Département fédéral des affaires
étrangères (DFAE)
Candidat à la présidence du FIDA
Berne

Conseiller

François PYTHOUD
Ambassadeur
Représentant permanent de la
Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Conseiller

Liliane ORTEGA
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

Conseiller

Dominique FAVRE
Directeur adjoint
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères
Berne

Conseiller

Simon ZBINDEN
Co-responsable,
Section Programme global
sécurité alimentaire
Direction du développement et
de la coopération (DDC)
Département fédéral des affaires étrangères
Berne

Conseiller	Dimka STANTCHEV SKEIE Chargée de programme Section Programme global sécurité alimentaire Direction du développement et de la coopération (DDC) Département fédéral des affaires étrangères Berne
THAILAND	
Alternate Governor	Sompong NIMCHUAR Minister (Agriculture) Permanent Representative of the Kingdom of Thailand to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Jirapa INTHISANG TROCHIM First Secretary (Agriculture) Alternate Permanent Representative of the Kingdom of Thailand to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
THE FORMER YUGOSLAV REPUBLIC OF MACEDONIA	
Governor	Sanja MITROVSKA First Secretary Alternate Permanent Representative of The former Yugoslav Republic of Macedonia to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
TIMOR-LESTE	
Adviser	Egas DA COSTA FREITAS Ambassador of the Democratic Republic of Timor-Leste to the Holy See Rome
Adviser	Leandro DE JESUS AMARAL Second Secretary Embassy of the Democratic Republic of Timor-Leste to the Holy See Rome

TOGO

Gouverneur suppléant	Lawani ALABI Directeur des filières végétales Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique Lomé
Conseiller	Gilbert Fossoun HOUNGBO Ancien Premier Ministre Directeur général adjoint Bureau International du Travail (BIT) Candidat à la présidence du FIDA Lomé
Conseiller	Koffi ESAW Conseiller du Président de la République togolaise Lomé
Conseiller	Kodjo MENAN Conseiller du Président de la République togolaise Lomé
Conseiller	Jean-Marie EHOZOU Observateur permanent de l'Union Africaine auprès des agences des Nations Unies à Genève et à Rome Lomé
Conseiller	Faouzi GSOUMA Ministre Conseiller Délégation permanente de l'Union Africaine auprès des agences des Nations Unies à Genève et à Rome Lomé
Conseiller	Palawia MONSON Premier Secrétaire Ambassade de la République togolaise Paris

TONGA

Governor	Sione Sonata TUPOU First Secretary Chargé d'affaires, a.i. High Commission of the Kingdom of Tonga London
----------	--

TUNISIA

Gouverneur suppléant	Samir TAIEB Ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche Tunis
Conseiller	Moez Eddine SINAOUI Ambassadeur Représentant permanent de la République tunisienne auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
Conseiller	Mohamed EL AKREMI HAMDİ Directeur général du financement, des investissements et des organisations professionnelles Ministère de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche Tunis
Conseiller	Hanin BEN JRAD Ep. ZEKRI Ministre Plénipotentiaire Représentant permanent adjoint de la République tunisienne auprès des organisations spécialisées des Nations Unies Rome
TURKEY	
Governor	Faruk ÇELİK Minister for Food, Agriculture and Livestock Ankara
Alternate Governor	Murat Salim ESENLİ Ambassador Permanent Representative of the Republic of Turkey to IFAD Rome
Adviser	Celil GÖÇER Member of the Parliament Ankara
Adviser	Mehmet DANI Deputy Minister for Food, Agriculture and Livestock Ministry of Food, Agriculture and Livestock Ankara

TURKEY (cont'd)

Adviser	Ali Recep NAZLI Director-General for EU and External Relations Ministry of Food, Agriculture and Livestock Ankara
Adviser	Asim Göker KESKIN Adviser to the Minister Ministry of Food, Agriculture and Livestock Ankara
Adviser	Mahmut Zuhtu ÇEVIK Head of Department Turkish Cooperation and Coordination Agency Ministry of Foreign Affairs Ankara
Adviser	Ra it PERTEV Candidate for IFAD President Ankara
Adviser	Ali AYBEY Adviser to the Minister Ministry of Food, Agriculture and Livestock Ankara
Adviser	Sinem MINGAN Counsellor Deputy Chief of Mission Embassy of the Republic of Turkey Rome
Adviser	Pinar ATIK Third Secretary Ministry of Foreign Affairs Ankara
Adviser	Hilmi Ergin DEDEO LU Counsellor (Agricultural Affairs) Alternate Permanent Representative of the Republic of Turkey to IFAD Rome
Adviser	Özge KOTAN European Union Expert Ankara
Adviser	Refiye PERTEV Ankara

UGANDA

Adviser	Haruna Kyeyune KASOLO Minister of State for Micro-Finance Ministry of Finance, Planning and Economic Development of the Republic of Uganda Kampala
Adviser	Christopher Mbalibula KIBANZANGA Minister of State for Agriculture Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries Entebbe
Adviser	Pius WAKABI Permanent Secretary Ministry of Agriculture, Animal Industry and Fisheries Entebbe
Adviser	Grace Dinah AKELLO Ambassador Permanent Representative of the Republic of Uganda to IFAD Rome
Adviser	Frederick MATYAMA Commissioner, Debt Policy and Domestic Debt Insurance Ministry of Finance, Planning and Economic Development Kampala
Adviser	Robert SABIITI First Secretary (Agricultural Attaché) Alternate Permanent Representative of the Republic of Uganda to IFAD Rome
UNITED ARAB EMIRATES	
Governor	Sager Nasser Ahmed Abdullah ALRAISI Ambassador Permanent Representative of the United Arab Emirates to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
Adviser	Yousuf Mohammed BIN HAJAR Deputy Director International Financial Relations Department Ministry of Finance Abu Dhabi

UNITED ARAB EMIRATES (cont'd)

Adviser	Slim ADOUNI Assistant Embassy of the United Arab Emirates Rome
---------	---

UNITED KINGDOM

Governor	Marie-Therese SARCH Ambassador Permanent Representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
----------	--

Alternate Governor	Elizabeth NASSKAU First Secretary Deputy Permanent Representative of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
--------------------	--

Adviser	Lorenzo DE SANTIS Multilateral Policy Officer Permanent Representation of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland to the United Nations Food and Agriculture Agencies Rome
---------	---

UNITED REPUBLIC OF TANZANIA

Governor	Charles John TIZEBA Minister for Agriculture, Livestock and Fisheries Dar es Salaam
----------	--

Adviser	Joseph Andrew LUBILOH Personal Assistant to the Minister Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries Dar es Salaam
---------	---

Adviser	Amon F. RUVURULA Minister Counsellor Embassy of the United Republic of Tanzania Rome
---------	--

UNITED STATES

Governor	John HURLEY Director Office of International Debt and Development Policy Department of the Treasury Washington, D.C.
Adviser	Thomas M. DUFFY Counsellor Chargé d'affaires, a.i. United States Mission to the United Nations Agencies for Food and Agriculture Rome
Adviser	Nicholas STRYCHACZ International Economist Office of International Debt and Development Policy Department of the Treasury Washington, D.C.
Adviser	Fabrizio MOSCATELLI Development Adviser USAID Bureau for Food Security and United States Mission to the United Nations Agencies for Food and Agriculture Rome
Adviser	Meredith McCORMACK Program Specialist USAID Bureau for Food Security United States Agency for International Development (USAID) Washington, D.C.
URUGUAY	
Gobernador	Gastón Alfonso LASARTE BURGHI Embajador Representante Permanente de la República Oriental del Uruguay ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma
Asesor	Oscar PIÑEYRO BENTOS Consejero Representante Permanente Alternativo de la República Oriental del Uruguay ante los Organismos de las Naciones Unidas Roma

UZBEKISTAN

Governor

Rustam KAYUMOV
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Uzbekistan to the
United Nations Food and
Agriculture Agencies
Rome

VANUATU

Adviser

Roy Mickey JOY
Ambassador
Permanent Representative of
the Republic of Vanuatu to IFAD
Brussels

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Gobernador Suplente

Elías Rafael ELJURI ABRAHAM
Embajador
Representante Permanente de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Asesor

Porfirio PESTANA DE BARROS
Ministro Consejero
Representante Permanente Alterno de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Asesor

Hendrick Rafael BARRETO SÁNCHEZ
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

VIET NAM

Governor

TRAN Xuan Ha
Vice-Minister of Finance
Ministry of Finance
Hanoi

VIET NAM (cont'd)

Alternate Governor

TRUONG Hung Long
 Director-General
 Debt Management and External
 Finance Department
 Ministry of Finance
 Hanoi

Adviser

LE Hong Lam
 Director-General
 International Cooperation Department
 Government Office
 Hanoi

Adviser

DUONG Quynh Le
 Director of Multilateral Division
 Debt Management and External
 Finance Department
 Ministry of Finance
 Hanoi

Adviser

NONG Thi Hongh Hanh
 Director of Division
 Debt Management and External
 Finance Department
 Ministry of Planning and Investment
 Hanoi

Adviser

NGUYEN Thi Thuy Hang
 Second Secretary
 Deputy Permanent Representative of
 the Socialist Republic of Viet Nam
 to IFAD
 Rome

YEMEN

Alternate Governor

Asmahan Abdulhameed AL-TOQI
 Ambassador
 Permanent Representative
 of the Republic of Yemen to the
 United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

Adviser

Ahmed Mohamed Ali SHAMMER
 Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Yemen to the
 United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

YEMEN (cont'd)

Adviser
 Abdullah Na'Ami Qutran AL-NA'AMI
 Second Secretary
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Yemen to the
 United Nations Food and
 Agriculture Agencies
 Rome

ZAMBIA

Adviser
 Getrude Kasuba MWAPE
 Ambassador
 Permanent Representative of the
 Republic of Zambia to IFAD
 Rome

Adviser
 Kayoya MASUHWA
 First Secretary (Agriculture)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Zambia to IFAD
 Rome

Adviser
 Manako Chipumbu SIAKAKOLE
 First Secretary (Multilateral)
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Zambia to IFAD
 Rome

Adviser
 Derrick SIKOMBE
 Deputy Director for Policy and Planning
 Ministry of Agriculture and Livestock
 Lusaka

ZIMBABWE

Adviser
 Godfrey MAGWENZI
 Ambassador
 Permanent Representative
 of the Republic of Zimbabwe
 to IFAD
 Rome

Adviser
 Shephard GWENZI
 Minister Counsellor
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Zimbabwe
 to IFAD
 Rome

المراقبون من الدول الأعضاء في الأمم المتحدة

OBSERVERS FROM UNITED NATIONS MEMBER STATES

OBSERVATEURS D'ÉTATS MEMBRES DES NATIONS UNIES

OBSERVADORES DE LOS ESTADOS MIEMBROS DE LAS NACIONES UNIDAS

BULGARIA

Petio PETEV
Ambassadeur
Représentant permanent de
la République de Bulgarie
auprès de la FAO
Rome

CZECHIA

Jozef ŠPÁNIK
Counsellor
Permanent Representative of
the Czech Republic to FAO
Rome

LITHUANIA

Loreta MALCIENE
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Lithuania to FAO
Rome

POLAND

Artur Andrzej POLLOK
Minister Counsellor
Permanent Representative of the
Republic of Poland to FAO
Rome

SAN MARINO

Daniela ROTONDARO
Ambassador
Permanent Representative of the
Republic of San Marino to FAO
Rome

SERBIA

Nemanja SEKICKI
First Secretary
Embassy of the Republic of Serbia
Rome

الكرسي الرسولي

HOLY SEE

SAINT-SIÈGE

SANTA SEDE

Fernando CHICA ARELLANO
Observateur permanent du
Saint-Siège auprès du FIDA
Rome

Salvatore CAVALLO
Conseiller
Mission permanente d'observation
du Saint-Siège auprès des Institutions
des Nations Unies pour l'alimentation
et l'agriculture
Rome

منظمة فرسان مالطة

SOVEREIGN ORDER OF MALTA

ORDRE SOUVERAIN DE MALTE

SOBERANA ORDEN DE MALTA

Giuseppe BONANNO DI LINGUAGLOSSA
Ambassadeur de l'Ordre Souverain
Militaire Hospitalier de Saint-Jean
de Jérusalem de Rhodes et de Malte
Observateur permanent auprès des
agences des Nations Unies et les
organisations internationales
Rome

Claude FORTHOMME
Conseiller technique
Représentation de l'Ordre Souverain
Militaire Hospitalier de Saint-Jean
de Jérusalem de Rhodes et de Malte
auprès des agences des Nations Unies
et les organisations internationales
Rome

فلسطين

PALESTINE

PALESTINE

PALESTINA

Mai ALKAILA
Ambassador of Palestine
in Italy
Rome

Mamoun BARGHOUTH
Officer
Embassy of Palestine
Rome

ممثلو وكالات الأمم المتحدة المتخصصة

REPRESENTATIVES OF THE UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES

REPRÉSENTANTS DES NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES

REPRESENTANTES DE LAS NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS
ESPECIALIZADOS

FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS (FAO)

Mario LUBETKIN
Directeur de Cabinet
Office of the Directeur de Cabinet
Office of the Director-General
Rome

Laurent THOMAS
Assistant Director-General
Officer-in-Charge of the Office
of the Deputy Director-General
(Operations)
Rome

Raschad AL-KHAFI
Attaché de Cabinet
Office of the Directeur de Cabinet
Office of the Director-General
Rome

UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR)

Stephane JAQUEMET
Regional Representative for
Southern Europe
Rome

UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (UNIDO)

Karl SCHEBESTA
Chief
Food Systems Unit and Nutrition
Agri-Business Development Department
Programme Development and
Technical Cooperation Division
Vienna

UNIVERSAL POSTAL UNION (UPU)

Pascal CLIVAZ
Deputy Director-General
International Bureau
Bern

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Mihoko TAMAMURA
Director
Rome-based Agencies and Committee
on World Food Security (CFS) Division
Rome

Lucie KANOVA
External Partnership Officer
Rome-based Agencies and Committee
on World Food Security (CFS) Division
Rome

Suzanne VAN BALLEKOM
Policy and Programme Consultant
Rome-based Agencies and Committee
on World Food Security (CFS) Division
Rome

المراقبون من المنظمات الحكومية الدولية

OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES

ARAB CENTER FOR THE STUDIES OF ARID ZONES AND DRY LANDS (ACSAD)

Mohammad ABDULLAH
Head
Department of Agricultural Extension
Damascus

EUROPEAN UNION (EU)

Leonard MIZZI
Chef d'unité
Développement rural, sécurité alimentaire
et nutrition
Direction générale de la coopération
internationale et du développement
Commission européenne
Bruxelles

Willem OLTHOF
Premier Conseiller
Délégation de la Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et
les organisations des Nations Unies
Rome

Lourdes MAGAÑA DE LARRIVA
Conseillère
Délégation de la Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et
les organisations des Nations Unies
Rome

Camilla CONTORNI
Stagiaire
Délégation de l'Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte et
les organisations des Nations Unies
Rome

INTERNATIONAL CENTER FOR AGRICULTURAL RESEARCH IN THE DRY AREAS
(ICARDA)

Aly ABOUSABAA
Director-General
Beirut

Kamel SHIDEED
Assistant Director-General
International Cooperation
and Communication
Beirut

NEW PARTNERSHIP FOR AFRICA'S DEVELOPMENT (NEPAD)

Haladou SALHA
Senior Liaison Officer to the Rome-based
United Nations Agencies
Addis Ababa

THE OPEC FUND FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (OFID)

Anajulia TAYLHARDAT CORDERO
Director, Asia Region
Public Sector Operations Department
Vienna

Belkacem OUZROUROU
Director, Africa Region
Public Sector Operations Department
Vienna

المراقبون من المنظمات غير الحكومية

OBSERVERS FROM NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS

OBSERVATEURS DES ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES

OBSERVADORES DE LAS ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES

AFRICAN-ASIAN RURAL DEVELOPMENT ORGANIZATION (AARDO)

Wassfi Hassan EL-SREIHIN
Secretary-General
New Delhi

Ali KHUSHNOOD
Head
Research Division
New Delhi

GERMAN FOUNDATION FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT (GIZ)

Lorenz PETERSEN
Director
Climate Change, Rural Development and
Infrastructure Division
Bonn

INTERNATIONAL CENTER FOR BIOSALINE AGRICULTURE (ICBA)

Richard SOPPE
Section Head and Senior Scientist
Natural Resources and
Marginal Water Management
Dubai

INTERNATIONAL COMMISSION ON IRRIGATION AND DRAINAGE (ICID)

Marco ARCIERI
Secretary-General
Italian National Committee (ITAL-ICID)
Rome

INTERNATIONAL FEDERATION OF ORGANIC AGRICULTURE MOVEMENTS (IFOAM)

Cristina GRANDI
Chief Food Security Campaigner
Rome

Cote du document: GC 40/L.1/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 2
Date: 14 février 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Ordre du jour et programme des activités

Note aux Gouverneurs

Responsables:

Questions techniques:

Cheryl Morden
Secrétaire du FIDA a. i.
téléphone: +39 06 5459 2254
courriel: c.morden@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef du Bureau
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb_office@ifad.org

Ordre du jour

1. Ouverture de la session
2. Adoption de l'ordre du jour
3. Discours du Président du FIDA
4. Rapport du Comité des émoluments
5. Nomination du Président du FIDA
6. Déclarations générales
7. Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA
8. Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
9. États financiers consolidés du FIDA pour 2015
10. Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2017; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2017 et plan indicatif pour 2018-2019 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTTE et le SAFF
11. Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance
12. Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA
13. Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA
14. Questions diverses

Conseil des gouverneurs 2017

Programme des activités

Lundi 13 février 2017 – programme de séminaires du Conseil des gouverneurs

9 h 30 - 10 h 15	Lancement: Publication périodique du FIDA Journal of Law and Rural Development (Salon d'accueil du FIDA)
11 heures - 12 heures	Compte rendu de l'Allemagne sur la présidence du G20 (Salle plénière)
12 h 15 - 14 heures	Les 50 ans du Centre international d'agriculture tropicale – Miser sur la science: la voie de la prospérité (Salle plénière)
14 h 15 - 15 h 30	Compte rendu de l'Italie sur la présidence du G7 (Salle plénière)

Lundi 13 février 2017

16 heures - 17 h 30	Troisième réunion mondiale du Forum des peuples autochtones – Séance de clôture (ouverte aux Gouverneurs et aux représentants au Conseil d'administration) (Salle de conférences Italie)
17 h 30 - 18 h 30	Réception à l'occasion du Forum des peuples autochtones, organisée conjointement par la Représentation permanente de la République argentine auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, le FIDA, le Programme alimentaire mondial et Slow Food. (Zone de conférences niveau -1)

Conseil des gouverneurs 2017

Programme des activités

Première journée du Conseil des gouverneurs

Mardi 14 février 2017

9 heures	Ouverture de la session
9 heures - 9 h 15	Allocution du président du Conseil des gouverneurs
9 h 15 - 9 h 25	Adoption de l'ordre du jour
9 h 30	*** Ouverture de la cérémonie inaugurale *** Allocution de bienvenue du Président du FIDA, M. Kanayo F. Nwanze Orateur de marque – Son Excellence Bibi Ameenah Firdaus Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice Orateur de marque – Son Excellence Maurizio Martina, Ministre des politiques agricoles, alimentaires et forestières de la République italienne Discours de M. Kanayo F. Nwanze, Président du FIDA
10 h 40	*** Clôture de la cérémonie inaugurale***
10 h 45 - 11 h 30	Points de l'ordre du jour pour approbation et information et déclarations générales
11 h 30 - 13 h 30	Nomination du Président du FIDA* Premier scrutin
13 h 30 - 15 heures	Déjeuner en l'honneur des invités de marque et de bienvenue aux chefs de délégation des États membres
15 h 15 - 17 heures	Dialogue des gouverneurs: Itinéraire du FIDA à l'horizon 2030 (salle de conférences Italie) Modératrice: Mme Lyse Doucet, Correspondante internationale en chef, BBC Intervenante principale: Mme Lindiwe Majele Sibanda, Directrice générale et Chef de mission du Réseau d'analyse des politiques dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et des ressources naturelles Intervenants: <ul style="list-style-type: none"> • L'Honorable Abul Maal Abdul Muhith, Ministre des finances de la République populaire du Bangladesh • Son Excellence Hadizatou Rosine Coulibaly, Ministre de l'économie et des finances du Burkina Faso • Son Excellence Stephanie Hochstetter Skinner-Klée, Ambassadrice, Directrice générale des relations économiques et multilatérales, Représentante permanente de la République du Guatemala auprès des organismes des Nations Unies ayant leur siège à Rome • M. Hans Jacob Frydenlund, Directeur de la Section du Département des politiques des Nations Unies pour les affaires des Nations Unies et les affaires humanitaires du Ministère royal norvégien des affaires étrangères
17 h 15 - 18 heures	Points de l'ordre du jour pour approbation et information

18 heures - 21 heures	Nomination du Président du FIDA* Deuxième scrutin
21 heures - 22 heures	Réception à l'intention de tous les délégués, en collaboration avec la World Association of Chefs' Societies (Worldchefs)

* Séance privée réservée aux personnes habilitées à voter, qui se poursuivra jusqu'à la conclusion du vote au scrutin secret.

Conseil des gouverneurs 2017

Programme des activités

Seconde journée du Conseil des gouverneurs

Mercredi 15 février 2017

8 h 30 - 9 h 30	Petit déjeuner réseautage
9 h 30 - 11 h 45	Déclarations générales et points de l'ordre du jour pour approbation et information
11 h 45 - 13 h 15	<p>Débat interactif des peuples autochtones: Dix ans de partenariat du FIDA avec les peuples autochtones – à l'approche du dixième anniversaire de l'approbation de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (2007-2017)</p> <p>Modératrice: Mme Mirna Cunningham, Présidente du Centre pour l'autonomie et le développement des peuples autochtones</p> <p>Invitée d'honneur: Mme Victoria Tauli-Corpuz, Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones</p> <p>Intervenants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Mme Joan Carling, ancienne Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (Philippines) • M. Elifuraha Laltaika, Membre de l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies (République-Unie de Tanzanie) • Mme María Teresa Zapeta Mendoza, Directrice du programme de l'Instance internationale des femmes autochtones (Guatemala) • M. Jorge Alberto Jiménez, Directeur général du Bureau pour le développement social intégral du Ministère des affaires étrangères (El Salvador)
13 h 15 - 13 h 35	Déclarations générales
13 h 35 - 13 h 45	Remarques conclusives du Président du FIDA et du président du Conseil des gouverneurs
13 h 45 - 13 h 50	Clôture de la session

POUR INFORMATION

Le jeudi 16 et le vendredi 17 février 2017, le FIDA tiendra la première session de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (Salle de conférences Italie)

Liste des documents soumis au Conseil des gouverneurs à sa quarantième session

Cote du document	Point de l'ordre du jour	Titre
GC 40/L.1	2	Projet d'ordre du jour et programme des activités
GC 40/L.1/Add.1/Rev.1	2	Calendrier de travail
GC 40/L.3	5	Rapport du Comité des émoluments
GC 40/L.4 + Add.1	6	Nomination du Président du FIDA
GC 40/L.5	8	Rapport sur la Dixième reconstitution des ressources du FIDA
GC 40/L.6/Rev.2 ²	9	Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA
GC 40/L.7	10	États financiers consolidés du FIDA au jeudi 31 décembre 2015
GC 40/L.8	11	Programme de travail et budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2017; programme de travail et budget axé sur les résultats pour 2017 et plan indicatif pour 2018-2019 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA; et rapports de situation sur l'Initiative PPTE et le SAFF
GC 40/L.9	12	Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance
GC 40/L.10	13	Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA
GC 40/L.11	14	Principes de conduite à l'intention des représentants au Conseil d'administration du FIDA
GC 40/INF.1		Quarantième session du Conseil des gouverneurs - Aspects organisationnels

² Le Rev.2 a uniquement trait aux versions anglaise et arabe.

GC 40/INF.2 + Add.1 ³	Nomination du Président du FIDA (Note d'information sur les règles, procédures et modalités relatives à la nomination)
GC 40/INF.3	Chiffres significatifs pour l'exercice ayant pris fin le 31 décembre 2016
GC 40/INF.4 + Rev.1	Ordre des intervenants
GC 40/Résolutions	Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarantième session Discours de M. Kanayo F. Nwanze Président du FIDA à la séance d'ouverture de la quarantième session du Conseil des gouverneurs Discours de clôture de M. Dinesh Sharma président de la quarantième session du Conseil des gouverneurs

³ Le Rev.1 de l'Add.1 a uniquement trait à la version française.

Cote du document: GC 40/Résolutions/Rev.1
Date: 5 avril 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Résolutions adoptées par
le Conseil des gouverneurs
à sa quarantième session

Résolutions adoptées par le Conseil des gouverneurs à sa quarantième session

1. À sa quarantième session, le Conseil des gouverneurs a adopté, les résolutions 192/XL et 193/XL le 14 février 2017, et les résolutions 194/XL, 195/XL, 196/XL et 197/XL le 15 février 2017.
2. Ces résolutions sont communiquées pour information à tous les Membres du FIDA.

Résolution 192/XL

Les émoluments du Président du FIDA

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Vu la section 6.1 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds qui stipule, entre autres, que les émoluments du Président, ainsi que les indemnités et les autres bénéfices auxquels il a droit sont fixés par voie de résolution du Conseil des gouverneurs;

Rappelant la résolution 191/XXXI, adoptée par le Conseil des gouverneurs le 17 février 2016, établissant un comité pour réexaminer l'ensemble des émoluments et des autres conditions d'emploi du Président du FIDA, y compris les conclusions d'une étude sur la disponibilité et le prix, à Rome, d'un logement convenable pour le Président.

Notant et ayant examiné le rapport du Comité des émoluments figurant dans le document GC 40/L.3 ainsi que les recommandations du Conseil d'administration y relatives;

Décide que:

- 1) Le traitement du Président du FIDA continuera d'être aligné sur celui du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).
- 2) L'indemnité annuelle de représentation du Président de 50 000 USD sera maintenue.
- 3) Le Président pourra continuer à participer aux caisses d'assurances, de sécurité sociale, de pension, de retraite et autres, qui peuvent être instaurées à l'intention des employés du Fonds et pour lesquelles aucun élément de rémunération n'est prévu dans ses émoluments.
- 4) Le Fonds établira les dispositions relatives au logement du Président dans le respect des conditions suivantes:
 - a) Le Fonds, après avoir dûment pris en compte l'incidence financière des aspects liés à la sécurité, continuera de fournir un logement approprié à son Président. Sous réserve des points 4 b) à 4 e) ci-après, les dépenses annuelles encourues par le Fonds au titre du logement ne pourront dépasser la somme de 180 000 EUR. Ce plafond, dont le niveau correspond à celui fixé pour le Directeur général de la FAO, s'appliquera aux dépenses encourues sur une année civile et sera calculé au prorata dans le cas où le Président ne resterait pas en exercice durant une année civile entière. Un état des dépenses de logement courantes sera préparé chaque année et fera l'objet d'un audit une fois l'année écoulée, afin que le FIDA puisse récupérer, à charge du Président, tout montant dépassant le plafond fixé ou dont le paiement par le FIDA n'est pas admissible.
 - b) Les dépenses de logement courantes qui seront prises en charge par le FIDA et comptabilisées dans les limites du plafond établi comprendront les dépenses relatives au loyer et les frais bancaires/charges de copropriété connexes; les services collectifs; les installations de télécommunications et de réseau; la tenue, la réparation et l'entretien de la résidence et des jardins; et les autres dépenses connexes.
 - c) Les dépenses liées aux systèmes de sécurité seront prises en charge par le FIDA, sous réserve que le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies en certifie la nécessité; elles seront imputées sur le plafond. On pourrait se trouver confronté à une détérioration des circonstances susceptible d'avoir une incidence sur la sécurité du Président, et il pourrait alors être nécessaire d'engager les dépenses additionnelles liées à la sécurité

de la résidence que le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies aura certifiées comme nécessaires. La direction fera tout son possible pour que celles-ci ne dépassent pas le plafond établi. Si elle n'y parvenait pas, le Conseil d'administration, après l'examen du Comité d'audit, rendra compte de ces dépenses additionnelles au Conseil des gouverneurs et formulera des recommandations soumises à l'examen du Conseil.

- d) Les frais relatifs aux appels téléphoniques officiels seront pris en charge par le FIDA et ne seront pas imputés sur le plafond. Les frais relatifs aux appels téléphoniques personnels seront à la charge du Président. S'il se révèle difficile de séparer le coût des appels officiels de celui des appels personnels, le coût total sera réparti à égalité entre le Président et le FIDA.
 - e) Le Fonds prendra en charge les dépenses ponctuelles raisonnables et nécessaires encourues pour l'installation, l'équipement et la remise en état de la résidence du Président. Ces dépenses seront imputées sur le plafond annuel pour la première année du mandat du Président ou, à tranches égales, sur les plafonds respectifs pour chaque année du mandat. Ces frais d'installation ne seront pris en charge par le FIDA qu'une seule fois, uniquement au moment de la première nomination du Président.
- 5) Les dispositions relatives au traitement, aux indemnités et aux autres droits spécifiés aux paragraphes 1 à 4 de la présente résolution s'appliqueront à la personne qui sera nommée Président du FIDA à la quarantième session du Conseil des gouverneurs.

Résolution 193/XL

Nomination du Président du FIDA

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Ayant donné suite à la proposition relative à la nomination du Président figurant dans le document GC 40/L.4 en date du 22 décembre 2016;

Décide, conformément aux dispositions de la section 8 a) de l'article 6 de l'Accord portant création du FIDA, de nommer M. Gilbert Fossoun Houngbo, de la République togolaise, Président du FIDA pour un mandat d'une durée de quatre ans, qui prendra effet à compter du 1^{er} avril 2017.

Résolution 194/XL

Approbation des recommandations du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Ayant examiné les conclusions de l'évaluation au niveau de l'institution des reconstitutions du FIDA (ENI-R);

Rappelant le Rapport de la Consultation sur la dixième reconstitution des ressources du FIDA et l'établissement d'un Groupe de travail ad hoc sur les questions de gouvernance (GC.38/L.4/Rev.1) soumis à la trente-huitième session du Conseil des gouverneurs;

Rappelant en outre que le Conseil des gouverneurs avait chargé le Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance de:

- a) examiner et évaluer les recommandations en matière de gouvernance issues de l'ENI-R, particulièrement en ce qui concerne la structure, le caractère approprié et la pertinence du système de listes en vigueur au FIDA. ... [et] examinera et évaluera aussi les répercussions et l'impact potentiel que la modification du système de listes ou de représentation des États membres pourrait avoir sur tous les organes directeurs du FIDA.
- b) examiner et évaluer la composition et la représentation de la Consultation sur la reconstitution, et la durée des cycles de reconstitution à compter de FIDA11; et
- c) formuler, concernant les points a) et b) ci-dessus, des propositions à examiner par le Conseil d'administration en vue de leur soumission au Conseil des gouverneurs, le cas échéant."

Ayant examiné le Rapport du Groupe de travail ad hoc sur la gouvernance contenu dans le document GC 40/L.9 et la recommandation du Conseil d'administration (EB 2016/116/R.39/Rev.2);

Décide ce qui suit:

1. D'adopter les définitions suivantes à titre de directives à l'intention des membres composant les trois listes d'États membres du FIDA:

Liste A

Cette liste comprend uniquement les États membres qui sont des contributeurs aux ressources du FIDA, qui se sont déclarés non admissibles au financement et aux services du FIDA et qui, selon les définitions de l'OCDE, ne sont pas admis à bénéficier de l'aide publique au développement (APD).

Liste B

Cette liste comprend uniquement les États membres qui sont membres de l'OPEP et sont des contributeurs aux ressources du FIDA; certains d'entre eux peuvent également être admis à bénéficier du financement et des services du FIDA.

Liste C

Cette liste comprend uniquement les États membres qui sont des "pays en développement" et qui ne se sont pas déclarés non admissibles au financement et aux services du FIDA; nombre d'entre eux sont également des contributeurs aux ressources du FIDA

2. De recommander que chaque État membre s'inscrive sur la liste, ou soit transféré à la liste, dont la définition correspond le mieux à ses propres caractéristiques, suivant les procédures énoncées au paragraphe 3 a) de l'annexe II de l'Accord portant création du

FIDA. Il est entendu qu'il appartient à chaque État membre de décider s'il souhaite ou non opter pour cette solution.

3. De conserver le cycle de reconstitution triennal et de poursuivre, à l'avenir, des discussions sur cette question avec d'autres institutions financières internationales pour garantir un alignement et renforcer les occasions de partenariat.

4. De réviser le format et la structure des réunions des consultations sur la reconstitution pour assurer une plus grande efficacité et un meilleur rapport coût/efficacité, en:

- i) établissant l'ordre du jour dans le cadre de consultations ouvertes entre les États membres et la direction du FIDA, en vue de déterminer les questions prioritaires;
- ii) réduisant le nombre de réunions à tenir au cours des consultations sur la reconstitution;
- iii) réduisant le nombre et la longueur des documents produits à l'occasion des consultations sur la reconstitution; et
- iv) utilisant les plateformes numériques dont dispose le FIDA pour instaurer un dialogue ouvert entre la direction du FIDA et les États membres.

5. De transférer quatre sièges aux consultations sur la reconstitution de la Liste A et de la Liste B à la Liste C au profit des pays à faible revenu et contributeurs potentiels ou principaux, l'objectif étant d'encourager ces États membres à contribuer aux ressources du FIDA, ce transfert entrant en vigueur dans le contexte des consultations sur FIDA11.

6. De demander au Secrétariat d'évaluer le nombre de sièges au Conseil d'administration à la lumière des éventuels transferts qui auraient pu être effectués et de l'évolution du nombre de voix de chacune des listes, et de communiquer cette évaluation aux États membres pour examen avant le début des consultations sur FIDA12, en vue d'un nouvel examen à ce moment-là.

Résolution 195/XL

Établissement de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Rappelant la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, qui dispose que, pour assurer la continuité des opérations du Fonds, le Conseil des gouverneurs détermine périodiquement si les ressources dont le FIDA dispose sont suffisantes;

Rappelant en outre que la période arrêtée par le Conseil des gouverneurs dans sa résolution 186/XXXVIII pour la dixième reconstitution des ressources du FIDA s'achèvera le 31 décembre 2018;

Ayant pris connaissance de la déclaration du Président du FIDA sur la nécessité d'examiner si les ressources dont dispose le Fonds sont suffisantes, ainsi que du document GC 40/L.6/Rev.1 y relatif;

Ayant en outre délibéré de la nécessité d'établir une Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA;

Prenant note du rapport du Groupe de travail sur la gouvernance et de la recommandation de celui-ci concernant la représentation des membres de la Liste C aux consultations sur la reconstitution, et prenant acte du fait que, à sa quarantième session, le Conseil des gouverneurs a approuvé ladite recommandation;

Décide que:

1. Une Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA ("la Consultation") sera établie pour examiner si les ressources du Fonds sont suffisantes et faire rapport au Conseil des gouverneurs. Compte tenu du bilan positif de la présidence pendant les Consultations sur les neuvième et dixième reconstitutions, et dans une optique de garantie de la continuité vu qu'un nouveau Président du FIDA sera élu en février 2017, le Conseil des gouverneurs confie à M. Johannes Linn la présidence de la Consultation. Les attributions du président de la Consultation sont énoncées dans l'annexe à la présente résolution.
2. La première session de la Consultation se tiendra les 16 et 17 février 2017.
3. La Consultation se composera de tous les États membres des Listes A et B, à la condition cependant que quatre États membres cèdent les sièges à la Consultation sur la reconstitution dont ils disposent au profit de quatre pays à faible revenu et contributeurs potentiels ou principaux appartenant à la Liste C; la Consultation se composera également de 22 États membres de la Liste C (y compris les quatre États membres auxquels les Listes A et B auront cédé leurs sièges), qui seront désignés par les membres de la Liste C et dont les noms seront communiqués au Président du FIDA au plus tard le 14 février 2017. La Consultation peut par la suite inviter tous les autres États membres susceptibles de faciliter ses délibérations à participer à ses travaux.
4. La Consultation présentera un rapport sur les résultats de ses délibérations, éventuellement assorti de recommandations, à la quarante et unième session du Conseil des gouverneurs et, le cas échéant, à des sessions ultérieures afin que puissent être adoptées les résolutions appropriées.
5. Le Président du FIDA est invité à tenir le Conseil d'administration informé du déroulement des délibérations de la Consultation.
6. Le Président du FIDA et le personnel sont invités à apporter à la Consultation l'assistance dont elle pourrait avoir besoin pour s'acquitter de ses fonctions de manière efficiente et efficace.

Annexe à la résolution 195/XL

Attributions du président de la Consultation

Sous l'autorité de la Consultation sur la Onzième reconstitution des ressources du FIDA, le/la président(e):

- a) collabore avec le Président et le personnel à la préparation des réunions ou des négociations, afin de garantir une présentation efficace des questions.
- b) préside les réunions officielles de la Consultation;
- c) avec l'appui du Secrétariat, réalise une synthèse des débats et prépare, à l'issue de chaque réunion, un résumé reflétant de manière concise et précise l'état d'avancement des négociations;
- d) veille à ce que le rapport final et les recommandations de la Consultation soient conformes au mandat de la Consultation – tel qu'énoncé dans la présente résolution;
- e) supervise sous tous leurs aspects les réunions, les débats et les délibérations de la Consultation;
- f) examine de façon éclairée les projets de documents et les rapports établis pour chaque consultation et formule des observations à cet égard, en garantissant un contrôle de la qualité et une cohérence stratégique;
- g) dirige et facilite les discussions et les négociations entre les membres, ainsi qu'entre ceux-ci et les dirigeants du FIDA, en vue de parvenir à un consensus afin d'assurer le succès de l'examen entrepris pour vérifier que les ressources du Fonds sont suffisantes.

Résolution 196/XL

Budget administratif comprenant les budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2017 et le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2017

Le Conseil des gouverneurs du FIDA,

Considérant l'article 6.10 de l'Accord portant création du FIDA et l'article VI du Règlement financier du FIDA;

Notant que, à sa cent dix-neuvième session, le Conseil d'administration a examiné et approuvé un programme de travail du FIDA pour 2017 s'élevant à 1 079 millions de DTS (1 500 millions d'USD), soit un programme de prêts de 1 041 millions de DTS (1 447 millions d'USD) et un programme brut de dons de 53 millions d'USD;

Notant en outre qu'à sa cent dix-neuvième session le Conseil d'administration a examiné et approuvé l'allocation de crédits à la dépense extraordinaire au titre de FIDA11, pour un montant de 1,04 million d'USD;

Ayant pris connaissance de l'examen effectué par le Conseil d'administration, à sa cent dix-neuvième session, des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA proposés pour 2017 et du budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2017;

Approuve le budget administratif, comprenant: premièrement, le budget ordinaire du FIDA pour 2017 d'un montant de 149,42 millions d'USD; deuxièmement, le budget d'investissement du FIDA pour 2017 d'un montant de 2,4 millions d'USD; et troisièmement, le budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA pour 2017 d'un montant de 5,73 millions d'USD, tels qu'ils sont exposés dans le document GC 40/L.8, déterminés sur la base d'un taux de change de 0,897 EUR pour 1,00 USD; et

Décide que, si la valeur moyenne du dollar des États-Unis en 2017 s'écartait du taux de change de l'euro utilisé pour calculer le budget, le montant total en dollars des États-Unis de l'équivalent des dépenses en euros dans le budget serait ajusté dans la proportion de l'écart entre le taux de change effectif de 2017 et le taux de change retenu dans le budget.

Résolution 197/XL

Proposition relative à la révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA

Le Conseil des gouverneurs,

Vu l'article 6.8 a) de l'Accord portant création du FIDA, la section 6.2 du Règlement pour la conduite des affaires du Fonds et l'article 41 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs;

Rappelant la résolution 176/XXXVI et l'approbation par le Conseil des gouverneurs des bonnes pratiques applicables au processus de nomination du Président du FIDA et rappelant aussi la proposition relative à l'examen de ces pratiques en tant que de besoin par le Bureau du Conseil des gouverneurs, le cas échéant;

Considérant la recommandation formulée à ce sujet par le Conseil d'administration à sa cent dix-septième session;

Ayant examiné la proposition relative à la "Révision des bonnes pratiques applicables au processus à suivre pour les futures nominations du Président du FIDA" présentée dans le document GC 40/L.10

Décide de demander au Bureau du Conseil des gouverneurs d'examiner les pratiques applicables au processus à suivre pour la nomination du Président du FIDA et de formuler des propositions visant à améliorer ces pratiques lors des futures nominations. Le Bureau présentera au Conseil d'administration, en décembre 2017, un rapport relatif aux résultats de son examen, ainsi que toute recommandation à ce sujet, en vue de leur soumission au Conseil des gouverneurs à sa quarante et unième session, en février 2018, pour approbation.